



L'INSTITUTIONNALISATION DE L'UTOPIE

De l'éducation populaire à la mise en place d'un système
d'éducation permanente au Ministère de l'Agriculture

TOME 1

LA SAGA DE L'ANIMATION SOCIO-CULTURELLE AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE 1965-1985

Jean-François Chosson
Professeur émérite

"Ceci est la triste histoire d'un homme qui ne savait pas se décider..." proclamaient les hérauts du théâtre élisabéthain en présentant Hamlet aux foules rassemblées sur le parvis des cathédrales. "Ceci est l'histoire tantôt drôle, tantôt répétitive, quelquefois exaltante d'une administration qui a eu bien du mal à se décider..." Tel pourrait être le prologue d'une tragi-comédie mettant en scène les aléas et les grandeurs de la seule administration ayant créé un corps spécifique d'*animateurs socio-culturels*, en l'occurrence le Ministère de l'Agriculture. A priori, rien ne disposait ce ministère à se lancer dans cette étrange aventure

- Il est à prédominance technique, chargé de la modernisation du milieu rural. Pourquoi ses responsables créeraient-ils un corps de préposés à l'animation, alors que le Ministère de la Jeunesse et des Sports se limitait à contractualiser ses conseillers techniques et pédagogiques ? Par ailleurs, le Ministère de l'Education Nationale repoussait vigoureusement toute tentative de création d'un corps d'animateurs de foyers socio-éducatifs, et le Ministère de la Culture décidait, en fin de compte, de laisser toute initiative aux collectivités locales.
- Les dirigeants des organisations professionnelles agricoles, surtout les "orphelins de la J.A.C.", étaient, par principe, très opposés à ce qu'ils considéraient comme une intervention étatique dans un domaine relevant exclusivement de la compétence des organismes de promotion collective.
- Enfin, au sein même de l'administration, l'apparition d'un nouveau corps aux missions ambiguës, dans un ministère comprenant déjà 132 catégories différentes, ne soulevait pas un enthousiasme excessif de la part des gestionnaires, y compris, et surtout, dans un système d'enseignement où beaucoup auraient préféré un enseignement technique *stricto sensu*, ou bien se complaisaient dans la vision arcadienne des écoles d'agriculture d'autrefois.

Aussi convient-il, afin d'éclairer le thème directeur de cette institutionnalisation de l'utopie, de traiter brièvement du climat intellectuel de ces années 60-65 qui a conduit les dirigeants des mouve-

ments d'éducation populaire à investir massivement les centres de décision des principales administrations et susciter la création de corps de professionnels de l'animation, soit pour leurs propres mouvements, soit pour des institutions spécialisées. Nous reviendrons, bien entendu, sur les aspects institutionnels, par exemple l'action décisive du Commissariat au plan, et le rôle majeur d'hommes politiques tirant le meilleur parti de l'euphorie économique en dégageant des ressources financières pour l'action culturelle. Mais toute mutation importante est préparée par un renouvellement du climat intellectuel. Les cercles de réflexion alimentent les révolutions. Or quel est le thème dominant des années 60 dans les milieux intellectuels ? C'est celui de fin des politiques, voire la fin de la philosophie. A droite, Aron traite avec hauteur des nouvelles civilisations industrielles éloignant à tout jamais les grandes illusions comme les grands désespoirs. Althusser, à gauche, proclame la fin de la philosophie dénoncée comme une pratique allégorique. Bourdieu commence à dénoncer les mythologies devenues simples discours juridiques sur le travail des chercheurs en sciences humaines. Ce climat s'enracine dans une réalité sociologique dont les associations sont l'épiphénomène. En effet, les mouvements socialistes ont été durement éprouvés par le stalinisme et l'enlisement dans la social-démocratie porteuse des guerres coloniales. Les associations chrétiennes se sont affrontées à la hiérarchie et amorcent une mutation en empruntant quelques vocables à la terminologie marxiste. L'ère des grands rassemblements lyriques paraît close. La J.A.C. garde la nostalgie des grandes fêtes du Parc des Princes. La Ligue de l'Enseignement ne peut plus guère exciper de ses trois millions de défenseurs de la laïcité. Même les Scouts de France n'essaient plus d'organiser leurs "Jamborees" mobilisateurs. Alors, comment trouver un souffle nouveau pour être au diapason de cette civilisation porteuse de loisirs plus riches, plus diversifiés... et surtout plus longs ? Comment se maintenir pendant cette apparente traversée du désert du militantisme, sinon en recrutant des professionnels assurant le relais auprès des différentes catégories du public ? Dans le milieu rural, les "orphelins de la J.A.C." pourront ainsi bénéficier de professionnels dûment formés aux sciences humaines. Au Ministère de l'Agriculture, le hasard a joué un rôle certain dans le lancement de l'opération,

notamment en provoquant la rencontre entre héritiers de l'éducation populaire et les fonctionnaires modernistes désireux de promouvoir de nouveaux modèles relationnels pour étayer l'action publique.

Cela n'a pas été, au départ, sans équivoque, sans incompréhension, sans remises en cause et atermoiements. Mais qu'en est-il exactement, vingt ans après ?... L'Utopie a-t-elle suscité de nouvelles formes d'action publique, notamment un nouveau style de relation avec l'environnement associant l'efficacité de l'entreprise et l'ouverture aux forces sociales ? Les animateurs culturels ont-ils créé une nouvelle strate bureaucratique alléguant des protections statutaires afin de se protéger des incursions dans leur domaine réservé ? Sont-ils devenus les agents conscients ou inconscients d'un Appareil culturel d'Etat chargé de normaliser, voire d'aliéner, les masses populaires pour les intégrer à un système social bouleversé par l'apparition du capitalisme monopoliste d'Etat ?¹ Aujourd'hui, il est bien impossible de répondre catégoriquement à ces questions. Les études à caractère objectivant se sont heurtées à la double fermeture de l'administration et du corps d'animateurs. Certes, apparemment, la greffe a réussi. L'insertion du corps ne pose plus guère de problème, mais est-il possible de parler sérieusement d'évaluation ? Sans doute convient-il d'intégrer les apports des études effectuées, mais il s'agira également d'adopter le ton du chroniqueur. Raconter l'histoire de l'animation socio-culturelle au Ministère de l'Agriculture est une bien étrange entreprise. Aussi ce document sera-t-il nécessairement partiel et partial. Partiel, car il émane d'un acteur ayant été, certes, totalement engagé jusqu'aux années 70 mais qui, par la suite, a eu essentiellement des responsabilités dans le secteur de l'éducation des adultes ; cette subjectivité est tempérée par la référence à quatre recherches - actions, dix articles qui ont jalonné le parcours, des centaines de conversations informelles sans présupposé hypothétique. Surtout à l'I.N.P.S.A., des relations de voisinage tantôt tumultueuses, tantôt exaltantes avec le secteur "Animation" autorisent ledit auteur à prendre la parole sans scrupule excessif pour amorcer un débat où la dialectique jouera un grand rôle. Il sera partial aussi car, dans ce domaine, il est bien vain de prétendre à la distanciation né-

¹ Lire GAUDIBERT (P.) - *Action culturelle : intégration où subversion*. Paris, Editions Casterman, Coll. M. O., 1972.

cessaire pour construire un objet de recherches dont les paramètres seraient cernés avec rigueur.

La vérité, si nous y parvenons un jour, émanera de la confrontation entre ceux qui - en posant des actes - ont voulu donner un sens à leur vie d'éducateur. Peut-être ont-ils confondu leurs illusions lyriques avec des impasses historiques ? Peut-être ont-ils contribué à édifier un système d'intervention original ? Peut-être ont-ils fécondé durablement l'action administrative ? Toute démonstration pour mesurer objectivement l'écart entre les objectifs initiaux et les résultats obtenus ne peut qu'être un apport parmi d'autres, soumis à une discussion publique où toute prétention scientifique sera bannie.

"Prends la vérité et jette-la à terre pour qu'elle ensemence le sol", dit le Talmud. Ce témoignage n'a pas d'autre but que d'apporter un élément à une vérité qui sera une construction collective à partir du discours des acteurs impliqués. Si les lecteurs attentifs recherchaient une référence, disons qu'il s'agirait d'une Saga, d'un récit à la fois historique et mythologique écrit, avant tout, dans un souci de synthèse. Il tient presque de la tradition orale. Il s'agit d'effectuer un détour par un récit subjectif, destiné à orienter le choix des concepts. En conséquence, les références à la littérature des sciences humaines doivent être considérées comme des hypothèses livrées à la fécondité éventuelle des chercheurs. Acceptera-t-on cependant une mise en perspective où l'imaginaire joue un rôle certain pour décrire un réel débordant sans cesse le rationnel ? Toute tentative de synthèse pêche par excès d'ambition, mais fallait-il se borner à commenter les quatre modestes recherches qui ont jalonné la route ?

Au risque d'apparaître bien téméraire dans la forme, le style empruntera à trois registres différents

- Tout d'abord, le style formalisé qui sied aux présentations et aux écrits relevant des sciences humaines. Pour modestes qu'elles soient, les études effectuées dans le domaine de l'animation ont été sérieusement conduites². En particulier, nous devons beaucoup au Centre d'études, de recherches et de documentation de l'Institut National d'Éducation Populaire

² Notamment les travaux de l'Institut National d'Éducation Populaire, Rue Blumenthal 78160 Marly-le-Roi.

de Marly-le-Roi qui, en la matière, a joué un rôle majeur sous la direction de Madame Pujol. L'emploi du style formalisé est en correspondance avec les tentatives pour rationaliser ce secteur d'intervention.

- L'emploi du "nous" est représentatif de l'apport spécifique de l'équipe de l'I.N.P.S.A. qui, ayant effectué quatre recherches et participé à la mise en place d'une dizaine d'opérations, peut prétendre à un apport original.
- L'utilisation du "je" correspond à un témoignage personnel ne relevant pas d'un secteur particulier mais tentant d'apporter un point de vue pour éclairer une démarche d'ensemble.

Aussi les références à l'évolution globale seront-elles constantes, à la manière des romans de Balzac où les destins individuels sont toujours situés par rapport à l'Histoire. Selon une tradition bien établie de la rhétorique classique, le rythme ternaire permettra de dégager trois périodes cruciales, fort inégales dans le temps, mais pouvant constituer des points de repère utiles.

Le premier chapitre (64-68) empruntera ses méthodes à l'analyse historique. La petite histoire de l'animation au Ministère de l'Agriculture est incompréhensible si elle n'est insérée dans l'histoire plus vaste de l'éducation populaire, ce courant d'idées venu du fond des âges, porté par des hommes qui ont lutté, qui luttent toujours contre l'inégalité des chances, pour une véritable démocratisation de la culture. Combat toujours recommencé, aux résultats toujours incertains, mais dont les avancées, de Spartacus au Siècle des Lumières, de la Commune à Mai 68, précèdent ou accompagnent toujours les mutations fondamentales. Pour Duby³ et, en général, l'école des "mentalités", ce ne sont pas les rapports de production qui imposent leurs conduites aux hommes, mais l'image qu'ils s'en font à travers les croyances collectives, les ferveurs, les millénarismes qui ordonnent les relations sociales. Nous tenterons donc de montrer l'interaction dialectique entre le "mental collectif" de l'éducation populaire et les grandes mutations socioéconomiques de la société française.

³ DUBY (G.) - *Les sociétés médiévales*. Paris, Gallimard, 1971.

Le deuxième chapitre (68-78) s'inspirera, pour l'essentiel, de l'approche systémique appliquée à la sociologie des organisations. Cette approche nous est apparue plus féconde que les habituelles variations sur les Appareils Idéologiques d'Étel chers à Althusser et à ses disciples mineurs. Ces derniers ont véhiculé une vision hyper-déterministe de la vie sociale et, notamment, de l'animation socio-culturelle. Tout au long de ces vingt dernières années, la situation nous a semblé beaucoup plus ouverte, les relations entre acteurs beaucoup plus subtiles, les alliances et les conflits entre groupes sociaux infiniment plus mobiles que les sociologues fatalistes, spécialistes du constat désolé ont bien voulu l'assurer. Peut-être l'approche systémique, en réintégrant l'acteur, se pare-t-elle de faux concepts ? Peut-être l'auteur n'a-t-il été, selon l'expression d'Althusser, "qu'une marionnette animée par des structures" ? Mais ce sentiment de relative autonomie doit être analysé en tant que tel. Il est "une part idéale du réel" (Godelier, 1974). Pour ma part, j'attends impatientement d'autres relations, s'inspirant d'un cadre d'analyse radicalement différent.

Le troisième chapitre (78-85) se limitera à des considérations sur la situation actuelle et des hypothèses sur son évolution prévisible en fonction des travaux du département "Animation" de l'I.N.P.S.A.

CHAPITRE I

•

DE 1964 A 1968

OU L'ILLUSION LYRIQUE

•

Chaque époque a ses illusions mobilisatrices : les soldats de l'An II se sont répandus sur les routes d'Europe au nom de l'égalité. Les révoltés de la Commune sont "montés à l'assaut du ciel" pour l'avènement de la justice, les combattants de l'Espagne républicaine, avec Malraux, se battaient pour l'illusion lyrique de la liberté et pour ne pas mourir seuls. Plus prosaïquement, au début du siècle, les instituteurs ont voulu l'instruction élémentaire pour tous. Dans les années 60, les militants d'éducation populaire ont été saisis d'une fièvre subite en faveur de l'animation. Ils ont voulu, ils ont milité pour que tous les secteurs de la nation se dotent d'institutions socioculturelles incarnées dans des bâtiments dénommés Maisons de Jeunes ou Centres sociaux, et gérés par des professionnels compétents nommés animateurs.

Comment en était-on arrivé là ?

Il semblerait, a posteriori, que cette "ferveur animationniste"⁴ soit la résultante de deux tendances de la société française : celle des tenants du capitalisme moderniste, et celle des militants d'éducation populaire.

- En 1958, les tenants d'un capitalisme moderne résolument agressif sur les marchés extérieurs étaient arrivés au pouvoir dans des circonstances confuses. La nation s'était dotée d'un régime présidentiel donnant de larges pouvoirs à l'exécutif.

⁴ POUJOL (G.) - *La généalogie du débat socio-culturel/culturel*. Marly-le-Roi, Cahiers de l'animation, n° 30, 1980.

Mais, comme nous sommes dans un pays où les bonapartismes affichés connaissent des destins éphémères, il fallait bien se faire pardonner ces origines délétères, afin de rallier les couches les plus larges de la population. Pour ce faire, Michel Debré voulait renouveler les élites grâce à une politique hardie de promotion sociale. A l'aube du Quatrième Plan, Pierre Massé souhaitait promouvoir un développement communautaire à l'anglo-saxonne. Maurice Herzog, à la Jeunesse et aux Sports, crée un Haut-Comité de la Jeunesse et de l'Education Populaire, préfiguration d'une nation réconciliée sur des objectifs situés bien au-dessus des vaines querelles partisans. L'expansion économique battait son plein. L'argent ne manquait pas pour le futur béton culturel

- De l'autre côté, les militants culturels vivaient un double traumatisme. Tout d'abord, en 1945, la nation avait dû construire des logements, des routes et des usines, et avait remis à des jours meilleurs les infrastructures culturelles rêvées sous la Résistance. Par ailleurs, dès 1948, le stalinisme avait durement éprouvé les esprits, suscité des barrières et des méfiances sous forme d'associations satellites des partis traditionnels. Dures épreuves pour "ceux qui croyaient au ciel et ceux qui n'y croyaient pas"... Ces militants avaient résolument lutté contre les guerres coloniales, ils avaient été hostiles à la mise en place de l'appareil gaulliste et, plus largement, des institutions de la V^{ème} République. Mais, une fois passée la période classique d'observation, le langage n'est ni hostile, ni même paternaliste. Les dossiers sont sérieusement étudiés, la concertation est apparemment réelle, les avis sont entendus, acceptés, pris véritablement en compte. Les projets sont grandioses et exaltants. Au Haut-Comité, Maurice Herzog vient présenter une loi-programme pluri-annuelle d'équipement, Edgar Pisani trouve des accents conquérants pour traiter de la politique culturelle en milieu rural, Pierre Racine crée son Brasilia sur la côte languedocienne où il réserve de larges espaces aux équipements collectifs. Malraux édifie ses maisons de la Culture, ou plutôt les "Cathédrales de la Culture", selon sa propre expression. Une large politique étatique s'amorce, s'amplifie, apparemment irrésistible. Fallait-il

rester au bord de la route, sans même avoir la possibilité de vivre sur les bons souvenirs d'une IV^{ème} République qui n'avait pas su toucher le cœur des militants ? Fallait-il accepter de jouer le jeu de la concertation avec un pouvoir marqué par le péché originel de ses alliances suspectes, dominé par une personnalité hors du commun qui dialoguait en solitaire avec la France ? Ce débat fondamental suscitait des affrontements entre les associations, au sein même des associations. Faut-il résister au courant ? Ne faut-il pas aller dans le sens du courant pour mieux le dominer ?

Mais, peu à peu, au fil des jours et des années, un langage commun, ou plutôt une idéologie commune commence à naître entre les technocrates modernistes de l'appareil d'État et les modernes militants des associations volontaires : c'est le langage des sciences humaines. Dans les années 60, nous apprenons, après les U.S.A., l'économie du capital humain, grâce à Jean-Jacques Servan-Schreiber, puis l'analyse des vrais besoins et le contrôle des résultats par les vertus de la sociologie. Derniers nés : les psycho-sociologues repèrent les réseaux informels afin de permettre aux groupes sociaux d'être plus vivants, plus agissants, à l'aide de méthodes non-directives qui, par définition, doivent être imposées à tous. La croyance dans les vertus illimitées des sciences humaines se répand à la mesure de la volonté de puissance des nouveaux conseillers du Prince, autrement dit, les sociologues et les psychosociologues. Militants modernistes et "politiques-techniciens" ont un point commun : l'éducation populaire n'a que faire des contenus, des savoirs. Tout est dans la relation, l'acceptation inconditionnelle de l'autre, l'assomption des groupes grâce à la disparition des dirigeants messianiques. Toute idéologie est manipulatrice, portée par des individus retors dont la volonté charismatique se pare des oripeaux de la démocratie. Les sciences sociales sont neutres, portées par des animateurs empathiques, au service de tous.

En 1964, le Premier Ministre demande aux dix personnalités les plus notoires des sciences sociales de tracer les grandes routes du futur pour les vingt années à venir. Un document tout à fait étonnant émane de cette néo-république de Platon. Certes, aujourd'hui, lorsque nous lisons ces *Réflexions pour 1985*, il est aisé de gloser sur cet

optimisme débordant en faveur de la société post-industrielle⁵. A l'époque, aucune famille politique, aucun groupe de pression ou syndicat n'a remis en cause la problématique d'ensemble. Un exemple : les 140 pages de l'ouvrage ne font aucune allusion aux problèmes relatifs aux sources d'énergie, sinon pour prévoir des innovations technologiques dans le domaine des pipe-lines ...

Pour rester dans le cadre de notre propos initial, il est possible de s'interroger : comment les dirigeants des mouvements d'éducation populaire ont-ils été conduits à orienter leur action vers la mise en place de professionnels de l'animation, allant même jusqu'à prendre en compte le chiffre magique de 50 000 permanents à recruter en vingt ans - prôné par les auteurs des fameuses *Réflexions* ? Une enquête effectuée en 1964 par Imhof, à la demande du Haut-Comité à la Jeunesse, apporte une réponse partielle. Il s'agissait de réaliser une centaine d'entretiens auprès de responsables d'associations afin de dégager une définition allant au-delà du stéréotype "*donner une âme*" jugé trop peu fonctionnel pour des esprits avides d'action efficace. Qu'allait-il surgir de ces entretiens auprès d'une population très hétérogène, allant du groupe de voisinage aux associations intronisées, types Maisons des Jeunes ou Centres Sociaux ? Fait très étonnant : il se dégage une vision moyenne dans un pays où la passion idéologique est fortement marquée du sceau de la lutte des classes. "*Nous entendons par animation socio-culturelle toute action, sur un groupe, une collectivité, ou un milieu, visant à favoriser les communications et à structurer la vie sociale en recourant à des méthodes non-directives*"⁶.

Trois lignes de force sous-tendent cette formulation condensée :

- Tout d'abord, un constat. L'expansion économique produit des richesses nécessaires pour bénéficier de loisirs plus importants et plus diversifiés, mais elle est aussi à l'origine de mobilités sociales et géographiques. Il existe de plus en plus des groupes sociaux en transition à la recherche d'une nouvelle

⁵ Ouvrage collectif - *Réflexions pour 1985*. Paris, La Documentation française, 1964. Lire notamment : *L'homme de 1985*, pp. 25 à 37.

⁶ IMHOF (J. P.) - *Rapport à la Commission "Animation" du Haut-Comité à la Jeunesse*, 1965. Non publié.

identité culturelle : émigrés - agriculteurs en situation d'exode habitants des grands ensembles... La puissance publique peut-elle se désintéresser du sort d'individus ou de familles isolés au sein de macro-organismes professionnels ou résidentiels ?

- Une **volonté**. Traditionnellement, le secteur de l'éducation populaire était lié, dans sa majorité, aux partis et aux syndicats. L'importance dévolue désormais à l'action culturelle n'impose-t-elle pas un développement autonome, un véritable pouvoir culturel porté par la dynamique de groupes sociaux œuvrant en toute indépendance, notamment en participant à la politique des nouvelles institutions qui poussaient, à travers le pays, comme des primevères au printemps ? En effet, les communes, encouragées par les pouvoirs publics, édifiaient force Maisons des Jeunes ou Centres Sociaux. Dans le milieu rural, les services du Ministère de l'Agriculture subventionnaient largement la construction de Foyers Ruraux, tout en favorisant une "modernisation" contribuant à vider les campagnes. Aux élections municipales de 1964, chaque liste du département de Seine-et-Oise propose un nouvel équipement culturel.
- Des **méthodes**. L'animation socio-culturelle neutre, au service de la collectivité, est alors rendue possible grâce aux progrès des sciences humaines appliquées délivrant l'instrumentation nécessaire pour assurer les liaisons opératoires entre les valeurs démocratiques, les méthodes à mettre en œuvre et l'attitude de l'animateur. Pour le pouvoir politique, le modèle dominant est emprunté aux entreprises compétitives, à savoir la direction participative par les objectifs. Il ne peut être question, en effet, d'intégrer les groupes en transition par des méthodes autoritaires. L'implication des individus et des groupes dans l'élaboration de la politique sociale et culturelle sera obtenue grâce aux méthodes de relations humaines chères aux théoriciens du management, séduits par le modèle biologique de fonctionnement social⁷. Les fonctionnaires mo-

dernes utiliseront les mêmes méthodes, sous la terminologie de "rationalisation des choix budgétaires". Selon l'expression de Gramsci, l'animateur des années 60 était chargé de "produire du consentement".

Certes, cette doctrine n'est pas ouvertement proclamée, mais les écrits des principaux responsables de l'époque témoignent d'une étrange parenté entre les psycho-sociologues d'entreprise et les cohortes d'animateurs émergeant bientôt des établissements spécialisés. Cette conception n'est d'ailleurs pas contestée sérieusement. L'atmosphère est à la « satisfaction querelleuse ». Les documents préparatoires au grand colloque réuni par François Missoffe en 1967 à Marly-le-Roi, témoignent d'une touchante unanimité en faveur de cette politique concertée de la jeunesse et du développement culturel⁸. A la suite d'une vaste enquête consignée dans un Livre Blanc, l'essentiel de la discussion porte sur les moyens, pas sur les objectifs. Les éducateurs populaires ne sont pas encore revenus de leur surprise. Des typologies d'animateurs sont proposées, des structures de concertation, une pyramide d'établissements correspondant aux différents niveaux, des écoles régionales pour les cadres bénévoles ou contractuels, des instituts universitaires de technologie pour les animateurs de "mise en œuvre", des écoles nationales dépendant des associations vont être conventionnées et enfin, couronnant l'ensemble, un institut national du développement culturel, chargé de contribuer par ses travaux à l'élaboration de la politique nationale. L'équipe du G.R.E.P. issue du Ministère de l'Agriculture (cf. Tome II), joue un rôle déterminant dans la rédaction des documents de base. Comment les dirigeants des mouvements d'éducation populaire ont-ils pu faire preuve d'une telle unanimité ? En réalité, la France était très en retard sur le plan des infrastructures culturelles par rapport à ses voisins européens, en particulier l'Allemagne et les pays d'Europe du Nord. Par ailleurs, il était politiquement impossible de confier exclusivement cette infrastructure à des professionnels issus des personnels de l'État ou des collectivités locales. Il fallait bien tenir

⁷ ARGYRIS (M.) - *Participation et organisation*. Paris, Editions Dunod, Coll. Organisation et Sciences Humaines, 1970

⁸ CHOSSON (J.F.) - *La formation des animateurs*, in revue Pour, n° 1, *Une politique concertée de la jeunesse et du développement culturel*. Paris, Ed. G.R.E.P., 13-15 rue des Petites Ecuries 75010, août-décembre 1966.

compte - bon gré, mal gré - d'une tradition française opposée à toute forme d'étatisation.

Le débat a été fort vif à l'intérieur même des associations. Il se polarise, notamment, autour de la création du Fonds pour la Jeunesse et l'Education Populaire (FONJEP) créé en 1964 pour la rémunération paritaire des futures légions d'animateurs. Contradiction de l'Histoire ! Le parti dominant n'avait dans sa mouvance, ni mouvement de jeunes, ni association d'éducation populaire pour assurer un relais auprès de l'opinion publique. De bon gré, souvent malgré, il fallait bien accepter ceux qui existaient. D'autre part, les mouvements, pouvaient-ils limiter leur stratégie à celle des partis de gauche, électoralement très minoritaires, et repliés sur leurs conflits internes ? Fort habilement, le pouvoir politique met en place une nouvelle instance de concertation, le Haut-Comité à la Jeunesse, et donne un élan nouveau aux commissions du Plan.

Le Haut-Comité avait pour mission de structurer une politique interministérielle. Placé sous l'égide du Secrétaire d'État à la Jeunesse, Herzog, puis du Ministre, Missoffe, il éprouva quelques difficultés pour instaurer une autorité supra-administrative. Mais des réunions périodiques avec la participation des plus hauts personnages de l'État, des commissions de travail donnant des avis quelquefois suivis d'effets, créent les prolégomènes d'un parlement culturel où les Scouts de France pouvaient unir leurs voix à celles des militants de la Ligue de l'Enseignement. La loi sur les "congés-cadre jeunesse" pour la formation des militants bénévoles (1964) et la loi-programme d'équipement socio-éducatif (1965) émanent de cette instance.

L'action du Commissariat au Plan fut, du point de vue intellectuel, beaucoup plus stimulante. Tout d'abord, l'esprit du Plan coïncidait avec l'idéologie progressiste. Dès le 1^{er} Plan, la concertation entre forces sociales organisées avait été la règle. Dans le milieu rural, la J.A.C. avait été fortement influencée par les inspirateurs de la section agricole, Courtin et Dumont. Dans le secteur laïc, l'association "Peuple et Culture" lance, dès 1964, l'idée de planification concertée de développement culturel, sur le modèle de la planification économique. De fait, le concept de **développement culturel** commence à s'imposer. Il implique une intervention consciente et volontaire en fonction de critères explicites, à partir d'une instance de synthèse,

sur le plan national comme sur le plan communal, pour une période déterminée. Sur le plan national, la commission culturelle du IV^{ème} Plan connaît une belle vitalité pour promouvoir "une vision moins partielle de l'Homme" selon l'expression heureuse du Haut-Commissaire Pierre Massé. Sur le plan municipal, des offices sociaux et culturels gèrent les crédits avec le concours éclairé des associations Rennes - Grenoble - Aubervilliers... L'éventail politique est large. Jacques Delors, commissaire au Plan pour les affaires sociales et culturelles, par ailleurs dirigeant de "Vie Nouvelle", propose des modalités de travail conciliant les impératifs des critères de bon usage des deniers publics et les vertus d'un contexte stimulant facilitant le jaillissement des initiatives créatrices. Son groupe de travail devient le lieu privilégié d'intenses débats sur les arbitrages entre consommation privée et consommation culturelle, les équipements et leurs publics, les implications culturelles des projets économiques. Certes, "l'ardente obligation du Plan", selon la formule du général de Gaulle est contestée par la gauche. Nombre d'hommes politiques sont irrités par cette instance où - ruse de l'Histoire - les syndicalistes font l'apprentissage institutionnel de la planification. Plus sournoisement, le Ministère des Finances maintient ses prérogatives et sa Direction de la Prévision élabore ses propres modèles dans le secret des bureaux. Mais les mouvements d'éducation populaire pouvaient-ils totalement mépriser une instance de cette qualité ? En fait, le Groupe d'Études et de Rencontres des Organismes de Jeunesse et d'Éducation Populaire (GEROJEP), fondé aux lendemains de Mai 1958 pour s'opposer aux tentatives supposées des putschistes, n'hésite guère. Présidé par Pierre Mauroy en 1965, ses membres participent avec intérêt à des débats dont ils découvrent l'ampleur et la fécondité. Effectuer un exposé aux commissions du Plan donne le sentiment de découvrir un nouveau monde d'où serait bannie la peur ancestrale de la misère, du chômage, de l'ignorance... Un monde où le seul problème serait celui de la culture, l'affrontement avec les angoisses fondamentales, "le sexe - le sang - et la mort..." dit Malraux, chanter lyrique du nouveau pouvoir. Foin de la politique politicienne, rangée aux magasins des accessoires d'un théâtre d'ombres s'obstinant à entrer dans l'avenir à reculons. Les vrais penseurs du futur sont Fourastié - Massé - Aron - de Jouvenel. Ils en tracent les routes géographiques, porteuses des nouvelles prophéties culturelles de la civilisation des loisirs dont les animateurs socio-culturels seront

les agents efficaces, conciliant les vertus patientes de la structuration des groupes sans âme et le bonheur climatisé émanant des méthodes non directives.⁹

-
- •

Mais la conversion des idéologues de l'éducation populaire aux sciences humaines demande quelque explication. En fait, le virage venait de loin. En simplifiant, disons que le mouvement social a été créateur de méthodes actives de formation de masse : discussions en groupe - voyages d'études - enquêtes formation intellectuelle de base. Ces méthodes ont été littéralement inventées. Elles ont été ensuite affinées par des spécialistes militants. Les journées d'enquête à l'extérieur, utilisées par la J.A.C., sont perfectionnées sur le plan méthodologique par les Dominicains désireux d'accentuer et de structurer les stratégies d'action d'une catégorie sociale montante par des méthodes respectant la dynamique sociale et l'autonomie de la réflexion. A *Peuple et Culture*, Dumazedier, aidé par la section Sociologie des Loisirs du C.N.R.S., forme les dirigeants associatifs et syndicaux dans les Universités d'Été. En 1964, il organise en Moselle les premières enquêtes-participations sur les besoins culturels. La J.A.C. lance le slogan "VOIR - JUGER - AGIR". Dans la même perspective, Dumazedier formalise l'entraînement aux opérations mentales de base selon le schéma FAITS → IDÉES → ACTES, en s'appuyant sur les travaux de psychologie expérimentale de Wallon. Le schéma est clair : dans l'action, le mouvement social crée ses propres pratiques pédagogiques, puis les "spécialistes militants" en affinent les modalités d'apprentissage. La méthode est inséparable du sens. Lorsque les jacistes¹⁰ présentent les résultats d'une enquête, ils effectuent en même temps une réflexion sur les conséquences de la modernisation et leur foi¹¹. Lorsque le militant syndical, issu des sessions de *Peuple*

⁹ CHOSSON (J.F.) - *L'attitude non-directive et l'animation des groupes d'adultes*. Paris, Fiche Peuple et culture, 1er trimestre 1967.

¹⁰ Jaciste : adhérent de la J.A.C., Jeunesse Agricole chrétienne.

¹¹ Cf. travaux de l'équipe I. N. R. A. BARRES (D.), BOURQUELOT (I.), COLSON (L.), NALLET (H.) *Communication au colloque S.F.E.R.*. Rennes, 1980. Non publiée.

et Culture, analyse des contradictions, il ne se limite pas à un constat des obstacles, mais réfléchit aux moyens collectifs de les dépasser en fonction des engagements qui fondent sa conviction.

Cependant, peu à peu, le sociologue acquiert droit de cité. D'abord à l'université, où le modeste certificat *Morale et Sociologie* fait place à un enseignement à part entière, en 1958. Puis, dans les bureaux d'études du Plan, des ministères, des entreprises où l'homme d'action lui demande une clairvoyance accrue sur la société, sa nature, ses besoins, ses désirs, ses aspirations, les comportements des acteurs... et, bien entendu, l'évaluation des résultats. Dumazedier propose l'élaboration d'une sociologie prévisionnelle, susceptible de formuler à l'intention des instances de synthèse des alternatives de choix dans un univers étendu mais limité de possibles¹². Delors demande la création d'institutions de recherches interdisciplinaires, entretenant des relations de travail souples et variées avec les décideurs¹³. Rovan voit l'avènement d'une nouvelle démocratie par la mise en place de la planification : la perspective immobiliste de la loi serait remplacée par la souplesse adaptative du Plan grâce à une meilleure connaissance des instruments de la prévision par le grand public¹⁴. Par-delà les préjugés des hommes politiques englués dans des passions d'un autre âge, le sociologue analysera les vrais besoins et éclairera les alternatives de choix. Apportant une vision positive des faits sociaux, il devient le compagnon de route obligé de l'homme d'action. Cette assomption de la sociologie s'inscrit, certes, dans le contexte culturel de l'époque, mais comment les militants d'éducation populaire auraient-ils pu refuser cette influence démesurée, alors qu'ils avaient découvert eux-mêmes les vertus des méthodes d'enquête perfectionnées par les meilleurs d'entre eux ?

¹² DUMAZEDIER (J.) - *Nous devons préparer l'avenir : comment se pose actuellement en France le problème du développement culturel ?* in revue *L'Expansion de la Recherche Scientifique*, n° 21. Paris, La Documentation Française, décembre 1964, pp. 17-22.

¹³ DELORS (J.) - *Le planificateur face aux problèmes culturels*. Même ouvrage, pp. 6 et 7.

¹⁴ ROVAN (J.) - *L'animation dans la société française contemporaine*, in revue *Peuples et Culture*, n° 68. Paris, janvier 1967, pp. 37-52.

Deuxième avancée décisive : la psychologie sociale. Les vertus énergétiques des discussions en groupes restreints ont été découvertes depuis longtemps par les militants de la maïeutique chère aux disciples de Socrate. Martin Nadaud raconte comment, dans les années 1830, il pratiquait le travail en groupe dans le quartier Saint-Merri¹⁵. Dans les années 1900, Sangnier, créateur du *Sillon*, écrivait à l'intention des animateurs de cercles catholiques : "*Le cercle d'études réalise un idéal de liberté et de fraternité qui ne sera jamais atteint par un enseignement proprement dit, et arrive à supprimer la distinction maîtres et élèves*"¹⁶. Mais, à partir des années 60, la dynamique de groupe nous arrive des U.S.A., parée du prestige des penseurs des séminaires de Béthel. Toute la France animatrice connaît bientôt les expériences de Lewin et l'application des théories physiques du champ à l'expérimentation sociale, les sociogrammes de Moeno grâce auxquels les rapports d'autorité seront remplacés par des relations librement consenties, les travaux de Rogers, débordant d'optimisme, pour lequel les groupes sont toujours susceptibles d'œuvrer positivement à condition de baigner dans un climat d'acceptation inconditionnelle. Une nouvelle communion des Saints sur un fond de narcissisme paré des couleurs de la science. La notion de non-directivité s'impose, s'amplifie jusqu'à être une véritable idéologie. La dynamique de groupe devient bientôt " la " véritable pédagogie de base ou, à tout le moins, le point de passage obligé de toute formation d'animateur professionnel ou bénévole. Le relationnel devient un but en lui-même. Il y trouve ses propres fins. Les charmes lénifiants de l'animation dépourvue de tout jugement de valeur, de tout affrontement dialectique, voire de toute parole incitative, deviennent le dénominateur commun des écoles et instituts naissants. Qui pourrait, dans un tel climat, rappeler les vertus originelles ? Lorsque les militants jacistes dialoguaient en commun, il s'agissait d'analyser, au sein d'un groupe de références, des problèmes fondamentaux : l'exode rural, par exemple. Les groupes jacistes avaient une identité, une histoire, une philosophie.

¹⁵ NADAUD (M.) - *Mémoires de Léonard*. Paris, Plon, Coll. 10/18, 1964.

¹⁶ SANGNIER (M.) - *L'éducation du peuple*. Paris, Lyon, Vitte, 1904. Cité par CACERES (B.) - *Histoire de l'éducation populaire*. Paris, Seuil, 1964.

Désormais, les groupes, réunis pour la circonstance, hors du temps et des combats sociaux, devaient s'attacher à analyser "ici et maintenant" en termes lewiniens, rogeriens, ou cœdipiens selon la théorie de référence. Un vocabulaire se répand, basé sur l'analyse soupçonneuse des relations de pouvoir où le sens des responsabilités est étrangement perverti par la trilogie "domination - manipulation - répression". Pour les faux savants, la pédagogie non-directive avait un avantage incommensurable : elle élevait le silence au rang des vertus cardinales.

Ramenée à ses justes limites, la dynamique de groupe était un mode de formation centré sur le vécu, ayant le mérite d'aborder les aspects relationnels par l'analyse directe. Le problème était évidemment tout autre lorsque le groupe était considéré comme seul porteur de vérité, lorsqu'il était substitué à tout travail individuel de confrontation avec des œuvres fortes, lorsque les idéologies et contenus étaient considérés comme autant d'obstacles à la communication authentique.

•

• •

Résumons notre propos : jusqu'aux années 60, l'éducation populaire était essentiellement le fait de militants bénévoles appuyés sur quelques permanents ayant grandi dans le sérail. A partir des années 60-65, l'expansion économique et ses corollaires, la mobilité géographique, l'augmentation des temps de loisirs, l'apparition des "foules solitaires"¹⁷ des grands ensembles urbains, induisent l'action revendicative des mouvements vers la mise en place d'institutions et le recrutement de professionnels, y compris pour leur propre structure. Cette mutation s'accompagne d'une conversion mentale : avant 1960, les contenus de l'éducation populaire étaient axés sur la diffusion idéologique s'appuyant sur des pratiques pédagogiques. Elles ne faisaient l'objet d'aucun apprentissage formel. Elles s'inscrivaient dans une tradition, et étaient acquises par imprégnation, par *mimesis* diraient les auteurs modernes. Il s'agissait d'un savoir social, issu de l'expérience, où la réflexion philosophique était en relation, pour ne

¹⁷ RIESMANN (D.) - *La foule solitaire*. Paris, Editions Arthaud, 1963.

pas dire en symbiose, avec l'analyse socioéconomique. Ce savoir s'appuyant sur une praxis méthodologique enrichie par l'apport de la fraction militante de la société savante. Désormais, il s'agit de former des centaines de travailleurs sociaux à l'expérience limitée ou nulle, en se fondant essentiellement sur des théories issues des sciences humaines, des méthodes acquises par algorithmes, selon les normes disciplinaires créées par les universités. Les programmes ne différaient guère d'une association à l'autre. La Suprême Théorie et ses méthodes remplaçaient l'idéologie et ses pratiques.

Chaque époque a ses grandeurs et ses faiblesses : la France des années 60 était dominée par le mythe d'une expansion économique illimitée, et la croyance dans les vertus non moins illimitées des sciences humaines pour remplacer le gouvernement des hommes par la gestion du changement social. La rationalité planificatrice se voulait ignorante des mythes qui font l'histoire, du social traversé par le symbolique, des passions alliées à l'imaginaire qui forcent le destin. La fonctionnalité animatrice remplaçait l'utopie militante.

Pour combien de temps ?...

-
- •

Que se passe-t-il au Ministère de l'Agriculture dans les années 60 ?

La Nécessité et le Hasard.

La nécessité, c'est la modernisation du milieu rural et, en premier lieu, des paysans moins nombreux, plus instruits, installés sur des superficies plus grandes pour produire plus. Le hasard ? La rencontre de trois hommes aussi différents que complémentaires.

Le ministre **Pisani**, véritable *condottiere*, lance une politique ambitieuse en s'appuyant résolument sur les nouvelles couches paysannes. Lorsqu'il était préfet de la Haute-Loire, il conduisait avec vigueur l'équipe locale de basket. Pourquoi en serait-il différemment lorsqu'il faut affronter les révoltes paysannes ? Le modèle hollandais séduit les technocrates et les couches moyennes de la paysannerie. La métaphore ferroviaire connaît son apogée pour désigner ces trois catégories d'agriculteurs :

- ceux qui sont montés dans le train du progrès ;
- ceux qui sont susceptibles d'y monter ;
- ceux qui sont à l'écart.

Bien évidemment, l'effort des pouvoirs publics portera en priorité sur la deuxième catégorie. **Pisani**, habilement, intronise **Debatisse** et les responsables du C.N.J.A. qui, du jour au lendemain, sont reçus quotidiennement par les administrateurs. Dans les départements, ils deviennent les interlocuteurs privilégiés des préfets.

Ancien gouverneur du Sénégal, le Directeur Général **Soupault** se trouve à la Direction Générale des Affaires Professionnelles et Sociales : il régit l'enseignement, les structures, la recherche, les affaires sociales et professionnelles... et les Haras. En moins de cinq ans, il construira 50 lycées, 100 collèges, une centaine de centres pour adultes. Tout cela avec des foyers socio-culturels assortis d'amphithéâtres, de gymnases, voire de centres équestres.

Enfin, un fonctionnaire baroque, en l'occurrence **Paul Harvois**. L'expression "baroque" ne devant pas être prise dans un sens péjoratif, mais exclusivement esthétique. **Harvois** est un fonctionnaire aux réactions toujours imprévues, réussissant les opérations les plus insensées dans le milieu feutré de la Fonction Publique, toujours prêt à refaire ce qu'il avait vaillamment structuré pendant des mois. A l'imitation des hommes politiques, il cumule les mandats : chargé d'inspection, chef du bureau de la promotion sociale, délégué général du G.R.E.P., puis professeur d'enseignement supérieur. Les études sociologiques ont démontré tout l'intérêt du "cumul" pour effectuer des synthèses en temps opportun.

Ces trois hommes, unis par une solidarité datant des Lumières, disposant, grâce à leur force de conviction, de crédits importants, allaient couvrir la France de bâtiments à l'architecture résolument moderne. Par ailleurs, dès 1965, ils avaient prévu l'essor nécessaire de la formation des adultes en créant des Centres de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole (C.F.P.P.A.). Vision irréaliste, a-t-on dit à l'époque. Elle s'est révélée étonnamment prospective.

Mais il fallait recruter des hommes pour faire vivre cet imposant appareil d'éducation. Des ingénieurs et des professeurs, bien sûr !...

Mais également des animateurs socio-culturels susceptibles de créer une communauté éducative, de favoriser les relations avec le milieu rural, de mettre en place des activités de loisirs, d'enseigner eux-mêmes une spécialité, de recruter et diriger une équipe de vacataires, de faire participer les autres enseignants aux activités culturelles... La lecture des premières circulaires démontre que le Ministère de l'Agriculture attendait un fonctionnaire rigoureux, un militant convaincu, un créateur authentique et fécond, un *manager* dûment formé à la direction par les objectifs. Pour former ces nouveaux personnels, un Institut National de Promotion Supérieure Agricole était créé à Dijon. Ce même Institut étant chargé par ailleurs de former les éducateurs d'adultes, d'ouvrir une section de promotion supérieure, d'effectuer des recherches, d'organiser des colloques internationaux.

Mais, pour le trio majeur, il n'était pas question d'attendre que les animateurs soient dotés d'un statut pour les recruter, que les murs de l'I.N.P.S.A. soient sortis de terre pour les former. Pas question d'adapter le rythme du Ministère de l'Agriculture, conquérant et sûr de lui, à la lenteur du Ministère des Finances. Comme aurait dit Alphonse Allais : "*Si les roues n'existent pas, remplaçons les roues par la vitesse acquise*"... Le recrutement de la première promotion s'effectue dans des conditions que n'aurait pas désavouées un général sud-américain dans un pays en ébullition. Mais ce mode de sélection s'est révélé de bonne qualité. Il fallait être doué d'un solide tempérament d'aventurier et d'un moral à toute épreuve pour se lancer dans une aventure aussi exaltante qu'incertaine. De fait, la première promotion était composée en quasi-totalité de responsables d'éducation populaire et de personnes qui ne se satisfaisaient point de leur statut d'enseignant ou de technicien *stricto sensu*. Quelques semaines de formation sous les auspices d'associations du type de *Peuple et Culture*, de quelques universitaires satellites de Harvois, et la première promotion partait à l'assaut du monde rural dans des structures très diversifiées : établissements scolaires, parcs nationaux, centres de formation adultes... Le navire était parti, cahotant, mais il bénéficiait de l'appui des structures centrales portées par le vent de l'Histoire.

Parallèlement, des opérations de rénovation étaient entreprises en direction des enseignements supérieurs. Très significatives sont assu-

rément les *Universités Agronomiques de Printemps*. Rassemblant les élèves des promotions sortantes des grandes écoles du Ministère de l'Agriculture durant deux semaines autour de thèmes pluridisciplinaires, elles réunissaient des ingénieurs de tous niveaux, professeurs et animateurs dans des groupes de travail et des séances plénières où les méthodes actives étaient le principe absolu et incontournable. Il y avait peut-être quelque illusion à vouloir ainsi briser les corporatismes et faire de l'enseignement agricole une communauté fraternelle sur fond de chœur antique, la musique étant partout présente grâce à Raphaël Passaquet, musicologue rayonnant. Du moins cette illusion a-t-elle été une innovation dont les participants ont gardé un vibrant souvenir. Par ailleurs, l'organisation de soirées poétiques et des séances bachiques spontanées ont puissamment contribué à faire évoluer la relation "maître-élève"... dans un style nettement moins formalisé qu'une chaire d'enseignement agronomique.

L'analyse des activités des *Universités Agronomiques de Printemps* est intéressante à un double titre :

- Sur le plan méthodologique, ses promoteurs se sont directement inspirés des modèles de l'éducation populaire, à savoir les universités de l'association *Peuple et Culture* : tronc commun pour les exposés de base - travail sur thèmes en groupes restreints - activités de création ou sportives en fin d'après-midi - veillées communes.
- Sur le plan des contenus, l'idée de développement culturel concerté constituait l'idée directrice, par-delà les thèmes explicites liés à l'aménagement du territoire ou l'animation du milieu rural. L'équipe d'organisation comprenait, outre le noyau G.R.E.P. initial, des universitaires et chercheurs I.N.R.A. de grande qualité, tel Coulomb, des représentants de la tendance moderniste de l'éducation populaire, des animateurs du secteur associatif. Parmi ces derniers, Hermelin et Duvigneau¹⁸ ont fait là leurs premières armes au service de l'État.

¹⁸ Ont été, respectivement, Sous-directeur de l'information, et Directeur-adjoint de la cinémathèque au Ministère de l'Agriculture.

Les affrontements étaient vifs entre les tendances mais les axes n'étaient pas remis en cause, notamment l'autonomie de l'action culturelle par rapport aux pouvoirs politiques. Les syndicats d'enseignants, les responsables d'organisations professionnelles, des techniciens participaient aux travaux de groupes. Il s'agissait, de fait, d'une tentative originale de confrontation entre les savoirs disciplinaires et les savoirs d'expérience. Il eût été fort intéressant de formaliser davantage cette confrontation intellectuelle qui avait explicitement pour objectif d'ouvrir les grandes écoles du Ministère de l'Agriculture aux acteurs sociaux, et, par-delà, de confronter les savoirs de synthèse issus de l'action avec les apports disciplinaires issus des laboratoires de recherches.¹⁹

-
- •

Deuxième promotion d'animateurs : le recrutement est d'ores et déjà plus structuré, mais toujours à base de militants ou de personnalités dont l'itinéraire professionnel ressemblait fort à une course d'obstacles toujours recommencée. Mais, entre temps, le trio de pointe, sous l'impulsion de Harvois, avait suscité la création d'une association porteuse : le Groupe de Recherches et d'Éducation pour la Promotion (G.R.E.P.) présidé par un professionnel important, Gilbert Martin. Il s'agissait, dans l'esprit des promoteurs, de créer une structure souple susceptible de prendre en charge les actions qui seraient dévolues plus tard à l'I.N.P.S.A.. Pour ce faire, Harvois recrute une équipe dont le caractère composite était le garant assuré de tensions toujours fécondes et de contradictions insurmontables. La créativité intrinsèque étant à la mesure de l'ignorance à peu près totale d'un champ d'application dont la découverte devait être strictement autodidactique. Un point essentiel : si les sciences sociales avaient une place importante dans la formation des animateurs, elles n'ont jamais revêtu un caractère hégémonique. La présence de créateurs authentiques, la prégnance du mythe de l'éducation populaire basé sur "le partage du savoir"... et l'influence sporadique de Paul Harvois pour étouffer dans l'œuf toute velléité de non-directivité exacerbée

¹⁹ Lire : *Pour connaître les Universités Agronomiques de Printemps*. Paris, revue Pour, n° 3, G.R.E.P., 1970.

ou d'auto-gestion obligatoire, ont d'emblée évité l'écueil du scientisme borné. Les participants gardent le meilleur souvenir de cette période. Cette formation de la deuxième promotion est toujours présentée comme une référence absolue. Effectivement, les contenus étaient de bonne qualité, mais surtout, ils étaient portés par l'aspiration créatrice, ce que les Dogons appellent le "Nyama", le souffle sacré. Il émanait de la personnalité du père fondateur, mais aussi de la présence de personnalités exceptionnelles au sein de la promotion. Elles allaient prouver plus tard leur capacité d'innovation et de persévérance dans l'action au cœur des situations les plus difficiles.

Mais - disons-le également - le souvenir du paradis perdu vient aussi du fait que ce type de formation était totalement schizophrénique par rapport à l'institution. Le seul fonctionnaire de l'Administration Centrale apparaissant périodiquement étant Harvois, il est difficile d'affirmer que les contraintes spécifiques d'un service public à vocation technique se manifestaient clairement. Les lieux mêmes de la formation prédisposaient à cette apesanteur institutionnelle : villages de vacances, centres de formation d'élus, centres d'éducation populaire... Cette itinérance avait assurément le mérite d'enrichir le vécu existentiel, mais pas de préparer à entrer dans un système hiérarchique où les décisions sont centralisées et les corporatismes toujours prégnants, où l'animateur doit faire preuve de compétence, mais aussi de capacité stratégique.

-
- •

Le recrutement et la formation de la troisième promotion s'effectuent dans une ambiance nettement moins exaltante. Pisani, le réformateur, laisse place à Edgar Faure, chargé de réconcilier le régime avec les paysans. Le pragmatisme de ce ministre s'accommode mal des grandes ferveurs technocratiques ou animationnistes, et il a pour mission de "calmer le jeu" dans les campagnes. Le Directeur Général Soupault est durement attaqué par des éléments traditionnels de la paysannerie. Leur pétainisme larvé s'accommoderait fort bien d'un analphabétisme rural, fondé sur la valorisation du "concret" et de "l'expérience". Mais, curieusement, ils sont souvent rejoints par les modernistes du C.N.J.A.. La mutation des militants jacistes en

syndicalistes avait laissé un vide dans les campagnes. Avant tout, les militants ex-jacistes, devenus C.N.J.A., étaient préoccupés par les problèmes de structures et de commercialisation, et le cheval de Troie de la J.A.C., à savoir la formation, avait été quelque peu abandonné... et ce n'étaient pas les propos expansionnistes de Paul Harvois qui pouvaient les rassurer. Un troisième élément accentuait ce début de morosité : les nouvelles du Front. Comme les Poilus de 14-18, les animateurs étaient partis en chantant, pour une guerre où les balles ne tuaient pas. Le premier contact avec les institutions avait été plutôt rude. Il serait trop facile d'accuser l'inertie des bureaucrates ou le corporatisme des ingénieurs et des syndicalistes. Le côté "frère prêcheur" ou "martyr de la Cause" de certains animateurs pouvait être parfaitement exaspérant pour des administrateurs ou des enseignants qui n'avaient pas attendu leur arrivée pour vivre en symbiose avec le milieu, ou adopter une attitude ouverte et généreuse avec leurs élèves. Par ailleurs, le milieu rural a ses caractéristiques propres, et prétendre le faire évoluer sans avoir fait la preuve de son apport spécifique relève de l'angélisme ou de l'incapacité à intégrer la notion de temps.

Dans cette ambiance quelque peu grise débute à Albé la troisième Université Agronomique. Elle fut une réussite par ses thèmes, sa structuration, la présence constante de techniciens de haut niveau. C'était assurément le début du réalisme institutionnel. C'est à ce moment-là que l'équipe du G.R.E.P. apprit que ce serait la dernière Université d'Été.

-
- •

Arrive l'année 1968. La quatrième promotion est recrutée. Harvois démissionne de son poste de directeur de l'I.N.P.S.A.. L'E.N.S.S.A.A.²⁰ accueille ses premières promotions sous les auspices d'un directeur viril. L'équipe G.R.E.P. commence à se désagréger. Certains poursuivent leur carrière d'enseignant, ou de chercheur, ou de créateur. Pour eux, il valait mieux avoir tort avec Harvois que raison avec son successeur. Après de longs mois de situation trou-

blée, un directeur kamikaze accepte de prendre la suite. Il est vrai que le-dit directeur, Baujard, avait affronté la répression de l'O.A.S. à Constantine. Partant de là, il pouvait tenter de prendre en charge une promotion d'animateurs "soixante-huitards" qui, eux, n'avaient jamais tué personne, et rêvaient plutôt d'une révolution culturelle en bénéficiant du statut quand même avantageux de la Fonction Publique.

Quatre formateurs du G.R.E.P., envoyés en mission provisoire par le Directeur Général Soupault, accompagnaient le nouveau responsable. Mais les obscures puissances tutélaires qui veillent à l'ordre des choses prenaient leurs précautions : ils étaient affectés au lycée agricole de Saint-Germain-en-Laye, en mission à l'I.N.P.S.A. de Dijon. Le fait est bien connu, la grande peur des bien-pensants est de tous les temps. En l'occurrence, la peur avait conduit à une décision bizarre : durant trois ans, la formation allait être assurée par des fantômes administratifs !

La décision de rompre avec le système G.R.E.P., avec Harvois, a été difficile. Pour certains, c'était la seule manière de permettre la poursuite de l'expérience de mise en place d'un corps d'animateurs dans un ministère technique. Pour d'autres, ces formateurs ont favorisé la récupération du système d'animation par l'administration traditionnelle. Après tout, les hommes sont des mélanges plus ou moins inégaux d'idéal et d'ambitions personnelles. Les structures sont toujours, pour les individus, une fin et un moyen. Elles ont au moins un avantage : elles sont résistantes. En tout cas, en ce matin de décembre 1968 où la quatrième promotion, après de longues semaines d'indécision, vit arriver les formateurs, l'ambiance était plutôt aigre et refroidie. Entre les couloirs glacés de l'I.N.P.S.A. et l'atmosphère des Universités d'Été, on aurait plutôt pensé à ce cher Hamlet, se lamentant après la noyade d'Ophélie : "*Dire que je pleure sur toi, alors que tu es déjà si mouillée !*" Fallait-il pleurer sur le quasi-nafrage de l'animation ? En cette matinée grise, dans les allées vides d'une institution contestée avant sa naissance, les vents favorables avaient laissé place à des orages non désirés.

²⁰ École Nationale supérieure des sciences agronomiques appliquées.

•
• •

Outre les problèmes spécifiques de l'insertion liés à la structure du Ministère de l'Agriculture, le secteur de l'animation culturelle, tel qu'il avait émergé des années 55-60, puis avait été structuré autour de l'année 65, était atteint dans ses fondements mêmes :

- Tout d'abord, le développement culturel à base de planification concertée, enfant chétif des fils de Mounier et des marxistes repentis, était mort quelque part entre la Bastille et le Quartier Latin dans l'indifférence générale. La controverse idéologique reprend toute sa force, trouvant une vigueur nouvelle dans l'analyse des événements de Mai 68. Aucune Eglise n'est épargnée par une vague contestataire remettant en cause les dogmes et les structures. Les thèses maoïstes, trotskistes, anarchistes, s'affrontent, s'excluent, se déchirent, mais trouvent une vibrante unanimité pour vilipender l'attitude réformiste des partis de gauche. Le ministre de l'Intérieur dénonce le grand complot international s'étendant de Cuba à Pékin, et appelle à une nouvelle Révolution Nationale. Les anciens du Plan amorcent une mutation intellectuelle les conduisant deux ou trois ans plus tard jusqu'aux charmes discrets de la Nouvelle Société. Les syndicats saisissent l'opportunité des Nuits de Grenelle pour faire accepter l'accord de 1970, puis la loi de 1971 sur la formation professionnelle dans le cadre de l'éducation permanente. Par contre, ils ne se sentent point concernés par le violent conflit entre le pouvoir et la Fédération des Maisons des Jeunes.
- Dans le même temps, les "Suprêmes Théories" de l'animation socio-culturelle s'effondrent dans le bouillonnement de forums quelquefois imaginatifs. Le sociologue "conseiller du Prince" disparaît sous les philippiques des sociologues critiques désormais omniprésents et omnipotents. Le sociologue post-68 a pour mission de dénoncer, dénoncer encore, dénoncer toujours les rapports de domination, les discours mystificateurs, les illusions d'une action culturelle ou socio-culturelle reproduisant inéluctablement les inégalités

fondamentales. Inutile de faire appel aux acteurs expérimentés : leur parole est influencée, pour ne pas dire colonisée, par les normes culturelles issues de la classe dominante. Tel une éponge, l'animateur ne peut que subir les déterminismes.

Parallèlement, le psycho-sociologue abandonne le nirvâna légalisant des thèses de Rogers. Désormais les groupes non-directifs n'évoluent plus systématiquement vers une fin heureuse. Ils doivent faire l'expérience du déchirement, de la rupture, de la mort, pour accéder à une nouvelle maturité. La communication n'est pas seulement verbale, elle est pluri-sensorielle : pour communiquer authentiquement, il faut également sentir - goûter - toucher. Les enfants des dieux asiatiques et des universités de Californie chassent les "psychos" des managers du Massachusetts Institute of Technology et des écoles de gestion. Mieux encore : le psycho-sociologue devenu institutionnaliste ne limite pas son action aux groupes restreints, il démasque les rapports de pouvoir, utilise la provocation pour contraindre les dirigeants à mettre à nu leurs contradictions, leur goût du pouvoir, leur capacité répressive. Dans le milieu agricole, en particulier, les enfants spirituels de la J.A.C., qui s'étaient fort bien retrouvés dans la dynamique de groupe chaleureuse et communautaire, assistent stupéfaits à cette évolution mettant à mal leur organisation.

Les sciences humaines abordent une période aux discours multiples, où le champ se fragmente, crée de nouvelles frontières disciplinaires ou de nouvelles synthèses. Comment se reconnaître dans ce miroir brisé où le simple constat côtoie l'étrange, où le vrai côtoie la dénonciation imaginaire ? Comment étayer une formation de travailleurs sociaux sur une mosaïque aussi incohérente ?

- Troisième épreuve : les grandes associations d'éducation populaire voient leurs modalités d'action brutalement remises en cause par l'apparition de groupes spontanés utilisant volontiers la provocation, ne disposant évidemment pas de permanents, ni d'appareils, et agissant en fonction de leur seul potentiel militant. Ces groupes sont porteurs des nouvelles valeurs individuelles apparues durant les Nuits de Mai

et qui, jusqu'ici, n'avaient guère été prises en compte par la classe politique. Les féministes du M.L.F. envahissent le Palais de Justice pour réclamer le droit à l'avortement, les écologistes montent à l'assaut des centrales nucléaires, les minorités sexuelles, raciales, religieuses, manifestent leur droit à la différence par des actions ouvrant des horizons nouveaux à l'imaginaire collectif. Les affiches de Mai et les écrits iconoclastes de *Hara-Kiri* ou de *Charlie-Hebdo* séduisent jeunes lycéens et apprentis. "L'establishment" de l'éducation populaire poussé par sa base est, bien entendu, tenté de s'engager dans cette voie, mais est-il possible d'envahir le Palais de Justice, de faire cause commune avec les "écologistes", lorsque l'association dispose de postes F.O.N.J.E.P., de subventions, voire d'une école d'animateurs, sous les auspices de Comiti, Secrétaire d'Etat, qui a entamé un combat contre les Maisons des Jeunes et, visiblement, n'a nulle envie de contribuer à enrichir l'imaginaire collectif !

Peut-être, en cette période critique, où les "grands brûlés" de l'animation socio-culturelle affrontaient leur voyage au bout de la nuit, a-t-il manqué une grande voix pour redonner un sens aux actions diversifiées, allant de la modeste soirée de foyer rural aux actions conquérantes des minorités agissantes. Cela aurait évité peut-être aux "soldats perdus" de se tromper de combat, de s'obstiner à croire toujours à un soleil de Mai pourtant éteint, de laisser s'ouvrir des fractures laissant des générosités brisées, des affrontements entre compagnons de route qui mettront bien des années à se cicatriser. Mais les prophètes n'en finissaient pas de diffuser des idées fulgurantes, parées des couleurs de l'intransigeance fondamentale. Althusser revenait toujours à la perversité de l'Appareil Idéologique d'État. Foucault évoquait avec ampleur la mort de l'homme et l'inéluctable malfeasance de tous les pouvoirs, Sartre vendait *La Cause du peuple* à la sortie de Boulogne-Billancourt pour contribuer à réconcilier la morale et la politique au service du modèle chinois de révolution culturelle.

Il fallait bien s'y résoudre ! Pour conserver l'acquis du secteur de l'animation socio-culturelle, pour intégrer les acquis intellectuels de Mai 68 sans sombrer dans la schizophrénie ou l'amertume de la "révolution introuvable" dénoncée par Aron, il fallait inventer une *praxis*

sans modèle de référence, sans mythe régulateur. N'attendant rien du tissu bigarré des sciences humaines devenues molles, sinon des méthodologies utiles, ni des philosophes intronisés et intransigeants, il fallait persévérer en inventant une stratégie basée sur de nouvelles solidarités, appuyée sur des appareils plus que jamais contradictoires. Ces contradictions allaient-elles bloquer le système ? Ou bien seraient-elles génératrices de zones de liberté permettant d'élaborer une stratégie intégrant les vertus de la continuité du service public et les potentialités d'un système d'intervention original ? Le savoir d'expérience, fait de savoir-faire et de philosophie implicite, le savoir social capable de prendre en charge la complexité des situations et d'introduire une cohérence, était, *ipso facto*, valorisé. L'animateur, le responsable de formation ou d'institution devait trouver par lui-même ses modèles d'action et participer à la mise en place de nouveaux groupes de référence.

CHAPITRE II

•

DE 1968 A 1978

OU LES ALEAS DE

L' INSTITUTIONNALISATION DE L'UTOPIE

•

"Mai, joli Mai, où es-tu ?..."

OCTOBRE 68... La fête est finie... Décrochons les lanternes...

II FAUT RENTRER...

S'agit-il d'une Révolution qui se termine par une Restauration ? S'agit-il d'un psychodrame collectif où tout un peuple s'est donné lui-même en spectacle, en jouant à la prise de la Bastille à partir du Quartier Latin ? Les historiens s'interrogent encore. Même à l'intérieur de la majorité, les avis sont partagés. Aron polémique avec Sartre, et fustige "les révolutionnaires en carton-pâte". Malraux traite avec lyrisme "d'une crise de civilisation" annonciatrice de nouvelles ferveurs. Gardons-nous de prendre parti dans ce débat qui divise encore les témoins.

"En Mai, fais ce qu'il te plaît" dit le proverbe. En 68, il conviendrait d'ajouter : "... *mais en Octobre, fais ce que tu peux...*" Pour les animateurs culturels du Ministère de l'Agriculture, la rentrée était double :

- il fallait passer de la structure associative G.R.E.P. à l'institution I.N.P.S.A. ;
- il fallait passer de l'utopie mobilisatrice de Mai 68 à des objectifs réalisables à partir de publics déterminés, en assurant le fonctionnement de l'enseignement agricole public au service duquel ils avaient été recrutés.

La première partie du programme était déjà délicate à mener à bien : passer d'une structure souple, mobile dans le temps et dans l'espace, à une institution insérée dans un système complexe, disposant d'un statut de type administratif, n'allait pas de soi. Le G.R.E.P. avait à son actif des réalisations exaltantes, telles les Universités d'Été, mais "la nostalgie n'étant plus ce qu'elle était...", il fallait bien accepter qu'un corps de fonctionnaires soit formé par un établissement d'enseignement supérieur agricole, et ceci d'autant plus que le corps aspirait légitimement à se situer sur le même plan que les autres catégories de personnels, notamment les ingénieurs et professeurs. La formation "hors les murs" pouvait être un point de passage utile dans une période de mise en place mais, par la suite, les murs étaient la garantie institutionnelle de la Fonction Publique.

Or, les aléas de l'Histoire ont fait que cette première partie du programme se doublait d'une autre difficulté : le secteur de l'animation, en règle générale, avait été atteint de plein fouet par les grandeurs et les médiocrités de Mai 68. Expliquons-nous. Jusqu'en 1968, la philosophie des actions de l'animation culturelle s'était organisée autour de deux grandes tendances :

- Une tendance se situant dans la tradition (au sens noble du terme) de l'école publique, orientée vers la lutte pour une répartition plus équitable des biens culturels. L'idée directrice est aussi simple à définir qu'exaltante dans ses finalités : au cours de sa longue marche, l'humanité s'est caractérisée par la dure conquête d'un patrimoine culturel, scientifique et artistique²¹. Les hommes naissent égaux en droit et doivent accéder à ce patrimoine qui contribuera à donner un sens à leur existence. Le rôle de l'animation culturelle consistera à déterminer des cheminements pédagogiques facilitant l'accès aux œuvres complexes et élaborées.
- Une deuxième tendance s'est organisée plus spécialement autour du mouvement social-chrétien : chaque groupe social secrète son propre mode de relation symbolique à l'univers, disons, pour simplifier, sa propre culture. L'animateur, en faci-

²¹ *L'Expansion de la Recherche Scientifique*, n° 22. Paris, La Documentation française, avril-mai 1965.

litant les communications, aidera le groupe à devenir plus conscient de sa véritable identité culturelle et, par-delà, capable de se donner des objectifs correspondant à ses problèmes réels²².

Le débat était, et demeure, fondamental. La période G.R.E.P. a été marquée par un affrontement entre ces deux tendances, mais l'origine des fondateurs (en particulier Harvois), et un recrutement majoritaire de responsables de mouvements d'éducation populaire avaient accentué la première tendance. Le mois de Mai 68 devait considérablement enrichir ce débat en le rendant encore plus confus, par l'irruption d'une troisième tendance que, faute de mieux, nous nommerons "lyrico-spontanéiste" et qui s'est organisée autour de trois thèmes dominants :

- L'animateur doit créer pour le peuple, avec le peuple, lui faire découvrir sa spontanéité créatrice par des provocations qui démasqueront les rapports de pouvoir, les censures, les interdits... Il faut susciter des créations collectives qui s'affirment dans des formes éphémères et, par-delà, irrécupérables, par des institutions, des musées, des théâtres.
- Deuxième axe : priorité à la parole conquise sur la parole donnée. Il n'existe pas des individus qui "savent" et d'autres qui "ne savent pas". Chacun possède un capital d'expériences et de savoirs accumulés, et il n'y a pas de hiérarchie à instituer dans la communication pour la transmission des connaissances. Seul, l'échange égalitaire permet de connaître, au sens étymologique : "naître avec". Le forum a été la forme privilégiée de cette prise de parole communautaire, de ce combat contre l'ordre culturel établi.
- Troisième thème : la fête, la fête dionysiaque, sensuelle et lyrique contre la raison apollinienne, contre la société industrielle dominatrice du Tiers-Monde. La fête, c'est la libération du "corps-pour-jour" aux dépens du "corps-instrument de travail". Les slogans couvrent les murs, depuis le banal "*Jouis !...*" jusqu'à l'évocation d'un monde nouveau qui surgira des com-

munautés fraternelles : "*Sous les pavés, il y a la plage*"... La fête, c'est aussi le retour du sacré et de la ferveur utopique...

OCTOBRE 68... Il faut rentrer.

Dans les usines et dans les bureaux, rien ne semble apparaître, et bientôt, ruse de l'Histoire, grâce à la relance de la consommation, les objectifs du Plan seront atteints et dépassés... Dans le monde de l'animation culturelle, il n'en allait pas de même : "les fleurs de Mai" n'en finissaient pas de parler à un imaginaire s'accommodant mieux des expériences communautaires que des rudes contraintes quotidiennes du fonctionnement d'un service public.

Résumons notre propos : la rentrée à l'I.N.P.S.A. de la quatrième promotion d'animateurs culturels s'effectuait avec deux lourdes hypothèques

- la phase de création laissait place à l'institutionnalisation, garante de la pérennité, mais avec ses nécessaires contraintes organisationnelles ;
- les utopies de Mai devaient à la fois enrichir la réflexion collective, tout en étant compatibles avec la diffusion des connaissances technologiques qui constituent l'axe de l'enseignement agricole.

Autrement dit, il fallait choisir...

JANVIER 69... Il faut choisir.

A la rentrée 68, le choix n'avait pas été véritablement fait, et pour cause, la quatrième promotion avait été recrutée au début 68, et il s'agissait, seulement selon certains, d'apurer un contentieux... L'heure du choix décisif se situe en 1969, au moment où se posait le problème du recrutement de la cinquième promotion. La seule administration ayant créé un corps d'animateurs titulaires allait-elle cesser de recruter ?

En fait, deux catégories de personnes se rejoignaient pour susciter un syndrome d'impasse

²² POUJOL (G.) - *Action culturelle - Action socio-culturelle* -Recherches. Marly-le-Roi, Document I. N. E. P., septembre 1983, pp. 11-14.

- les tenants de l'ordre moral ;
- ... et ceux qui souhaitaient que le secteur de l'animation intègre les modèles de 68, sans réflexion ni stratégie.

Nous ne parlerons pas des premiers : ils sont de tous temps et de tous pays. De Monsieur Thiers au Maréchal Pétain, ils surgissent après chaque avancée ou recul de l'Histoire pour restaurer des idéologies destinées à masquer les privilèges, les intérêts les plus sordides. "*Courons nous jeter dans les bras des curés...*" disait l'agnostique Monsieur Thiers. Et dès Août 40, le Maréchal Pétain interdisait le droit d'association aux Juifs, aux francs-maçons, aux instituteurs. En Octobre 68, des tenants de l'ordre moral étaient parmi nous et voulaient porter l'estocade aux Maisons des Jeunes, Maisons de la Culture, Centres socio-culturels, supports de forums bouillonnants. Bien entendu, les animateurs du Ministère de l'Agriculture figuraient sur la liste des brebis à sacrifier pour que les Dieux maintiennent les justes règles, bases des sociétés sages.

Mais le courant de l'ordre moral était renforcé par l'attitude de quelques membres du corps d'animateurs s'obstinant à considérer le secteur culturel comme une force autonome, ayant sa dynamique propre et pouvant peser d'un poids décisif sur les événements. Certains propos ou écrits, dans l'hiver 68, auraient pu laisser croire que les quelques milliers de travailleurs sociaux étaient au moins l'équivalent des ayatollahs portés par la mystique des masses populaires. Mais, bien entendu, la Révolution devait se faire en bénéficiant du statut de la Fonction Publique.

Selon une dialectique négative bien connue, les deux courants se renforçaient mutuellement pour susciter un instinct de mort : tout se passait comme s'il fallait prouver que l'animation culturelle était devenue impossible, face à des institutions obscurément répressives, et à des responsables habités constamment d'intentions manipulatoires. Tout se passait comme s'il ne fallait retenir de Mai 68 que les aspects les plus médiocres : la lutte contre le mandarinat devenait le combat contre la science. La création collective servait de prétexte pour contester l'œuvre d'art authentique. La révolution consistait à remettre en cause sempiternellement les décisions prises.

Fort heureusement, pour les éléments les plus conscients, la liberté c'était "la nécessité comprise" (Karl Marx). Ils faisaient en sorte que le Ministère de l'Agriculture puisse maintenir le secteur de l'animation comme un acquis de l'action administrative dans le milieu rural. Il ne nous appartient pas, ici, de distribuer des *satisfecit*, mais seulement de signaler les dynamiques positives qui ont joué :

- Tout d'abord, le rôle de l'Administration Centrale. Comme toutes les grandes organisations, le Ministère de l'Agriculture est un centre de décisions contradictoires. À côté des personnes soucieuses avant tout de faire respecter les cadres réglementaires, il existe également des personnalités profondément libérales qui, en l'occurrence, avaient intégré les aspects positifs de l'animation. Par ailleurs, les administrations ont les qualités de leurs défauts. Il n'est certes pas toujours facile d'innover et encore moins facile de gérer l'innovation, c'est-à-dire l'incarner dans des décrets et des statuts. Harvois nous avait quittés ; mais il avait réussi à faire passer un statut très exceptionnel en faveur des corps d'animation. Il s'agit là du seul statut permettant de passer sur concours interne du grade d'animateur à celui de professeur certifié et, par-delà, aux fonctions de directeur d'établissement. D'autre part, l'arrêt portant création de l'I.N.P.S.A. était paru et les bâtiments étaient sortis de terre. Comment une administration qui, dans les années 65, s'était battue auprès du Ministère des Finances pour l'application des statuts et arrêtés pouvait-elle, sans se déjuger gravement, demander elle-même l'extinction du corps des animateurs ? Trois ans plus tard, l'énergie cinétique jouait en faveur du maintien du corps. L'héritage institutionnel pouvait être une base de départ solide pour faire partir une fusée au ralenti.
- Deuxième facteur : la force tranquille des syndicats qui ont adopté une attitude responsable en maintenant le secteur de l'animation dans l'esprit de tolérance, vertu fondamentale de l'enseignement public.
- Troisième facteur : les animateurs ayant su passer aux actes. Comme l'assure Sartre, "*un homme n'est que la somme de ses actes*". Sur le terrain, des animateurs avaient réalisé des ac-

tions convaincantes et, de ce fait, s'étaient créés des alliés auprès des enseignants et des parents d'élèves. Le pire danger était le repliement sur la corporation naissante. Au contraire, il s'avérait nécessaire de travailler en équipe avec les enseignants et les ingénieurs, en tenant compte de la "conscience possible" de la communauté. Les témoignages positifs apportés par les chefs d'établissement et des ingénieurs généraux ont considérablement contribué à donner une "aura" positive aux actions engagées.

Autrement dit, à l'aube de l'année 69, les jeux n'étaient pas faits. Le Directeur Général de l'Enseignement et de la Recherche confia alors à l'Inspecteur Général Wallon le soin de réunir une commission chargée de définir les nouvelles orientations de l'animation socio-culturelle. En Janvier 69 cette commission s'est réunie une première fois dans la salle Sully du Ministère de l'Agriculture. Le lieu n'est pas indifférent. Ionesco confiait à la radio : *"Lorsque je pense trop à la mort, je vais me promener dans le quartier des banques, cela me donne un sentiment d'éternité"*. Entrer dans l'austère et grandiose salle Sully pour traiter de la pérennité de l'animation ne pouvait que donner aux protagonistes le sentiment d'agir à la mesure de la grande marée de l'Histoire...

Dans des circonstances difficiles où toutes les conditions de blocage institutionnel étaient réunies, cette commission a fonctionné dans un climat très favorable aux échanges authentiques. Le document résultant des travaux a reflété fidèlement les options du groupe de travail. Même si, plus tard, la circulaire parue en 1979, "annulait les précédentes"...

En pleine révolution culturelle, Mao enseignait à ses troupes " *Il faut être un pas en avant des masses populaires, mais pas plus.*"

En 1969, les décideurs ont hésité. Fallait-il continuer ce qui n'était jusqu'ici qu'une expérience ? La réponse de la circulaire était visiblement un "Oui, mais...". Certes, les options originelles subissaient quelques distorsions, les pamphlets de Mai se terminaient par une circulaire administrative aussi peu poétique que possible. L'animateur, désormais, situait essentiellement son action à partir des structures scolaires. Le "socio-culturel" devenait beaucoup plus "culturel". Le développement culturel global du milieu rural était provisoire-

ment considéré comme accessoire. Mais qu'importe ! On attendait un grand enfant blond doré comme ses parents. Il apparaît un enfant plutôt chétif et pâle. Le cercle de famille applaudit à grands cris !

•

• •

Un phénomène complexe comme le système d'animation ne peut être abordé selon les schémas réducteurs qui ont longtemps prévalu, en particulier la caricature de la lutte des classes. D'un côté, des animateurs innovateurs et progressistes, de l'autre une administration répressive soutenue par des gouvernements réactionnaires. Les animateurs auraient été ainsi marginalisés à la manière dont le prolétariat du XIX^{ème} siècle l'avait été dans les faubourgs des grandes villes. Le marxisme mécaniste a bon dos ! Il permet de se recouvrir des oripeaux des martyrs de la Cause.

Certes, les cas où il a été possible, moralement, de parler de répression ne sont pas imaginaires, mais une analyse élémentaire démontrerait que la marginalisation, lorsqu'elle s'est produite, a été le fait d'un processus complexe et non le seul fait de la hiérarchie. Il convient d'aborder le phénomène dans toutes ses dimensions. En particulier, si, malgré plusieurs tentatives, le système n'a pas disparu, c'est bien parce que chaque partie avait intérêt au maintien de sa pérennité en fonction de ses propres intérêts. Le système a produit des qualités émergentes, c'est-à-dire des qualités qui n'existent pas au niveau des différentes parties considérées isolément, mais apparaissent au niveau de la totalité. Aussi allons-nous analyser, dans un premier temps, les différents sous-systèmes et, dans un deuxième temps, tenter de voir comment le système a fonctionné.

LES ÉLÉMENTS DU SYSTEME

Il s'est agi d'un système à quatre éléments ou sous-systèmes qui, selon les époques, ont plus ou moins contribué à l'évolution de l'ensemble :

- Le Père et son entourage
- L'I.N.P.S.A.
- L'administration centrale et locale.
- Les corporations des animateurs.

L'analyse contraint à la formalisation, mais le phénomène n'est compréhensible qu'en étudiant les conflits entre les partenaires, et surtout les alliances éphémères ou stables, les fronts unis et mouvants entre catégories et sous-catégories.

LE PERE ET SON ENTOURAGE

"L'enfant animation" avait survécu. Ce n'était pas l'enfant rêvé, mais - les psychanalystes nous l'ont appris - l'enfant réel survit au prix du meurtre de l'enfant rêvé où se nouent tous les désirs et tous les vœux des parents²³. Renoncement narcissique toujours à perpétrer pour que l'enfant réel puisse s'épanouir. Les promotions de l'I.N.P.S.A. ont longtemps vécu sous l'hypothèque d'un enfant rêvé toujours présent et prégnant au sein du G.R.E.P.. Cette association avait survécu malgré son caractère provisoire annoncé au début. Il fallait bien une structure pour accueillir le Père. Son ombre portée, l'enfant fantasmagique dans les bras, n'en finissait pas de parler à l'imaginaire des néo-animateurs. Comment faire vivre l'enfant réel, abandonné à des parents indignes, alors que le Père et trois générations de fils habitent à quelques encablures et reprochent au nouveau-né son caractère malingre et ses perversions ?

²³ LECLAIRE (S.) - On tue un enfant. Paris, Ed. du Seuil, 1975.

Pourtant, il s'avérait nécessaire de rompre le cordon ombilical pour assurer la maintenance de l'acquis et surtout élaborer une doctrine et une stratégie de l'animation dans le milieu rural. Il fallait bien admettre une évidence : le Père n'était pas un théoricien, mais avait plutôt un tempérament "d'entrepreneur - créateur", dans toute l'acception du terme tel qu'il a été défini par Schumpeter²⁴: celui qui crée des circuits dynamiques par des grappes d'innovation, génératrices de profit et, par-delà, d'expansion économique. Selon Schumpeter, il ne suffit pas de disposer de capitaux, de matières premières, et de dirigeants compétents ; il est également nécessaire de créer du nouveau, de bousculer routines et préjugés, comforts intellectuels et facilités bureaucratiques.

Mais, en outre, ces personnalités créatrices ne sont point faites pour gérer les équilibres stationnaires, les remises en ordre qui suivent inmanquablement les périodes d'expansion. Après l'euphorie de la création, sonne l'heure des "bœufs de labour" qui restructurent patiemment les situations, organisent, tentent de donner une cohérence doctrinale à l'action entreprise. Tel de Gaulle à Colombey, le Père pouvait recevoir ses fidèles, gardiens de la flamme initiale, souvent des "grands brûlés" du soleil de 68 ne reconnaissant guère leur fièvre animationniste dans l'institution cahotante et contestée qui avait beaucoup de peine à émerger des champs du Sieur Prévois. Mais il est vraisemblable également que le Père était plus efficace dans une structure légère conduisant des opérations hors des pesanteurs sociologiques et des contradictions politico-administratives qui sont le lot habituel des responsables de la politique pédagogique du Ministère de l'Agriculture.

Certes, avec le temps, l'ombre portée du Père est plutôt devenue une statue du Commandeur. Hypothèque pour certains, pour d'autres une référence... mais de toute façon, un élément du système aussi difficile à écarter qu'à mesurer objectivement.

²⁴ PERROUK (F.) - *La pensée économique de Joseph Schumpeter*. Genève, Ed. Droz, 1965.

L'I.N.P.S.A.

Tenter de poser avec objectivité le problème de la qualité de la formation dispensée par l'I.N.P.S.A. relève de la glose cléricale. Il serait intéressant d'effectuer une analyse historique comparative avec les instituts analogues de travailleurs sociaux. Ces établissements, dans les années post-68, ont été souvent saisis par la passion des formations sans contenu, sous prétexte d'auto-gestion pédagogique et de sempiternelles dynamiques de groupe n'apprenant rien, sinon à hypertrophier les conflits et à fragiliser des organisations déjà fragiles. Ses deux responsables, Hermelin et Passaquet, se sont montrés soucieux de diffuser des contenus de qualité. Cette option était à contre-courant des modèles de l'époque, mais a permis d'éviter les errements inéluctables.

A l'intérieur de l'I.N.P.S.A., et en particulier au cours des nombreuses périodes critiques de son existence, le débat fondamental et implicite a toujours été le suivant : jusqu'à quel point un système peut-il intégrer le désordre créateur (au sens sociologique) comme élément d'innovation? A quel moment le désordre devient-il une agitation déviante, une dispersion, une force de désintégration? Limites toujours difficiles à analyser, aux frontières imprécises, toujours floues... "La distance entre la raison et la folie est toujours équivoque et tremblante"²⁵ ... En ayant provoqué la création de l'I.N.P.S.A., Paul Harvois avait suscité une institution-frontière aux confins de l'éducation populaire, de l'enseignement supérieur, du service public. Cet établissement avait trois missions porteuses d'avenir mais particulièrement imprécises : l'animation socio-culturelle, la promotion sociale, l'éducation permanente. Ces trois missions pouvant être regroupées sous le vocable générique de développement culturel du milieu rural, concept vague mais offrant de larges zones d'incertitude ouvertes à la créativité des acteurs, à une organisation originale et adaptative et, par-delà, au désordre créateur. C'est là que tout commence. Un système pouvant tolérer le désordre est supérieur en aptitude, en changement, aux systèmes mécanistes. Un sys-

²⁵ FOUCAULT (M.) - *Histoire de la folie à l'âge classique* - Paris, Gallimard, 1970, p.27.

tème admettant trop de désordre éclate ou crée ses propres contraintes. Il convient de trouver une règle du jeu laissant une marge de latitude tout en assurant une certaine, régulation.

Dans l'ensemble de l'enseignement supérieur agronomique, l'I.N.P.S.A. a représenté et représente toujours une étrange aventure, toujours suspectée par les éléments traditionnels de l'administration. Le drapeau rouge et noir de l'anarchie flottait sur les toits de l'Institut National Agronomique de Paris en 1968. Son directeur était séquestré. Cela n'a suscité aucune émotion apparente. Tout s'est passé comme si la pérennité des chaires, par-delà les siècles, la majesté des amphithéâtres rassuraient les administrateurs classiques ! Par contre, si les mêmes personnes apprenaient que des stagiaires avaient posé à l'I.N.P.S.A. une affiche demandant une assemblée générale pour discuter des couleurs des peintures de la salle d'art plastique, la nouvelle se répandait aussitôt et soulevait un vent de panique ou, pour le moins, de réprobation glacée.

La marge de latitude était étroite dans un climat passionnel où le verbe était souvent impuissant pour exalter le mérite des stratégies réformistes. Il a été souvent difficile d'analyser froidement la situation. Il y a eu quelque confusion entre l'action administrative et l'action syndicale ou politique. Vingt ans auparavant, les prêtres-ouvriers étaient rappelés à l'ordre ! Et pourtant... Était-il possible de leur reprocher d'avoir quelquefois confondu la diffusion du message évangélique pour la justice et une action syndicale résolue pour un monde un peu moins injuste?... Ce rapprochement n'a rien de fortuit : les militants chrétiens ont souvent été victimes, durant cette période, de ce syncrétisme paré des atours de l'absolu, les conflits "animationnistes" étant ainsi ornés des vertus de la lutte des classes sur un fond de tragique pascalien.

Mais, finalement, l'institution a survécu, a étendu considérablement ses activités, portée par l'expansion des publics de la formation professionnelle et, malgré ses ambiguïtés, de l'animation culturelle. Si l'institution s'est maintenue, c'est bien parce qu'elle a rempli des fonctions sans cesse plus importantes au sein de la société française ; et c'est à l'honneur de ses promoteurs de l'avoir pressenti. Mais peut-être aussi l'I.N.P.S.A. a-t-il rempli une fonction latente : être un "lieu-dit" pouvant servir de plate-forme pour toutes les en-

treprises relevant du service public, mais ne pouvant être prises en charge par "l'establishment" de l'enseignement supérieur agronomique. En quelque sorte, l'I.N.P.S.A. aurait été le désordre instituant, celui par qui le scandale arrive, mais aussi celui qui est capable de porter des actions sans passé et à l'avenir incertain, de vivre en symbiose avec des idées encore étranges mais tendant à bouleverser les normes les mieux établies !... Créé au départ dans l'optique de la mise en place d'une politique globale du développement culturel dans le milieu rural, l'I.N.P.S.A. est devenu "un lieu de migration fantasmagorique du pouvoir" (Estades, 1982). Chacun apportant ses utopies, ses peurs, ses désirs, mais aussi sa capacité technique et son savoir social. Synthèse toujours difficile, souvent créatrice, de toute façon sa vocation implicite.

3. L'ADMINISTRATION CENTRALE ET LOCALE

Vis-à-vis de l'animation socio-culturelle, l'Administration Centrale - avons-nous dit - a été un lieu éminemment contradictoire. L'administration, et non le politique. En effet, l'homme politique, par définition, sait prendre la mesure des choses. Les différents ministres étaient beaucoup plus préoccupés par la taxe de co-responsabilité ou les montants compensatoires dont l'augmentation risquait de jeter des milliers de paysans à la rue... et ainsi priver la majorité de voix toujours précieuses dans un pays où les scrutins majeurs sont toujours serrés. Les foules mobilisables par un animateur socio-culturel n'ont jamais troublé l'ordre public. Aussi est-il souvent arrivé qu'un administrateur local ou un parent d'élève anticipe sur ce qu'il croyait être le présumé du politique et porte à sa connaissance des actions jugées particulièrement subversives. Ainsi, sur le bureau d'un directeur de cabinet d'un ministre est arrivé le bulletin d'information de l'ambassade de Chine figurant sur la table des revues du Centre socioculturel d'un lycée... au milieu de vingt autres revues d'ambassades. L'attaché de cabinet a voué aux gémonies ceux qui avaient ainsi bien du temps à perdre !

Mais, à l'inverse, des administrateurs centraux et locaux ont soutenu l'aventure de l'animation avec beaucoup de force de conviction pour

des raisons tenant à la fois à leur conception ouverte de l'éducation et à leur réalisme gestionnaire. Malgré les ambiguïtés et les errements, la notion est restée très prégnante dans la société française. Grâce à l'intronisation du secteur socio-culturel, les responsables de la Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche pouvaient exciper d'une véritable originalité par rapport à l'Education Nationale. Ils pouvaient parler haut à la Direction de l'Aménagement qui avait les infrastructures mais éprouvait des difficultés à faire passer la fièvre animationniste auprès des D.D.A. ; ils pouvaient avoir des rapports structuraux avec les Ministères de la Jeunesse et des Affaires Culturelles, et même les services du Premier Ministre dont dépendait très directement le Fonds d'Intervention Culturelle. Autrement dit, les administrateurs à courte vue, tels l'Unesco, ne cessaient de se demander : "*Comment s'en débarrasser ?*" face à ce cadavre qui n'en finissait pas de mourir. Par contre, au nom d'un sain réalisme, d'autres avaient bien compris l'augmentation de l'assise et, en même temps, "l'aura symbolique" que l'animation socio-culturelle pouvait donner à leur secteur d'activité. Cela valait bien le désagrément d'être interpellé de temps à autre sur les errements d'un animateur qui, tel le sapeur Camember, n'avait pas compris que "*au-delà des bornes, il n'y a plus de limites*"...

Résumons notre propos : si répression il y a eu, elle a essentiellement émané de responsables locaux peu capables d'élaborer eux-mêmes une véritable collaboration sur des objectifs déterminés, saisis par des angoisses d'origine purement métaphysique. Globalement, l'Administration Centrale a eu une attitude plutôt ouverte, et si elle n'a pas toujours ostensiblement désavoué des initiatives répressives lorsqu'elles transitaient par le système politique, elle ne les a point encouragées, et même, elle leur a rarement prêté une oreille attentive. Il est assez remarquable de constater qu'à l'issue d'une affaire retentissante, l'Administration Centrale a réuni une commission présidée par l'Inspecteur Général Gauthier. Le groupe de travail ne comprenait pas de farouche adversaire de l'animation. Compte tenu de la conjoncture, il était préférable de ne pas prendre de risque²⁶. Cette commission a remis rapidement un rapport favorable à la poursuite de l'expérience, en insistant sur l'apport pédagogique de l'ani-

²⁶ L'auteur a participé à cette commission.

mation, et en reprenant les objectifs initiaux sur l'insertion du corps dans le milieu rural.

4. LA CORPORATION DES ANIMATEURS

Est-il possible de parler d'un corps d'animateurs au Ministère de l'Agriculture, comme il y a des corps d'ingénieurs, d'administrateurs, de professeurs ? Pour ce faire, la première démarche consiste à consulter les circulaires définissant les fonctions des agents. La première, la célèbre E222, était rédigée en termes très généreux. Son style s'inspirait des orientations humanistes de l'éducation populaire dont le mythe avait contribué à porter les animateurs sur les fonts baptismaux. Par ailleurs, il n'existait pas de références dans le cadre de la Fonction Publique. L'essence devait procéder de l'existence...

Mais les deux autres circulaires ont été tout aussi floues et, pourtant, approuvées par les organisations syndicales. Si cette obscure clarté tombant des textes administratifs s'est maintenue, c'est bien parce que cela favorisait les intéressés. Les zones d'incertitude sont propices au développement de stratégies diversifiées. Ce secteur de l'administration, s'il a bénéficié d'un nombre considérable de groupes d'étude, de réflexion, de travail, d'orientation, a été par contre rebelle à toute analyse objectivante de situations professionnelles en termes de tâches et d'emplois du temps. Les écrits ont toujours été limités et infiniment médiocres. Pour des raisons diverses, les trois études effectuées ont été mises à l'écart d'emblée sous les prétextes les plus divers. Notamment, la première étude (1970) a été carrément refusée par les représentants de la corporation, parce qu'elle faisait état d'un désarroi des nouveaux venus face aux contradictions d'objectifs émanant des attentes des différents partenaires. Remarque banale, mais il fallait bien gagner ses galons d'honorabilité. Nous y reviendrons.

Il semblerait, et ceci ressort en particulier de l'étude de 1977, que deux types de stratégies se soient développées à l'intérieur de la corporation :

1ère STRATÉGIE

La profession d'animateur n'existe pas. Il s'agit d'une simple voie de passage permettant un repérage institutionnel dans une administration fort complexe comprenant près de 35 000 personnes et une centaine d'organisations satellites. Il convient de s'identifier à un corps socialement reconnu. C'est ainsi qu'une bonne partie des ex-animateurs a rejoint pratiquement le corps des enseignants classiques à partir d'une discipline traditionnelle : dessin ou musique... ou philosophie. D'autres ont légèrement innové en optant pour des matières nouvelles, par exemple les techniques d'expression ou l'enseignement de l'audio-visuel. Le syndicat dominant, rattaché à la F.E.N., militait en ce sens. Ses homologues de l'Éducation Nationale ne souhaitaient point l'extension de l'expérience de l'Agriculture dans leur ministère. *"Les élèves viennent pour être enseignés, et non pour être animés"* assurait l'un de leurs porte-parole ! La pesanteur du système enseignant était d'autant plus grande que les "collègues" ne voyaient pas toujours d'un bon œil ce nouveau venu n'ayant pas de matière d'examen à enseigner, et qui pouvait laisser libre cours aux méthodes et aux contenus les plus innovants ou les plus démagogiques, selon les cas. Dans ces conditions, autant se conformer au modèle dominant en allant même jusqu'à demander aux instances supérieures la mise en place d'une épreuve dite "socio-culturelle" dans les examens de l'enseignement technique agricole et son inscription parmi les modules de base du brevet de technicien agricole rénové.

Ces néo-professeurs ont-ils été des modèles en matière de méthodes actives ? Vraisemblablement... Mais, et c'est là toute l'évolution, le recrutement très composite de cette catégorie de personnel a permis au Ministère de l'Agriculture de disposer d'un corps de fonctionnaires susceptibles d'occuper des fonctions où il n'existait pas de personnel spécialisé, mais n'en étant pas moins fort nécessaire à la bonne marche du service public. Le jour où paraîtra le Who's who de l'animation, nous constaterons avec surprise l'éventail actuel : responsable des activités culturelles dans un parc naturel, formateur d'adultes ruraux ou fonctionnaires, directeur adjoint de la cinémathèque du Ministère, organisateur de festivals dans le milieu rural, chargés de mission dans des associations volontaires ou groupements de vulgarisation, directeurs de centre d'accueil dans le milieu rural ou de centre d'initiation à l'environnement... et, bien entendu, de

lycée agricole, chef de bureau à l'Administration Centrale, enseignants de l'enseignement supérieur, inspecteur de l'enseignement, chargés d'étude à l'I.N.P.S.A., intervenants dans les grandes écoles ou responsables d'un groupe de recherche... Il s'agit presque d'un inventaire à la Prévert.

Résumons : chaque année, le Ministère de l'Agriculture recrute, sous le vocable de professeur d'éducation culturelle, une quinzaine de personnes. Leur rôle consistera, pour la plupart, à aller dans les lycées agricoles occuper des fonctions de professeur. Le contenu de leur enseignement sera déterminé par leur propre spécialité lorsqu'ils auront réussi à persuader leur entourage qu'elle correspond à une demande sociale et aux besoins des élèves. Tout est affaire de conviction et de passion partagées. Mais, par ailleurs, d'autres, de plus en plus nombreux, situent leurs activités dans des secteurs périphériques selon un itinéraire tout à fait inhabituel dans la Fonction Publique, mais correspondant à des besoins qui ne pouvaient être pris en charge par les corps traditionnels.

2ème STRATÉGIE

Le corps des animateurs existe. A côté des enseignants et des techniciens, se situe une catégorie spécifique "d'agents de changement". Fidèles à la vocation de départ, ils ont accepté provisoirement de s'intituler "professeurs", mais il s'agit là d'une concession sémantique. Leur véritable vocation ne se situe pas dans la salle de cours, mais au centre socio-culturel où les élèves acquièrent le sens des responsabilités en gérant des activités éducatives. Le contenu des activités est important certes ; l'essentiel, cependant, est d'aider les élèves à acquérir une véritable autonomie. A partir de ce postulat, il serait possible d'établir une typologie élémentaire allant de l'animateur organisateur jusqu'à "l'animateur irruptif".

L'animateur organisateur s'est délibérément orienté vers la structuration des activités au centre culturel du lycée (ou dans une autre structure). Il assure la bonne marche du service public ou de l'association, contribuant à l'organisation globale des activités en tenant compte de la "conscience possible" des autres catégories de person-

nels. Possédant une grande maturité émotionnelle et un sens politique aigu, il est "un agent de changement" mais son rôle est de limiter les conflits, aplanir les difficultés relationnelles en effectuant les apports intellectuels et la résolution des inévitables questions matérielles. Il connaît les limites de son pouvoir : il ne tentera pas de résoudre des contradictions majeures.

L'animateur de type irruptif a connu de beaux jours aux lendemains de l'année 68. Il tend aujourd'hui à disparaître, mais, sporadiquement, il fait encore parler de lui. Formé aux sciences humaines dont il utilise le vocabulaire sans toujours en maîtriser la théorie, il porte la plus grande attention aux phénomènes sociaux porteurs d'une dynamique qui leur fait jouer un rôle de révélateur. Il utilise les crises pour démasquer les rapports de pouvoir, faire apparaître les manipulations et le caractère répressif des institutions. Il peut jouer le rôle de demiurge en laissant les conflits se développer, et se manifester comme le héraut d'un spontanéisme militant volontiers idéologue.

Cette deuxième catégorie a rarement existé à l'état pur, hormis deux ou trois affaires retentissantes mais très inférieures en pourcentage aux crises qui ont secoué l'enseignement secondaire de l'Education Nationale. Cependant, son existence a été très utile pour les ingénieurs et administrateurs à la recherche d'une surface projective pour décharger leur agressivité lorsque leur pouvoir était contesté, légitimement ou non, dans les périodes troublées. Cette situation de victime expiatoire a également beaucoup rendu service aux représentants informels de la deuxième tendance. Elle a permis de se présenter en citadelle assiégée, de resserrer les rangs face aux attaques des corps présentés comme réactionnaires, plus ou moins inféodés au pouvoir politique, quelques exemples épars accréditant cette interprétation.

Mais, pour qu'un groupe social accède à l'existence, il convient, selon le sociologue Touraine²⁷, de remplir trois conditions :

- au nom de qui s'exprime-t-il ?
- contre qui s'oppose-t-il ?
- quels objectifs, quelles valeurs défend-il ?

²⁷ TOURAINE (A.) - *Le mouvement de Mai*. Paris, Éditions du Seuil, 1972.

La deuxième condition était assurément remplie. Mais la première posait déjà problème. La grande majorité n'avait qu'une préoccupation : quitter cette catégorie, vouée à la marginalisation, pour accéder à une catégorie socialement reconnue. Quant à la troisième condition, il n'était point question seulement d'y penser. Des objectifs clairs auraient été incompatibles avec la saisie d'opportunités où le clientélisme a joué un rôle certain. En fait, il s'agit d'un corps dont la dénomination cache une identité confusionnelle.

La deuxième tendance a été très prégnante, mais elle est finalement demeurée minoritaire. Elle a rassemblé pour l'essentiel des anciens militants d'éducation populaire ayant transporté leur "militance" au sein du service public. Il est vrai que le Père avait eu, et avait toujours, un langage idéologique marqué. Selon ses propres termes, l'animateur était à la fois "un agent de changement et un militant". Vocabulaire exaltant mais malheureux ! Le "militantisme" et le sens du service public requièrent un engagement personnel, certes, mais ni avec le même style, ni avec les mêmes méthodes, ni avec la même stratégie.

Il serait intéressant, par l'analyse biographique des acteurs, d'étudier comment les tenants de cette deuxième tendance ont vécu les vingt dernières années. Vu de l'extérieur, ce sous-groupe est apparu tantôt comme une famille Fenouillard se complaisant à analyser ses malheurs, pour finalement s'en remettre à un Parrain, tantôt comme la quête pathétique d'un Graal, la recherche obstinée d'un modèle d'action administrative alliant la ferveur militante et la rationalité réglementaire, le développement communautaire et la nécessaire hiérarchie administrative, la rigueur dans l'action du service public et les vertus énergétiques de l'autogestion, le devoir de réserve et la communication chaleureuse. Ils étaient les vrais gardiens de la flamme utopique.

Mais, plus sérieusement, l'analyse biographique des acteurs permettrait de vérifier deux hypothèses : l'une qui tient à la fonction de l'animation dans la société française (Poujol, 1980), l'autre sur le rôle des minorités actives dans le changement social (Moscovici, 1979). Pour Madame Poujol²⁸, le secteur de l'animation serait un pouvoir

²⁸ POUJOL (G.) - La généalogie du débat socio-culturel /culturel. Ouvrage cité.

moyen ayant pour fonction d'envahir un espace social libre, en l'occurrence le secteur des loisirs, mais également une fonction sociale de sélection des cadres. En analysant les carrières de l'ex-militant de la J.A.C., Michel Debatisse, de l'ex-président des Foyers Léo Lagrange, Pierre Mauroy, du militant de Vie Nouvelle, Jacques Delors, il semblerait, effectivement, que le secteur socio-culturel ait pu donner une surface politique, du moins dans un premier temps. Pourquoi n'en serait-il pas de même dans la Fonction Publique ? Le secteur socio-culturel serait ainsi une possibilité d'accéder à des fonctions nouvelles ou d'obtenir une juste place que la société injuste vous a refusée dans le Ministère plus prestigieux de l'Education Nationale. L'un d'entre eux est même devenu maître de conférences en ayant simplement voulu, au départ, contribuer à la mise en place d'animateurs socioculturels .

Pour Moscovici²⁹, le changement n'arrive pas seulement par des luttes sociales, mais également par des minorités actives qui, grâce à leurs actions provocantes ou non-conformistes, modifient la perception de la réalité, obligent la majorité à modifier sa manière de penser, à créer de nouvelles façons de vivre allant à l'encontre des modèles dominants. C'est, par exemple, le cas des mouvements féministes. Leur action très controversée au départ a abouti à la loi Veil. Mais aussi les mouvements régionalistes qui ont préparé les esprits à la loi de décentralisation, les campagnes des écologistes pour la protection de l'environnement, les néo-ruraux voulant vivre et travailler au pays, les minorités raciales, sexuelles, artistiques...

Or, la lecture rétrospective des premières circulaires et des textes du G.R.E.P. nous démontre que, dans l'esprit des promoteurs, la vocation essentielle du corps d'animateurs était celle de minoritaire actif, chargé de relayer le Père dans sa mission de rénovation de l'enseignement agricole puis d'un milieu rural recouvrant 90 % de l'espace français. Nobles et ambitieuses perspectives !!! Tout autre travail, y compris les cours, n'était que concession au système traditionnel.

²⁹ MOSCOVICI (S.) - Psychologie des minorités actives. Paris, P. U. F., Coll. Sociologies, 1979.

Question-clé : était-ce possible dans le cadre de la Fonction Publique ?... Les minoritaires actifs ont été supportables dans la Fonction Publique au cours des crises cathartiques de 58 et 68 secouant la société française. Ils ont pu prolonger leur action s'ils ont été soutenus par le pouvoir politique, s'ils s'appuyaient sur des catégories sociales porteuses d'une dynamique. C'était le cas de Paul Harvois, aidé par Pisani en 1958. Le ministre s'appuyant sur une couche sociale en ascension, pour ne pas dire en assomption, car elle alliait mystique chrétienne et foi en la modernité, en l'occurrence la couche moyenne de la paysannerie. Cela sera le cas, dix ans plus tard, d'Edgar Faure et son équipe, portés par la crise de 68 pour la réforme de l'Université. Mais une telle conjonction, par définition, est éphémère. Hormis ces périodes, un fonctionnaire ne peut promouvoir des idées allant totalement à l'encontre des modèles dominants, sinon il se transforme en militant, et en militant minoritaire, car les partis de masse, gérants d'un électorat, se gardent bien de prendre parti trop tôt en faveur des idées non-conformistes. Combien d'animateurs ont ainsi attiré les foudres de l'autorité lorsqu'ils ont jugé bon de soumettre au débat les thèmes véhiculés par les groupes déviants, même si aujourd'hui cela nous paraît bien anodin !!!

L'agent d'un service public ne peut prendre en charge des thèmes trop originaux, portés par des groupes minoritaires. Le non-conformisme du Père n'était pas exportable dans le temps et dans l'espace. Passée la période de turbulence, il ne pouvait être une référence, et certains ont chèrement payé ce qu'ils croyaient toujours être un modèle d'action. Mais alors, s'il est impossible en temps normal d'être un minoritaire actif, comment acquérir une identité autrement qu'en rejoignant un corps constitué ou en poursuivant sa promotion sociale, ou en créant une profession "sur mesure" dans une structure reconnue socialement ?

-
- •

Cette recherche de l'intelligibilité de la tortueuse démarche "animationniste" a relevé à la fois de la démarche historique et de la méthode systémique. Inutile, pour les théoriciens sérieux, d'effectuer une critique épistémologique elle serait impitoyable pour l'auteur.

L'approche systémique n'est pas une théorie mais un outil commode pour simplifier l'étude d'une situation complexe et la rendre provisoirement intelligible. Un exemple : nous avons déterminé quatre sous-systèmes eux-mêmes contradictoires en nous efforçant de les situer dans un contexte historique pour démontrer les qualités émergentes du système. Il y eut d'autres sous-systèmes. En particulier, le lobby toujours présent des organisations agricoles et des parents d'élèves - souvent les mêmes personnes d'ailleurs. A vrai dire, les organisations agricoles ont fortement attaqué au départ le principe même de l'animation rurale représentée comme une tentative de l'État pour se substituer aux associations volontaires. Leur influence a été assez faible lorsque le Père a été écarté des circuits de décision. Par la suite, la transformation des animateurs du milieu rural en professeurs d'éducation culturelle les a apparemment rassurés... Et puis le syndicalisme paysan a eu bien d'autres soucis !

Il reste à voir comment le système a pu fonctionner. Nous emploierons pour cela les concepts de la sociologie des systèmes complexes. C'est assurément moins exaltant que le vocabulaire prophétique ou celui de la lutte des classes, mais l'approche pluridisciplinaire doit bien commencer par l'apport d'une discipline... surtout si elle est présentée à titre hypothétique.

II. LE FONCTIONNEMENT DU SYSTEME

"Dans quel philtre, dans quel vin, dans quelle tisane noierons-nous ce vieil ennemi ?" répétait Macbeth... Une partie de l'enseignement public agricole (et non seulement les administrateurs) n'a cessé de reprendre cet anathème. Le système a survécu, avons-nous dit, parce que, pour une partie importante de ses acteurs, "la ferveur animationniste" avait un sens, en fonction de tendances majeures de la société française, mais également parce qu'il produisait des qualités spécifiques profitant à l'ensemble des partenaires. Mais qui dit système, dit mécanisme de régulation. Si le système a duré, c'est par la force des choses, mais également par la présence d'hommes ayant joué des rôles ... majeurs dans l'évolution d'ensemble. Nous nous limiterons à l'explicitation du rôle social sans, bien entendu, émettre un

jugement de valeur sur leur action, et encore moins mettre en cause des personnes. Il s'agit d'hypothèses de travail sur lesquelles les intéressés auront tout le loisir de s'exprimer. Il eût été tout à fait incomplet, et même contraire à la vérité historique, de décrire un système sans traiter du rôle-clé joué en particulier par les deux acteurs qui ont assuré non seulement la régulation, mais également, sans prétendre refaire l'Histoire, la survie du système. Nous nous attacherons à clarifier leur rôle sociologique en utilisant deux concepts issus de la sociologie des organisations complexes, en l'occurrence celui du "marginal-sécant", et celui du "bouc émissaire".

Le marginal-sécant (M.S.)³⁰ est celui qui se situe à l'intersection de plusieurs sous-systèmes d'action. Il peut, de ce fait, disposer des informations et proposer des solutions pour diminuer, voire résoudre tensions et contradictions. Si ces solutions se révèlent opératoires, il peut disposer d'un pouvoir important. Ce rôle a été tenu par le responsable de l'Inspection, puis de la cellule "Animation".

Selon Freud, le bouc émissaire (B.E.) est celui qui est en situation d'être tué à la place du chef de clan mythique auquel la communauté rapporte, dans un rituel, ses propres fautes. Selon les sociologues³¹, il faut qu'il soit suffisamment loin du pouvoir, mais en même temps suffisamment élevé pour être socialement crédible. Dans le cas particulier, ce rôle a été tenu par le responsable du département "Animation" à l'I.N.P.S.A.

L'inspecteur "marginal-sécant" entretient des relations d'hostilité avec le Père auquel il a succédé dans ses fonctions d'inspection. Aux yeux du Père et de ses fidèles, il ne peut que trahir le projet initial en facilitant la récupération du système par l'administration traditionnelle. Mais, bien entendu, cette hostilité dûment manifestée et publique ne peut que renforcer sa crédibilité auprès des administrateurs nationaux et locaux pour lesquels l'élimination du Père (en l'occurrence le repli sur le G.R.E.P.) était la condition implicite de la

³⁰ Concept proposé par JAMOUS (H.) - *Contribution à une sociologie de la décision*. Paris, Ed. C. E. S. -C. N. R. S., 1967. Repris par CROZIER (M.), FRIEDBERG (E.) - *L'acteur et le système*. Paris, Editions du Seuil, 1977.

³¹ BONAZZI (G.) - Pour une sociologie du bouc-émissaire. Paris, revue Sociologie du travail, n° 3, 1980, pp. 231-240.

poursuite du système. Par ailleurs, il possède une relative autorité à l'I.N.P.S.A. dans la mesure où il est le cordon ombilical qui relie l'Institut à l'autorité supérieure pour plaider les dossiers. Auprès des animateurs, sa situation n'est pas mauvaise puisque son destin administratif est indissolublement lié à celui du corps. Il est lui-même professeur d'éducation culturelle. Il ne peut, sous peine de suicide administratif, s'aliéner la corporation en effectuant des inspections drastiques. Sa capacité d'expertise consiste pour l'essentiel à régler les problèmes des uns et des autres de manière tout à fait pragmatique. Au sens propre du mot, "il rend service"...

Le "responsable bouc-émissaire" a été, d'emblée, placé dans une situation idéale pour servir de surface projective à conflits. Ses relations avec le Père sont évidemment très mauvaises, mais il en est le successeur pour assurer la continuité auprès des générations montantes. Comme le Père, il se réclame de l'héritage de l'éducation populaire et croit en la spécificité du corps d'animation malgré la concession du repli sur les établissements. Il s'agit d'un néo--fonctionnaire dont "l'habitus"³² rappelle celui des mouvements socio-éducatifs dont il a été autrefois le permanent. Pour l'administration, bien malgré lui, il est le fils, et même le mauvais fils, car il ne possède pas la connaissance des groupes de pression internes et des circuits administratifs. A l'I.N.P.S.A., dans les années post-68, son autorité est contestée par les stagiaires, mais ni plus ni moins que celle de ses collègues. Il doit faire front avec une équipe généreuse mais disparate pour imposer des contenus à des promotions n'en finissant pas de remettre en cause ce qui avait été décidé la veille. Avec les premiers directeurs de l'I.N.P.S.A. nommés provisoirement en attendant la sérénité d'une Inspection Régionale, les relations sont celles d'un marchandage de bon ton. Sa présence est une caution auprès des promotions. Il peut être un intermédiaire utile. Auprès de la corporation d'animateurs, son audience est très diversifiée. Il est évidemment renié par les fils qui vivent sur la nostalgie de la formation idéalisée de la période G.R.E.P.. Elle est excellente auprès de ceux qui croient à la spécificité du corps et à sa possible insertion pour animer les structures de l'enseignement public.

³² Habitus : terminologie empruntée à BOURDIEU (P.). Ensemble de prédispositions et d'attitudes qui témoignent d'un héritage culturel.

Au départ, le marginal-sécant a une position relativement fragile. Administrativement, il "fait fonction de..." et ne possède pas d'autorité hiérarchique. Mais toute sa stratégie consiste à se créer des relais :

- Relais à l'Administration Centrale en acceptant de régler ou atténuer les problèmes plus ou moins majorés, suscités par l'insertion du corps. Il n'hésite pas à affronter les situations difficiles.
- Relais auprès des animateurs : il est systématiquement consulté sur tous les problèmes concernant la gestion du corps. Est-il possible d'entretenir de mauvais rapports avec celui qui sera amené à se prononcer sur votre mutation ou votre promotion ?
- Relais auprès des administrateurs et auprès des organismes de développement rural qui ont des vocations « animationnistes ». Ce secteur de l'animation est certes ambigu et conflictuel, mais il s'agit d'une zone d'incertitude à investir. La connaissance acquise par le M.S. dans ce domaine est précieuse. Il dynamise l'action administrative par des actions ponctuelles, en obtenant des crédits, en mettant des personnels à disposition. Certes, la politique globale n'apparaît pas clairement mais, en cette période mutante, l'essentiel est de s'allier un segment de l'environnement social convoité par la Direction de l'Aménagement au Ministère, le Ministère des Affaires Culturelles, notamment les Foyers Ruraux.

Par ailleurs, l'existence du B.E. est très importante pour le M.S. : il peut attribuer à la formation la plupart des problèmes et conflits dus à la difficile insertion du corps. Il n'a pas de peine à rallier à cette thèse une grande partie des fils pour lesquels la nostalgie était toujours ce qu'elle était et, bien entendu, une grande partie des administrateurs. Pour ces derniers, depuis 1969, en effet, le recrutement de ces personnels est au-dessus de tout soupçon. Il est effectué par un groupe d'une quinzaine de personnes, composé selon des règles de savants dosages, de formateurs, de professionnels et de personnalités extérieures. Avec un personnel recruté à l'aide d'un philtre aussi subtil, les problèmes ne peuvent qu'être imputés aux méthodes de formation, voire aux individus eux-mêmes. Cette politique implicite

porte peu à peu ses fruits, et le M.S. accède à l'existence administrative jusqu'à se rendre quasi-indispensable pour le fonctionnement du système.

En regard, le B.E., avec des difficultés certes, mais finalement avec succès, assure la maintenance de la structure de base. L'Institut passe en réalité sans dommage la période post-68 durant laquelle beaucoup d'institutions analogues ont sombré ou ont fait l'objet de solides reprises en main idéologiques de la part des autorités de tutelle. Mais l'énergie nécessitée pour le maintien du métabolisme interne limite le temps nécessaire pour structurer des relais dans l'environnement. Par ailleurs, pour lui, l'Administration Centrale est un lieu homogène et non un centre de décision habité par des groupes de pression aux stratégies diverses. Il limite son impact extérieur aux classiques associations volontaires et syndicats porteurs de valeurs traditionnelles de l'éducation populaire. De ce fait, pour lui également, l'existence du M.S. est importante. Fonctionnellement d'abord ; il n'a aucun rapport, sinon d'hostilité larvée, avec les administrateurs, notamment ceux de l'Administration Centrale. D'autre part, sur le plan symbolique, il peut hautement reprocher au pouvoir son absence de politique claire, son empirisme, voire son arbitraire dans la gestion du corps, plus quelques péchés véniels dus à l'air du temps, en l'occurrence l'atmosphère quelquefois bouillonnante d'un Institut situé aux frontières de l'actualité.

En fait, il est possible de se demander a posteriori si, entre 68 et 76, le système aurait survécu s'il n'y avait pas eu alliance conflictuelle entre M.S. et B.E. ou plutôt, comme dirait un homme politique connu, une union dans le combat. Toutes les conditions étaient réunies pour que les tensions entre sous-systèmes deviennent des contradictions majeures au détriment du corps des animateurs socio-culturels. Durant cette période, les conflits entre les pouvoirs et les institutions culturelles ont été très nombreux. Le pouvoir administratif surestimant considérablement leur impact et les responsables des dites institutions ne sachant pas toujours s'allier les organisations de masse susceptibles d'être des contre-poids efficaces. Les combats, bien entendu, se terminant par la fermeture de l'institution et l'exclusion des responsables. C'est, notamment, le conflit d'ampleur nationale entre le ministre de la Jeunesse et des Sports et la Fédération Française des Maisons des Jeunes et de la Culture, entre les municipalités

de Bourges, de Nice, de Thonon et leurs directeurs de la Maison de la Culture. Les Centres de Formation de travailleurs sociaux ne sont pas épargnés, y compris ceux qui dépendent d'associations volontaires, telle l'Union Française des colonies de vacances. L'assemblée permanente des Chambres d'Agriculture transforme juridiquement son centre de Trie-Château en centre d'utilité. La grande peur de Mai 68 continuait à faire ses ravages. Mais, sans nul doute, les vaillantes populations animationnistes se sont quelquefois comportées comme si les masses populaires étaient prêtes à dresser des barricades dans le Faubourg Saint-Antoine pour défendre leur institution. Quelle ne fut pas leur amertume lorsque, ayant rompu des lances avec l'autorité, elles prirent la mesure de la solitude de l'animateur de fond ! Il fallut bien se rendre à l'évidence : la contestation post-68, même si elle était souvent justifiée par un moralisme borné, n'était pas encore identifiée à la lutte des classes.

Au Ministère de l'Agriculture, le système d'animation a survécu. Les stratégies du M.S. et du B.E. n'y sont assurément pas étrangères. Jusqu'à quel point ? Peut-être des études comparatives entre systèmes analogues nous permettraient d'entrevoir une réponse. Mais ce n'est pas sûr... Les sciences humaines ont des limites. Il faut oser des intuitions fortes, et celle-là en est une.

-
- •

La description de la suite des événements demanderait des talents de chroniqueur alliés à l'expertise sociologique. Limitons-nous à deux incidents, l'un mineur, l'autre qui a défrayé la chronique.

Un premier incident mineur a éclaté lorsque le B.E. a proposé que la formation des animateurs soit négociée entre l'Administration Centrale, l'Inspection et l'Institut, en utilisant la méthodologie de la pédagogie par objectifs. Où irait-on, en effet, si les objectifs de formation étaient énoncés en termes de comportement observables ? Finies les zones d'incertitude et surtout la possibilité d'imputer au B.E. les péchés de la communauté ! L'affaire fut, bien entendu, promptement enterrée au nom des principes intangibles de la pédagogie.

Un deuxième incident a abouti à l'élimination du B.E. : l'affaire Pouvillon. Elle mérite d'être racontée de manière lapidaire. Pouvillon avait organisé un "sit-in" avec ses élèves en remettant en cause la hiérarchie. Muté, il récidiva. Il se heurta cette fois à l'ingénieur d'agronomie directeur du lycée, qui fit front avec l'appui des parents d'élèves. L'affaire était d'importance certes ! Mais il ne s'agissait pas d'un viol collectif ni de l'arrivée des Vandales. Cette affaire prit un parfum de scandale lorsque les médias s'en mêlèrent. Même l'austère *Monde* y consacra trois colonnes. Le corps technique dominant était ainsi mis en cause publiquement. Commissions de discipline, bien sûr ! Mais aussi tribunal civil, le directeur étant accusé de diffamation. L'alliance conflictuelle entre le M.S. et le B.E. ne put résister. Le M.S. ne pouvait que se désolidariser publiquement ; le B.E. ne pouvait qu'appartenir au groupe soutenant Pouvillon. N'ayant pas été assez habile pour prévoir l'incident et rechercher d'autres bases arrières, il passait de l'état de B.E. virtuel à l'état de B.E. effectif. Il était proposé comme victime sacrificielle, non seulement au corps d'agronomie mais également à tous les membres de l'enseignement technique agricole et parents d'élèves demandant une justice réparatrice. Pouvillon devait être puni, certes, mais ce châtement n'était pas assez exemplaire. Il fallait une victime plus élevée dans la hiérarchie pour qu'elle soit crédible. Il fallait tuer le Père une deuxième fois. Le B.E. fut sacrifié. La corporation mena à son égard un combat d'honneur, mais se résigna à pratiquer la stratégie de la pieuvre, c'est-à-dire perdre un membre au profit de l'adversaire pour protéger le corps. Il se trouva bien un fonctionnaire pour proposer des modalités fonctionnelles de collaboration organique entre les trois sous-systèmes, mais c'était mettre en place une technique administrative pour répondre à une poussée sulfureuse de l'inconscient collectif demandant justice.

Toutefois, dans le milieu feutré de la Fonction Publique des sociétés hautement civilisées, les B.E. ne finissent pas sous la lame d'obsidienne des grands-prêtres. Les drames à la Sophocle se terminent souvent par des comédies de Labiche, même si l'opération est coûteuse sur le plan psychique pour les intéressés. Le B.E. fut affecté en qualité de chargé de mission auprès du Directeur Général où il fit rapidement la preuve de son adaptabilité aux contraintes. Le Directeur Général donnait ainsi satisfaction au chœur des puissances ven-

geresses. Par ailleurs, il démontrait son ouverture à l'innovation en transformant les ferments anarchisants en conseillers techniques .

... Et cela donnait au B.E. l'occasion de rencontrer le M.S. dans les couloirs.

-
- •

Mais il est un élément du système tout à fait déterminant, à la fois impossible à ignorer et, en même temps, impossible à traiter avec le minimum d'objectivité. Il s'agit du contenu des activités et du public. Ici l'absence de travaux d'études se fait sentir. En fait, comme nous l'avons signalé, il serait bien vain d'incriminer le manque de crédits ou de personnel spécialisé. Il est toujours possible de rechercher des crédits lorsque les acteurs acceptent l'opportunité d'une investigation. Nous l'avons dit : au cours de cette première étape, personne n'avait intérêt à éclairer la situation. Comme il était impossible de répondre à la vocation charismatique d'agent préposé au changement et à la rénovation, chacun s'est employé à développer dans l'ombre une stratégie diversifiée pour se tailler un habit à sa mesure. Bornons-nous à constater quelques étapes de la réflexion et, surtout, ce qui est le plus intéressant, les réactions qu'elles ont suscitées.

La première étude (1970) a été effectuée par Mme Besson sur les attentes des différentes parties prenantes en matière d'animation. Le rapport faisait état du désarroi du corps face aux attentes contradictoires de la hiérarchie, des élèves ou stagiaires, des parents, des O.P.A.... Nous dirions aujourd'hui face aux injonctions paradoxales provoquant fermeture et repliement. Une touchante unanimité entre l'administration et le syndicat aboutit à un rejet pur et simple. L'étude de Mme Besson a même disparu des archives. Réaction bien compréhensible ! Fallait-il révéler, deux ans après "les fleurs de Mai" que l'adolescent animation, à peine remis d'une grave maladie, était attendu par des parents qui n'en finissaient pas de se disputer sur son destin potentiel ? Il était bien préférable de vanter son dynamisme et sa maturité. Cela donnait bonne figure vis-à-vis du monolithisme des corps techniques. Les intéressés n'avaient nul besoin d'une caisse

de résonance pour faire connaître l'étendue de leur perplexité face aux contradictions objectives auxquelles ils s'affrontaient.³³

L'étude de Loupias (1977)³⁴ procédait d'une excellente intention : quelles sont les activités réelles des animateurs mis à disposition ? L'administration, ayant constaté, au fil des jours, la diversité des tâches effectuées en fonction d'opportunités difficiles à saisir, demande à Loupias de réaliser cette étude. Le principe en est simple : la dénomination "animateur" cèle des réalités diverses, voire des métiers totalement différents. En effectuant une analyse des tâches, des situations professionnelles, des attentes, des incidents critiques, il sera aisé de déterminer les qualifications nécessaires et, par-delà, des modalités de formation différenciées. Cette méthode paraît aujourd'hui dépassée, mais, à l'époque, elle avait le mérite d'apporter un premier éclairage. A peine rédigée, l'enquête disparaît dans la trappe du père Ubu, sans même les cris vengeurs des Palotins non informés du drame. Ubu réapparaît plus tard, lorsque l'étude circule à l'I.N.P.S.A. sous forme d'un document de travail interne. L'auteur est alors menacé des foudres disciplinaires. Plus de douze ans après la naissance du corps, la connaissance approximative des tâches des animateurs mis à disposition devient une véritable atteinte à l'intégrité du territoire, assimilable à un secret de Défense Nationale ! Le Tribunal ne sera pas saisi : l'ampleur du délit ne lui était pas totalement apparue.

L'étude effectuée en 1980 par Madame Bonnevalle et Bourgarel s'intitulait : *Éducation socio-culturelle et extériorisation dans l'enseignement agricole public : réalité et discours*³⁵. Il s'agissait d'une enquête limitée à une région d'agronomie sur les possibilités, pour les animateurs, d'intervenir dans des actions en direction du milieu rural. L'enquête concluait au décalage entre le discours idéologique des circulaires et la réalité d'une profession de plus en plus conforme

³³ GIRARD (R.) - *La violence et le sacré*. Paris, Ed. Grasset, 1982.

³⁴ LOUPIAS (P.) - *Analyse des situations professionnelles d'animateurs mis à disposition*. Dijon, I.N.P.S.A., 1978.

³⁵ BONNEVALLE (N.), BOURGAREL (P.) - *Éducation socio-culturelle et extériorisation dans l'enseignement agricole public : réalité et discours*. Dijon, Document I.N.P.S.A., 1980. Non publié.

au modèle enseignant. Idéologie devant être pris ici au sens marxiste, c'est-à-dire du rapport imaginaire des individus aux conditions réelles d'une situation sociale. Les relations avec le milieu rural étaient exclusivement le fait des corps techniques. Suivaient quelques considérations fortuites sur l'absence de liaisons opératoires entre les établissements et l'institut de formation. Cette coupure étant, à l'époque, assez systématiquement organisée selon des délimitations territoriales obéissant à des rationalités contingentes et totalement inconciliables. Cette fois-ci, l'auto-censure joua à plein. L'I.N.P.S.A. ne jugea pas utile de faire connaître un document mettant en cause les corps techniques dominants, et une littérature administrative ayant une simple fonction de catharsis libérateur. En effet, une fois de plus, l'institut était menacé d'être dépecé par des "réformateurs" voulant démontrer leur dynamisme en s'attaquant à l'établissement dont les missions étaient les plus fragiles, donc les plus contestables, assumées par des personnels contractuels ou rétribués sur conventions. Nul besoin, dans une telle conjoncture, de s'aliéner quelques alliés potentiels ! L'étude ira directement rejoindre les archives de l'I.N.P.S.A.

La dernière tentative (1984) est passionnante à plus d'un titre³⁶ :

- Tout d'abord, par son financement. Placée sous la double tutelle des Ministères de l'Agriculture et de la Culture, cette étude bénéficie d'un budget convenable.
- Par l'organisme promoteur - le G.R.E.P. - toujours présidé par le Père. Ce dernier va évaluer son propre enfant, abandonné à l'Assistance Publique. Comme tout enfant abandonné, il a suscité une demi-douzaine de pères putatifs voulant bien assumer ses qualités, mais assurément pas des errements coupables dus à une névrose d'abandon mal dominée.
- L'étude est dotée d'un comité de pilotage comprenant des universitaires et la plupart des parties prenantes.

Comment le chargé d'étude allait-il émerger de cette jungle d'attentes ? Le résultat est tout à fait passionnant. C'est un recueil très

³⁶ JUFFE (M.) - *Évaluation de l'animation socio-culturelle au Ministère de l'Agriculture*. Paris, 13-15 rue des Petites Ecuries 75010, Etude G.R.E.P. ,

complet de tous les stéréotypes - lieux communs - inspirations - désirs - espoirs et rejets suscités par l'animation socio-culturelle depuis vingt années. A ce titre, ce document est un véritable "dictionnaire des idées reçues". L'animation socio-culturelle a trouvé son Flaubert et, pastichant ce dernier, nous pourrions dire : "Face à une demi-douzaine de pères épanouis se trouvent vingt années de servitude"...

Certes, nous bénéficions par ailleurs d'un historique - d'une description de sept établissements - d'une énumération des activités - d'une inspection de la vie scolaire. Il est vrai que le tableau n'est guère roboratif : l'ensemble fait plutôt penser aux décors sartriens de *La Nausée* à base de mobilier dégradé, d'odeurs aigres et refroidies, de méditations moroses sur l'infinie médiocrité du genre humain, l'auto-ritarisme désuet ou larvé... La lecture donne le sentiment d'un "écaurement douceâtre" plus proche du Néant que de l'Etre ! Un excellent exemple de la sociologie du constat désolé, hormis quelques commentaires sur des écrits dépassés. Sans vouloir faire de mauvais jeux de mots, la double tutelle de la Culture et de l'Agriculture aurait pu favoriser une réflexion sur les contenus culturels diffusés dans les sept établissements (dont au moins quatre témoignent d'une véritable originalité, selon d'autres sources). Malheureusement, il n'en est rien, une fois de plus ! Peut-être l'auteur s'est-il heurté à de réelles difficultés pour participer longuement à des séances d'animation, à des heures de cours, des veillées, des fêtes, et ainsi nous faire pénétrer dans l'univers culturel des jeunes, de l'établissement, et le mode d'intervention (ou de non-intervention) du système d'animation dans cet ensemble ?...

•
• •

L'expérience semble démontrer la vanité des efforts lorsque les recherches portent exclusivement sur le secteur socio-culturel. Malgré les déclarations d'intention, la réaction de fermeture joue inévitablement et les résultats apparaissent dérisoires ou font régresser la situation. La méthode consistant à coder la profession de l'extérieur, muni d'une grille d'analyse, n'est guère opérante. Pas plus que la juxtaposition d'opinions définitivement opposées, la liste des obstacles ou des faux déterminismes. La solution nous est apportée par les

stratégies militaires : face à l'encerclement des injonctions contradictoires, il ne s'agit plus de se crisper dans une attitude défensive mais de rompre le combat, décrocher, et attaquer sur un front plus large avec de nouveaux alliés. En l'occurrence, l'action de l'animateur est inséparable d'une réforme globale des contenus diffusés par le système éducatif et d'une ouverture aux acteurs économiques et sociaux. L'accent mis ces dernières années sur les méthodes (y compris le rapport Legrand) a montré ses limites. La gestion des fonctions de l'espace rural dans un contexte de crise et la qualification de masse des jeunes et adultes demandent impérativement une réflexion sur les contenus. Nous y reviendrons dans le Tome II.

III. LA STRATEGIE EN QUESTION :

DE LA PLANIFICATION SCIENTISTE A LA CONSTRUCTION

D'UN SAVOIR COLLECTIF

Arrivé à ce stade de la réflexion, il peut apparaître utile de traiter de la stratégie de l'auteur. Ayant été l'un des éléments promoteurs du corps d'animateurs, il serait trop modeste, ou bien outrecuidant, de considérer mon rôle comme négligeable. Aussi vais-je me permettre un récit à la première personne. Il appartiendra aux spécialistes d'en détecter les conditions de production, simple symptôme de l'Appareil Idéologique d'État, ou instinct physiologique, ou bien encore concession au courant actuel du "retour de l'acteur" dans le champ des sciences sociales.³⁷

Nous l'avons dit, au cours de la période tourmentée qui a suivi les années 68, la notion de développement culturel concerté n'avait point survécu, mais dans les commissions des IVème et Vème Plans, dans les colloques sur la planification démocratique organisés par la C.F.D.T., dans les groupes de travail du Haut-Comité à la Jeunesse, de nouvelles solidarités s'étaient créées. Le petit monde de l'éducation populaire s'était ouvert aux vastes perspectives mobilisatrices

³⁷ TOURAINE (A.) - *Le retour de l'acteur*, Pais, Ed. Fayard, 1984.

des administrations de mission, notamment la délégation à l'Aménagement du Territoire. Par ailleurs, les sociologues militants Dumazedier et Chambart de Lauwe travaillaient en étroite collaboration avec Augustin Gérard, chef du service des études du tout nouveau ministère des Affaires Culturelles. Au départ, ce petit groupe, très actif, réunissait pour l'essentiel des "anciens d'Uriage", cette abbaye de Thélème fondée en 1940 pour former les futurs hauts fonctionnaires et qui, dès 1942, devait constituer le noyau dur des "équipes volantes" des maquis du Vercors, portée par l'image d'une nation au service de la République, délivrée des miasmes du parlementarisme, s'incarnant dans une volonté populaire qui rejetait à la fois le capitalisme des égoïsmes individuels et le collectivisme des sociétés grises. A ce "lobby" initial, s'était ajoutée la génération (dont j'étais) accédant aux postes de responsabilités dans les années 60. Certes, ce regroupement ne s'est pas effectué sans équivoque, en particulier dans les relations entre "décideurs" et sociologues. Tout s'était passé, en effet, comme si la sociologie était devenue une science à l'image de la physique ou de la biologie,³⁸ disposant d'un corpus stable, acceptée par l'ensemble de la société savante, et auquel le Prince peut faire appel pour gérer efficacement le changement social. Au cours des années 60, les dirigeants du secteur associatif étaient à l'unisson des syndicats et des gestionnaires de l'État dans cette ferveur vis-à-vis d'une sociologie fonctionnaliste, contribuant à élaborer des politiques prévisionnelles. Cette conception scientiste de l'action culturelle avait subi les assauts de la sociologie critique, qui allait bientôt créer ses propres tribunes et contribuer à pourfendre l'idéologie d'Uriage modernisée par la Vème République planificatrice³⁹. Mais si l'"idée" avait été mise à mal par l'imaginaire social de Mai 68, les réseaux créés au cours des IVème et Vème Plans avaient suscité des solidarités durables. En particulier, ce tissu relationnel m'avait permis d'accéder aux centres de décision de la politique d'animation socio-culturelle.

³⁸ DROUARD (A.) - *Le développement des sciences sociales en France au tournant des années 60*, Paris, Ed. du C.N.R.S., 1983.

³⁹ Lire notamment *La production de l'idéologie dominante*, N° spécial, N° 2/3, Actes de la recherche en sciences sociales, Paris, juin 1976.

En rationalisant, a posteriori, ma stratégie implicite s'est organisée autour de trois axes :

- Structurer et formaliser de l'extérieur les expériences les plus significatives dans le domaine de l'animation par la méthode de "rationalisation des choix budgétaires".
- Expérimenter des méthodes spécifiques de formation des adultes.
- Créer les conditions favorables à la mise en place du département "Education Permanente".

Développons.

DE LA « RATIOALISATION DES CHOIX BUDGETAIRES »

OU L'ECHEC DE LA PLANIFICATION SCIENTISTE

Au cours des années post-69, Jacques Duhamel a accédé au Ministère de l'Agriculture. Représentant le Centre, il a négocié l'entrée de sa famille au gouvernement, sur le thème des libertés et de l'Europe. Par ailleurs, son directeur de cabinet, Jacques Rigaud, est un spécialiste des media et de l'action culturelle. Ils se présentent avant tout comme des pragmatiques et des gestionnaires. Aussi, malgré les chœurs zélés qui montent des provinces et quelques velléités d'administrateurs centraux, l'atmosphère n'est pas celle de la Restauration monarchique. Soucieux, avant tout, d'apparaître comme un gestionnaire réaliste et d'esprit européen, Duhamel passe beaucoup de temps à négocier avec Bruxelles, avec l'appui sans cesse remis en cause des organisations agricoles. A l'intérieur du ministère, il souhaite orienter les directions vers des actions à long terme, et provoque la mise en place d'une cellule "rationalisation des choix budgétaires"⁴⁰. De quoi s'agissait-il ?

Un décret du 13 mai 1968 avait confié à Huet, Directeur Général de l'Économie et des Finances, le soin d'expérimenter une méthode ten-

dant à rationaliser les choix et à contrôler les résultats de l'action administrative : l'analyse coûts - rendements, jusqu'ici l'apanage du secteur privé, avait officiellement droit de cité dans les administrations traditionnelles. Mac Gregor remplaçait Courteline. Curieuse coïncidence de dates ! Le dixième anniversaire de la chute du Gouvernement général d'Algérie, prélude à l'effondrement de la IVème République, correspondait à une reprise en main des prérogatives du Commissariat au Plan en matière de programmation prévisionnelle par le Ministère des Finances, toujours impérial, jacobin et sûr de lui. Hegel aurait vu dans cette coïncidence une ruse de l'Histoire, les marxistes classiques l'épiphénomène d'une crise profonde du système capitaliste tentant de résoudre ses propres contradictions. En invitant les agents de l'État à mieux réfléchir sur les objectifs poursuivis par leur service, à étudier tous les moyens alternatifs pour atteindre ces buts, et surtout à contrôler les résultats par des indicateurs socio-économiques, les promoteurs souhaitaient introduire les techniques de management issues des prestigieuses écoles de gestion américaines et, ainsi, assurer des liaisons opératoires avec le secteur privé.

Au Ministère de l'Agriculture, une cellule est aussitôt mise en place et, très rapidement, ingénieurs et administrateurs sont initiés à l'élaboration d'objectifs, la détermination groupes-cibles et à l'évaluation multi-critères. La méthode est alors utilisée à grande échelle pour la mise en œuvre des plans d'aménagement ruraux (P.A.R.) et des plans pluriannuels de développement agricole (P.P.D.A.), en collaboration avec les organisations agricoles, elles-mêmes parties prenantes de cette mutation intellectuelle. Mais la volonté rationalisatrice ne s'arrête point aux bornes des options techniques, elle s'étend également aux objectifs d'action sociale, dont les crédits s'enflent toujours dangereusement aux yeux du Ministère des Finances, en particulier le budget annexe des prestations sociales agricoles. Aussi, dès le début 1969, Vaillant, Sous-Directeur des Affaires Sociales, me demande de participer à l'élaboration d'une politique prévisionnelle d'action sanitaire en milieu rural. Des journées d'étude sont organisées à cet effet, entre mars 1969 et mai 1970, à l'intention des chefs de bureau et administrateurs de la Direction des Affaires sociales. Un groupe continue à travailler entre octobre 1970 et mai 1971 pour effectuer un véritable travail de

⁴⁰ Collectif : *Rationalisation des choix budgétaires. Vers une nouvelle raison d'État ?* Paris, La Documentation française, 1971.

"R.C.B." sur les objectifs de la Direction. Le document final est publié en octobre 1971.⁴¹

A partir de cette expérience, il m'apparaît souhaitable d'extrapoler les bienfaits de la R.C.B. au secteur éducatif et, tout spécialement, à l'animation socio-culturelle. Hypothèse de base : en appliquant à son champ d'action les mêmes méthodes que l'ingénieur ou l'administrateur civil, l'animateur gagnerait ainsi ses galons d'honorabilité et, peut-être, à l'issue d'une démarche commune, les plans d'aménagement ruraux pourraient inclure une planification culturelle, avec des objectifs dûment datés et hiérarchisés. Par-delà l'action publique, ils pourraient apporter un soutien psychothérapeutique à des directeurs d'établissement toujours inquiets "d'initiatives culturelles ayant des relents de Mai 68..." selon l'expression d'un préfet de l'époque.

Une première rencontre fut organisée à Dijon en 1971 ; un quarteron d'animateurs soigneusement choisis pour leur pragmatisme s'efforcèrent de démontrer la linéarité entre les finalités généreuses des premières phalanges et le réalisme de leurs objectifs au service de la communauté éducative. Un document rapidement diffusé provoqua à la fois l'enthousiasme contrôlé des promoteurs, le scepticisme condescendant des hiérarques, et le mépris affiché de tous ceux qui, tel l'Oreste des Mouches, se voulaient irrécupérables par les puissances dominantes. Cette politique, non désavouée, pouvait être considérée comme implicitement acceptée, et elle le fut explicitement lorsque le nouveau Directeur Général Gauthier accepta de co-présider une rencontre nationale sur le thème "Fixer les objectifs -Évaluer les résultats", organisée en collaboration avec l'Institut National d'Éducation Populaire (1973)⁴².

Regroupant des administrateurs des Ministères de la Jeunesse et de l'Agriculture, des fonctionnaires du Plan, des sociologues, ingénieurs et animateurs culturels, ces journées réunissaient apparemment toutes les conditions pour élaborer une méthodologie permettant d'émerger des marasmes de Mai 68... Le programme était très repré-

⁴¹ CHOSSON (J. F.) - *La formation des formateurs dans la Fonction Publique*, in revue Education Permanente, n° 12, Paris, oct.-nov.-déc. 1971.

⁴² Collectif Fixer des objectifs = Évaluer des résultats. Marly-le-Roi, rue Blumenthal 78000, Document I.N.E.P., 24-25-26 mai 1973.

sentatif du climat intellectuel de "l'esprit du Plan", revu et corrigé par les travaux nord-américains assortis de quelques concessions verbales à la nécessaire implication des populations concernées, pure allusion sémantique à "l'esprit de Mai" dont les alizés finissants devaient amender les ardeurs rationalisantes.

Au cours d'un premier exposé, Cazes, de la commission Prospective du Commissariat au Plan, pose quatre questions fondamentales :

- Comment apprécier l'ampleur des problèmes sociaux ?
- Qui reçoit le bénéfice et qui supporte la charge des dépenses sociales ?
- Qu'est-ce qui rapporte le plus à la collectivité ?
- Comment améliorer le rapport "coût/efficacité" des actions entreprises ? ... le concept "social" englobant, bien entendu, le "culturel" ou, plus exactement, l'action "non-économique".

Cazes effectue un vigoureux plaidoyer pour la clarification d'objectifs dûment budgétisés, afin que les orientations politiques soient jugées en termes d'efficacité, et non en fonction de finalités généreuses mais peu explicites. Imbert, sociologue, caractérise les "éléments pour une politique consciente du développement culturel". Après s'être refusé à définir la culture, puis avoir défendu le projet d'un cadre de références permettant de juger les politiques poursuivies, il formule une question-clé : est-il possible de formaliser des critères pour l'élaboration et le contrôle d'une politique de développement culturel ? Fort prudemment, il pense qu'une telle question ne peut être posée qu'en référence aux processus relationnels mis en œuvre dans toute démarche pédagogique, et conclut en définitive que c'est en terme de "stratégie raisonnée" que doit être posé ce problème. La méthode des indicateurs sociaux et leur adaptation aux critères de l'action culturelle font l'objet d'un exposé préalable et d'une discussion, en référence aux travaux nord-américains sur la comptabilité sociale. Verpraet et Suzini traitent des démarches utilisées par les villes de Rennes et d'Annecy pour la programmation des équipements culturels.

Cette énumération des principales interventions laisseraient croire que cette rencontre a pu avoir valeur fondatrice d'une nouvelle politique. En fait, elle n'eut guère de retentissement, comme le démontra, trois ans après, la rencontre du Morvan (1976), réunissant les animateurs

mis à disposition, des associations-parcs naturels ou organisations professionnelles. Certes, du seul point de vue méthodologique, l'effort intellectuel aboutit à des documents utiles pour une meilleure connaissance des actions entreprises. En particulier, Françoise et François Martin élaborent un programme prévisionnel, à partir des actions entreprises, pour la mise en œuvre d'actions en faveur de la Corse de l'intérieur. Ils articulent les programmes autour de quatre objectifs majeurs⁴³ :

- Former des adultes habitant la région.
- Favoriser l'installation des jeunes.
- Participer à la vie culturelle de la région.
- Publier et diffuser des documents.

Malgré l'important investissement intellectuel nécessité pour la préparation de ces sessions, les résultats ne furent pas à la hauteur des ambitions initiales. Au total, il en resta un excellent exercice d'entraînement mental centré sur les opérations intellectuelles orientées vers l'action..: "Finalités / objectifs / buts", "Méthodes / moyens / indicateurs de résultats", ainsi qu'une analyse plus fine des différents niveaux de décision - rien de plus qu'une formation intellectuelle à des cadres d'analyse, somme toute assez classiques, issus des méthodes de prévision. A quelles raisons imputer ce semi-échec ? Bien évidemment, la première explication revient à reporter sur la corporation l'absence d'enthousiasme pour l'adéquation aux démarches utilisées par les corps dominants, avec - bien entendu - une gamme étendue allant de la volonté de contestation endémique post-68 jusqu'au souci de protection par le repli sur des positions corporatistes celant des zones d'incertitude propices à des initiatives diversifiées. Mais peut-être convient-il d'aller au-delà des anathèmes simplistes, et de poser des questions essentielles sur l'opportunité de ce qui était, à l'époque, une nouvelle religion d'État. Trois causes nous apparaissent déterminantes :

- Tout d'abord, une conception scientiste des études décisionnelles. Nous l'avons dit, dans les années 60, les planificateurs-économistes avaient noué le dialogue avec les sociologues,

afin d'intégrer dans leurs perspectives "une vision moins partielle de l'homme". Il s'agissait d'extrapoler aux domaines sociaux et culturels les méthodes de l'économie. L'observation de la réalité devait être projetée dans l'avenir, en fonction des régularités des comportements collectifs. Jusqu'ici, les équipes de recherches sociologiques avaient vécu dans un relatif dénuement. Brusquement, elles voient s'ouvrir des possibilités de financement fort importantes de la part des instances parastatistiques et, surtout, la possibilité de s'imposer intellectuellement auprès des économistes, en remettant en cause les objectifs quantifiés de ces derniers au nom des besoins non satisfaits. La collaboration "décideur-sociologue" s'était établie sur une base équivoque. Le décideur demandait à la sociologie de répondre à des questions pratiques et, en particulier de lui donner les moyens de faire comprendre les décisions politiques aux populations concernées, en favorisant la participation. De leur côté, les sociologues souhaitaient déterminer eux-mêmes leurs thèmes de recherches, mais laissaient supposer qu'ils étaient détenteurs d'une "techno-science", selon l'expression d'Habermas, susceptible de contribuer à gérer les incertitudes du futur. En fait, "l'esprit du Plan" avait contribué à créer de nouvelles frontières entre décideurs-sociologues et responsables du secteur de l'animation sur une base ambiguë. Dans le schéma R.C.B. classique, l'étude des "besoins culturels" précédait la décision et, notamment, les premières promotions d'animateurs avaient été marquées par la présence forte de l'équipe de sociologie des loisirs du C.N.R.S. de Dumazedier - lequel avait fortement épousé les thèses planificatrices. Or, en fait, la plupart des animateurs qui, par la suite, avaient réussi à mener à bien des opérations, étaient plutôt des "créateurs sociaux" que des apprentis sociologues. Ils avaient pris des initiatives a priori, en fonction d'intuitions fortes, créé un courant d'échanges, suscité de nouvelles structures, puis, au fur et à mesure, opéré les rectifications nécessaires selon la conjoncture. Autrement dit, ce sont les groupes sociaux qu'ils avaient réussi à mettre en place qui avaient donné le sens, et non les études prévisionnelles ...mais comme ils faisaient des concessions à l'esprit du temps, ils ne manquaient point de faire référence à ces études comme à une liturgie permettant

⁴³ Document interne I. N.P.S.A., Dijon, 19 76.

d'accéder à l'honorabilité d'une Eglise provisoirement consacrée. Un écart - pour ne pas dire une rupture - entre le savoir reconnu des sociologues et le savoir "non légitimé" du créateur social" ou, en tout cas, un savoir non formalisé par écrit, pouvant être confronté aux productions issues de la société savante, ou des bureaux d'études des directions de l'Agriculture.

- Une deuxième raison apparaît tout aussi importante. Le passage du ministre Pisani à Edgar Faure n'était point seulement un renouvellement d'équipe ministérielle, mais bien une rupture dans la conduite des affaires de l'État. La vision politique l'emportait sur la conception hégélienne de l'État-entrepreneur, porteur d'une volonté nationale, situé au-dessus des vaines querelles partisans. Désormais, il convenait d'intégrer le facteur politique au cœur de la décision. Il n'était pas question de formuler une politique publique d'intérêt général autrement qu'en symbiose avec les organisations professionnelles, les associations rurales ou les décideurs politiques - et, le plus souvent, les trois à la fois. L'animateur démiurge laisse place au négociateur patient renouant sans cesse des liens épars autour de projets peut-être collectifs mais rarement communautaires, c'est-à-dire participant à la construction patiente et toujours recommencée d'un environnement culturel dont il est également l'agent.
- Enfin, et peut-être surtout, le discours rationalisant de la R.C.B. était avant tout adapté à la politique d'équipements. La politique sociale et culturelle avait consisté, pour l'essentiel, à construire des bâtiments en fonction de publics précis, ayant des besoins déterminés. Maisons de la culture, maisons des jeunes, centres sociaux, clubs de prévention, foyers ruraux, centres socio-culturels des lycées agricoles composaient un quadrillage culturel du territoire, défini par des normes et supervisé par une administration de tutelle ayant sa dynamique propre. Il était en effet aisé, pour les administrations, de concevoir d'ambitieux programmes R.C.B. en incluant la dimension culturelle sous forme d'équipements. Ainsi les auteurs des plans d'aménagement se devaient-ils, sous peine d'encourir la dénomination sans appel de "technocrates", de poursuivre une double finalité :

- o élever le niveau de vie des ruraux ;
- o mais, également, assurer le bien-être des populations concernées par des objectifs sociaux et culturels.

Chaque plan d'aménagement incluait un foyer rural, quelquefois sur-dimensionné par rapport au public potentiel. Pour l'aménageur, le foyer ou le centre socio-culturel devait apporter un utile contrepoint aux aspects techno-économiques des barrages collinaires ou des opérations d'irrigation - le supplément d'âme assorti au béton culturel devant être diffusé par un animateur ou un technicien "sciences de l'environnement", ce que Saëz appelle excellemment "l'État sans qualité"⁴⁴, un Etat produisant un discours essentiellement topique, où l'équipement donne une visibilité sociale à la qualité de la vie. Autrement dit, le projet culturel s'identifie à un projet spatialement maîtrisable par la programmation prévisionnelle. Mais, à partir des années 65-68, les mouvements sociaux, autrefois relativement homogènes autour des deux pôles Eglise et école publique, tendent à se fragmenter sous l'influence des nouvelles populations arrivant en milieu rural : résidents secondaires, jeunes travaillant à la ville voisine, néo-ruraux, associations de protection de la nature, voire les regroupements plus informels, par exemple les réseaux créés par les sessions 200 H, les stages de salariés, d'artisans ou de femmes actives agricoles. Ces mouvements ou catégories sociales sont porteurs de nouveaux styles de vie, de nouvelles formes de solidarités, de nouvelles utopies ; ils se fécondent par un imaginaire social coïncidant rarement (ou le plus souvent totalement ignoré) avec le discours topique des promoteurs d'équipements.

Est-il possible, a posteriori, d'effectuer un semblant d'autocritique ? La tentative consistant à appliquer les méthodes de la planification scientifique ne pouvait guère être prise en compte par la communauté animatrice, dans la mesure où les phénomènes politiques étaient de plus en plus prégnants, à la fois par les orientations du Ministère en matière de co-gestion et l'irruption des mouvements sociaux ; elle n'en a pas moins constitué un outil intellectuel à usage purement individuel pour s'entraîner à maîtriser un nombre limité d'objectifs réalisables, par-delà les contradictions, conflits, effusions communielles qui balisent

⁴⁴ GILBERT (C.), SAEZ (G.) - *L'État sans qualité*, Paris, P. U. F., Economie en liberté, 1982.

ordinairement la vie de l'animateur. En adoptant une visée plus large, le relatif échec de la R.C.B. a sonné le glas du modèle de l'État cybernétique, aux décisions transparentes pour tous et capable d'assurer sa propre régulation grâce à un "tableau de bord" basé sur des indicateurs sophistiqués ; mais cet échec a indiqué les voies de la réflexion qui s'est amorcée dans les universités rurales sur la nécessaire formalisation des différences devant précéder la construction d'un savoir commun. Il n'est pas d'action collective possible sans l'affrontement au passage nécessaire et créateur par la formalisation des pratiques des groupes sociaux, puis, à partir des différences, l'élaboration patiente et obstinée d'un corps doctrinal permettant les actions à long terme. Pour cela, il convient de disposer des méthodologies et des savoirs issus des bureaux d'études, mais également des connaissances de synthèses nées des pratiques quotidiennes. L'action culturelle est avant tout action de communication entre savoirs, une stratégie de la différence et de la libération préalable à toute rationalisation. Comme l'assurait Spinoza, "être le plus nombreux possible à penser le plus possible" (*L'Éthique*, chapitre 5-10).⁴⁵

EXPERIMENTER DES METHODES SPECIFIQUES DE FORMATION DES ADULTES

Par le canal de l'association "Peuple et Culture", j'animais depuis 1962 des sessions d'Entraînement Mental. D'abord destinée aux cadres des syndicats et des mouvements d'éducation populaire, cette méthode fut ensuite utilisée pour la formation intellectuelle des cadres de l'industrie et du secteur administratif. Personnellement, je n'avais jamais participé à des actions de longue durée dans le secteur de l'éducation des adultes. L'enseignement en "Promotion Supérieure" me donna l'occasion de cette épreuve de vérité, beaucoup plus significative que les euphoriques sessions de courte durée ou les expériences communielles des Universités d'Été. Je pus ainsi approfondir la pratique de l'entraînement mental et ainsi être en mesure d'écrire les deux ouvrages de base (1975 - 1981). D'une manière plus large, cette expérience me permit d'élaborer les objectifs d'un enseigne-

⁴⁵ Collectif Culture- politiques culturelles-développement, *Actes de la 11ème université Rurale Nationale*, Paris, F.N.F.R., 1 rue Sainte-Lucie 75005, 1986.

ment des techniques d'expression et de communication pluridisciplinaires intégrant également les apports de la psychologie sociale, de la linguistique et de l'expression corporelle.

En 1974, ce corps doctrinal me parut suffisamment expérimenté pour servir de base à la formation d'animateurs volontaires, susceptibles d'intervenir dans le secteur de l'éducation des adultes. Les participants ne manquèrent pas d'approfondir cette nouvelle approche d'un enseignement toujours dominé par les modèles de la classe de Français, ou pire encore, par les démagogiques séances d'expression débridées débouchant sur l'hypertrophie des conflits ou le néant des mots. Sans l'existence du corps d'animateurs, le service public n'aurait pu innover méthodiquement dans un domaine où les ingénieurs étaient relativement démunis. Il est certes difficile d'évaluer sereinement les résultats de cette opération. Bornons-nous à constater que - dans le domaine des techniques d'expression - le corps des animateurs intervient, non seulement auprès des groupes d'agriculteurs des C.F.P.P.A., mais également dans les grandes écoles d'ingénieurs, pour le perfectionnement des D.D.A., et des directeurs de lycée, les responsables des Chambres d'Agriculture, la formation des agents de développement, et il constitue l'ossature des intervenants du bureau "Formation des personnels" du Ministère⁴⁶.

Cet indicateur de résultats est certes tout à fait empirique, mais une analyse comparée des innovations pédagogiques entre le secteur public et le secteur privé au cours de ces quinze dernières années serait assurément pleine d'enseignements. Mon hypothèse : entre 1945 et 1965, ce sont les associations volontaires, la J.A.C. en particulier, qui ont été porteuses des innovations pédagogiques. A partir des années 70, c'est le service public qui a créé de nouvelles stratégies et de nouveaux modèles relationnels, tout spécialement dans le domaine de la construction de nouveaux "savoirs" puisant leurs racines dans la culture vécue des adolescents des lycées ou des adultes des C. F.P.P.A., plus précisément par l'apport spécifique du secteur "socio-culturel", lorsque les agents ont su développer et élargir des actions significatives en collaboration avec les ingénieurs et techniciens. Par ailleurs, ils ont eu le mérite de produire des écrits sur leur

⁴⁶ LOUPIAS (P.), CHOSSON (J. F.) - *Les quatre langages de l'animateur*, in Les Cahiers de l'Animation. Marly-leRoi, I. N.E.P., 4ème trimestre 1978, pp.15-25.

pratique dans des ouvrages et d'élaborer des méthodologies transmissibles⁴⁷.

CREER LES CONDITIONS FAVORABLES A LA MISE EN PLACE DU DEPARTEMENT EDUCATION PERMANENTE

La mise en place de ce département figurait explicitement parmi les missions de l'I.N.P.S.A. mais, ni l'Administration Centrale, ni les organisations professionnelles agricoles ne souhaitaient qu'il ait une existence réelle. Les administrateurs voulaient bien apurer l'héritage en assumant plus ou moins bien le département "Animation". Il fallait aussi un département "Promotion Supérieure" car il était impossible de ne point répondre aux charmes égalitaristes de la loi Debré. Mais un département "Éducation Permanente" ne pouvait que poser des problèmes avec les toutes-puissantes organisations professionnelles agricoles, seules habilitées politiquement à disposer d'une pensée en matière de formation des adultes. Aussi ce département n'avait-il ni argent, ni troupe, ni responsable officiel. Selon une méthode éprouvée dans la stratégie de guérillas, c'est le premier arrivé qui prend la casquette de capitaine. Il lui appartient ensuite de recruter des troupes et de faire suivre l'intendance... si son action se situe dans le sens de l'Histoire, et s'il s'appuie sur des forces sociales. Certes, j'étais aussi démuni que Mao dans les cavernes du Si-Kiang, mais les forces sociales, poussées par le vent de l'Histoire, avaient été à l'origine d'une avancée décisive dans le domaine de l'éducation permanente. En 1969, le patronat et les syndicats avaient signé un accord sur la formation professionnelle. En 1971, cet accord était devenu une loi étendue à l'ensemble des travailleurs. Chaban-Delmas avait fait de cette loi l'un des piliers de sa "nouvelle société", aidé en cela par Delors, chantre des aurores d'une Vie Nouvelle. Comme les deux autres piliers, à savoir la régionalisation et la participation ouvrière, se heurtaient au jacobinisme du Président et au conservatisme de l'électorat, tous les discours officiels, tous les médias se reportèrent

⁴⁷ Lire notamment LAFORGE (C. et J.) - *Lire plus et mieux*. Paris, Editions d'Organisation, 1982.

LEFEBVRE-BARDOT (M.), LOUPIAS (P.), DUFFANT (F.) - *Expression et raisonnement*. Paris, Editions d'Organisation, 1981.

sur la loi de 1971. Selon ses promoteurs, cette loi devait adapter les travailleurs aux mutations technologiques et conversions économiques, combattre les inégalités, favoriser le développement culturel des groupes et des individus, transformer le rôle de l'école. Grâce au 1 %, des ressources importantes sont dégagées. Le Ministère de l'Education Nationale crée de nouvelles structures pour mobiliser l'appareil de l'enseignement public. La Fédération de l'Education Nationale suit.

Dès lors, pour mettre en place un département "Éducation Permanente", quelle pouvait être la meilleure tactique ? Assurément, celle qui est utilisée par les spécialistes du canoë lorsqu'ils abordent un passage délicat. Pour contrôler l'embarcation, il suffit de se mettre en ligne et de pagayer plus vite que le courant. En s'inspirant de ce principe élémentaire, il suffisait de mettre des actions en place, dans la plus grande discrétion, selon les perspectives ouvertes par la loi de 1971 ! Impossible d'être désavoué sans aller à l'encontre d'une loi signée par les organisations syndicales. Mais, pour cela, il était pour le moins difficile de s'appuyer exclusivement sur l'institution I.N.P.S.A., trop centrée sur le maintien toujours précaire de son métabolisme interne. Il était nécessaire de susciter des relais dans l'environnement et, à l'instar des autres départements, disposer d'une base sociologique dynamique.

La première partie de ce programme s'annonçait plutôt favorablement. A l'Administration Centrale, nous l'avons dit, des responsables avaient compris tout le parti qu'ils pouvaient tirer d'une institution frontière dont les missions pluridisciplinaires pouvaient contribuer à féconder l'action du service public. L'arrivée de Amiet au bureau de la formation des agriculteurs devait créer les conditions de nouvelles méthodes de travail. Par ailleurs, la loi de 1971 propulse aux postes de responsabilité des hommes nouveaux qui, pour la plupart, ont fait leurs premières armes dans l'éducation populaire. La sociologie politique a souvent traité des "lobbies", des groupes de pression négatifs. L'Histoire dira un jour le rôle du "groupe de pression" de l'éducation populaire dans l'élaboration de la loi de 1971 et la mise en place des institutions. Jamais les syndicats n'auraient porté la revendication "formation" avec autant de force au cours des Nuits de Grenelle, jamais les élus politiques n'auraient fait preuve d'autant de pugnacité, jamais les administrateurs n'auraient réglé les dossiers aussi rapide-

ment sans la présence vigilante dans ces trois instances de militants d'Éducation Populaire, à commencer par Delors et Harvois ! Mais, tout aussitôt, les hommes du "lobby" occupent des postes-clés. Un seul exemple : au Ministère de l'Éducation Nationale, Vattier, le nouveau directeur de la formation continue et ses collaborateurs étaient d'actuels ou d'anciens militants de "Peuple et Culture", ainsi que près de la moitié des délégués académiques à la formation continue.

Autre fait significatif : dans les organisations agricoles, je retrouve Vial en qualité de directeur du "Service Formation" de la F.N.S.E.A., et Roussel devenu directeur des actions techniques de l'A.P.C.A.. Vial a été président de la J.A.C., puis de l'A.C.J.F.⁴⁸. Roussel a été l'un des premiers responsables syndicaux des salariés agricoles. Tous deux ont fréquenté les Universités d'Été de "Peuple et Culture" et ont toujours conservé des liaisons opératoires avec ce mouvement. Certes, à l'époque, cette stratégie m'a valu des discussions passionnées avec mes collègues de l'I.N.P.S.A., notamment lorsque je demandais à Vial et Roussel de faire part de leur expérience au cours de journées d'étude organisées par l'I.N.P.S.A. (1976). Comment un responsable peut-il introniser des organisations idéologiquement impliquées dans la politique de co-gestion ? A ce moment-là, je ne crois pas être parvenu à faire comprendre que, en qualité d'élu local, il entrait normalement dans ma fonction d'entretenir des relations contractuelles positives et loyales avec les dirigeants d'organismes économiques et sociaux, en particulier lorsqu'ils ne constituent pas un front homogène ! Bien sûr, dans l'ambiance de "l'I.N.P.S.A. post-68", le discours des Paysans-Travailleurs pouvait paraître plus roboratif, mais le rôle d'un responsable est, avant tout, d'entretenir des rapports de travail avec les dirigeants des organisations majoritaires, même si leur conception de la vie en société peut être discutée.

Lorsque Vial suscite la création du Fonds d'Assurance Formation des Exploitants Agricoles, il m'invite aux réunions avant même que les structures ne soient en place. En agissant ainsi, il rompt délibérément avec la tradition du théâtre d'ombres chère aux institutions responsables du développement. Roussel représente l'A.P.C.A. au Conseil d'Administration de l'I.N.P.S.A. et apporte son soutien à l'institution naissante, quelles qu'en soient les difficultés initiales.

⁴⁸ VIAL (A.) - *La foi d'un Paysan*. Paris, Editions de l'Épi, 1947.

Certes, cela leur vaudra quelques problèmes avec "l'appareil", mais ils assument résolument. Grâce au réseau de l'éducation populaire je dispose de points d'appui aussi efficaces que discrets. L'essentiel est d'accepter que le crédit des actions soit porté à l'actif des responsables en titre. "Le premier trait d'habileté est de bien connaître son propre fonds pour en ménager l'usage avec une sorte d'économie... Et surtout se rendre impénétrable sur l'étendue de sa capacité", recommandait Balthazar Gracian⁴⁹ au XVI^{ème} siècle.

Restait la deuxième partie du programme : disposer d'une base sociologique. Le département "Éducation Permanente" ne pouvait se limiter à être une société de pensée appuyée sur un lobby informel, limitant ses actions à des apparitions périodiques dans les deux autres départements. En 1970, peu avant les fêtes de fin d'année, il reçut un cadeau tout à fait inattendu : les directeurs de C.F.P.P.A. étaient interdits de séjour à l'E.N.S.S.A.A., désormais exclusivement consacrée aux publics "nobles", en l'occurrence les futurs ou actuels directeurs de lycée. Par définition, un directeur de C.F.P.P.A., responsable d'une institution n'existant même pas sur le plan légal, ne pouvait que relever d'un établissement au prestige discuté. Evidemment, à cette époque, la démarche plutôt incertaine des C.F.P.P.A. n'était pas créatrice de contenus exaltants. La quasi-totalité des directeurs battait la campagne pour recruter des troupes. Aussi, pour échapper à ces confrontations plutôt moroses, le département "Éducation Permanente" organisait des sessions dont le contenu était très directement issu des méthodes d'éducation populaire, en faisant le pari pascalien que cela pourrait servir un jour...

L'appui de Laforge et la mise en place des sessions 200 heures par Vaillant et Amiet allaient radicalement changer la situation. Il revenait notamment à Amiet d'avoir compris, dès le début, le changement radical apporté par cette opération sur le plan quantitatif par l'importance des effectifs concernés, comme sur le plan qualitatif par les caractéristiques d'un public composé en majorité "d'exclus" des systèmes de formation et de développement⁵⁰. Il revenait à l'I.N.P.S.A. d'élaborer, sous la direction de Laforge, une méthodolo-

⁴⁹ GRACIAN (B.) - *Le héros*. Paris, Champ Libre, 1973, p. 15.

⁵⁰ Cf. Tome II : L'odyssée des C.F.P.P.A.

gie originale, de la diffuser et d'apporter un soutien résolu aux C.F.P.P.A.. Cette opération devait ancrer solidement l'I.N.P.S.A. sur ce qui allait constituer une base sociologique particulièrement imaginative et dynamique. Les directeurs de C.F.P.P.A. n'ayant aucune formation pédagogique, n'avaient, de ce fait, aucun préjugé. Ils signent leurs conventions, gèrent leur budget, recrutent formateurs et vacataires. Ils dialoguent directement avec les autorités administratives et politiques, et disposent, le plus souvent, d'une surface sociale plus importante que celle du directeur de lycée dont, pourtant, ils dépendent. La base sociologique s'affirmant audacieuse et dynamique, le département devient attractif. Il obtient des postes budgétaires et la création d'antennes régionalisées. Une équipe d'enseignants-chercheurs se constitue autour de Daniel Jacobi, rejoint par Annie Cipra, Gérard Gaboriaud, Paul Loupias, qui, ajoutant à leurs qualités de rigueur scientifique, arrivent à l'I.N.P.S.A. à l'issue d'une pratique de "terrain" dans des conditions difficiles. De nouvelles missions sont confiées au département dans le domaine de la formation des personnels, secteur assumé désormais par Monique Lefebvre-Bardot, et la mise en place de parcours individualisés à l'intention des agriculteurs. C'est l'effet cumulatif classique ...

... Le reste appartient au présent.

Ecrire ces quelques pages sur la stratégie de l'auteur implique quelque immodestie, par l'impression d'une action soutenue et linéaire en fonction d'une vision claire des objectifs et du terrain. En réalité, il s'agit d'une rationalité a posteriori sur une action à base d'alliances tournantes et de fronts mouvants. Pour l'essentiel, la démarche a consisté à saisir des opportunités :

- à partir d'une idée-force - l'éducation permanente - correspondant à une dynamique soutenue par des forces sociales organisées ;
- en suscitant des relais dans l'environnement administratif et social ;
- en bénéficiant du soutien d'une base sociologique imaginative et résolue, en l'occurrence une partie des directeurs de C.F.P.P.A. et animateurs socio-culturels.

Pour persévérer dans l'action entreprise dans l'année 64, pour réussir l'insertion des nouvelles missions, fallait-il structurer patiemment les actions se situant dans l'institution ? Ou bien fallait-il susciter des appuis dans l'environnement et partir de l'extérieur ? Vieux débat historique ! Entre les Nationaux et les soldats de l'An II, Staline et Trotski, de Gaulle et les Résistants !... Lesquels ont eu raison ? "Le fleuve ne remonte pas son cours" disait Héraclite. Impossible de répondre objectivement. La recherche-action, par définition, nécessite une implication dans des décisions présentant un caractère irréversible. Peut-être le vrai débat n'est-il pas entre le centre et la périphérie, mais entre deux positions intellectuelles :

- considérer l'I.N.P.S.A. comme un "modèle pur" en devenir, institution de formation et de recherche tendant à s'identifier aux établissements d'enseignement supérieur classiques et disposant, en cela, des franchises intellectuelles traditionnelles ;
- ou accepter délibérément l'institution comme un support de contradictions, un lieu-dit où se nouent les antagonismes entre service public et associations volontaires, syndicats ouvriers et syndicats patronaux, chercheurs disciplinaires et innovateurs sociaux, savoir académique et pratique sociale, organisations agricoles et administration... A charge, pour les responsables, d'analyser, d'assumer, d'utiliser ces contradictions comme autant de leviers pour faire progresser l'action et déterminer des hypothèses fécondes pour la recherche⁵¹.

Vingt ans après, le débat est toujours actuel !...

•
• •

Afin de traiter de cette longue période de l'institutionnalisation de l'animation au Ministère de l'Agriculture, la clé utilisée pour lire le réel a été la sociologie des systèmes complexes et l'hypothèse de la

⁵¹ PINEAU (G.) - *Le combat aux frontières des organisations*. Montréal, Editions Sciences et Culture, 1980.

substitution sacrificielle⁵². Les partisans de la fameuse rupture épistémologique pourront considérer que ce discours est beaucoup trop près de celui des acteurs sociaux pour prétendre à une quelconque scientificité. D'autres estimeront le modèle théorique beaucoup trop grossier pour rendre compte des interactions qui ont pu se produire pendant cette période troublée. Il serait aisé de répondre avec Valéry : "Tout ce qui est simple est faux, tout ce qui est compliqué est inutilisable"... Il appartient aux intéressés de nous dire si ce miroir est déformant ou brisé. Il est bien évident qu'il est très lié à la situation et aux travaux de son utilisateur.

A l'issue de ce long parcours, constatons le fait : à travers conflits et vicissitudes, l'institutionnalisation s'est opérée. Le départ du B.E. rompt toute référence au Père, même s'il s'agissait d'une image renversée. Toute violence fondamentale (même civilisée) a des conséquences structurantes. A l'I.N.P.S.A., un groupe prend en charge le département "Animation". Il ne doit rien à la prophétie du Père et ses modèles d'action sont puisés à une "praxis" intégrant les acquis de l'animation dans le secteur de l'agriculture. Par ailleurs, l'I.N.P.S.A. se voit confier de nouvelles missions qui n'étaient guère prévisibles à ses origines. Plus fondamentalement, le secteur de l'animation connaît, dans la société française, des mutations dont la description constituera la toile de fond du troisième chapitre.

⁵² GIRARD (R.) - *La violence et le sacré*. (ouvrage cité).

CHAPITRE 3

•
DE 1978 A 1985

VERS L'UTOPIE REALISEE ?

L'année 68, par son caractère fulgurant, a marqué une rupture nette sur le plan historique dans le petit monde de l'animation culturelle. L'année 78 a été choisie de manière arbitraire. Autour de cette période se dessine une évolution d'ensemble du secteur de l'animation surdéterminée par trois tendances majeures :

- la crise économique et le renouveau démographique en milieu rural ;
- la crise des sciences humaines et le renouveau de la réflexion philosophique;
- l'apparition de nouvelles formes d'animation dites "structurantes".

•
• •
• Tout d'abord, la crise : apparue vers l'année 72, elle a commencé à faire sentir durablement ses effets vers l'année 75. Elle relègue au second plan les grands débats sur l'éducation qui avaient marqué l'année 68. Les crédits consacrés à l'animation culturelle entrent durement en concurrence avec les dépenses nécessitées par le redéploiement industriel. Malgré cela, les sommes globales distribuées par les neuf ministères prenant en charge ce type d'activités ont plutôt tendance à augmenter⁵³, notamment dans les secteurs où les opérations d'animation sont considérées comme un élément d'une

⁵³ Source : Recherches sur l'action socio-culturelle. Marly-le-Roi, Document I. N. E. P., 1983.

stratégie d'ensemble, par exemple les "16-18 ans" dans le secteur de la Formation Professionnelle et les chartes intercommunales en matière d'aménagement. Tout particulièrement, en ce qui concerne les "16-18 ans", la création d'antennes municipales d'accueil et d'orientation, la mise en place de sessions d'insertion sociale avec l'appui des associations volontaires, sont autant d'opérations dont les modalités témoignent d'une étroite interrelation entre les méthodes de l'animation socio-culturelle et celles de la formation des adultes. Sous réserve d'analyse plus approfondie, la crise aurait beaucoup plus d'effets sur les contenus que sur la masse globale des crédits.

- La crise des sciences humaines : les débats sur l'animation socioculturelle ont coïncidé, avons-nous dit, avec la grande période scientifique. Époque bénie où les sociologues déterminaient les "vrais" besoins culturels, où les psychosociologues démontraient les vertus des communications transparentes, où les économistes-rois, en rationalisant les choix, remplaçaient le gouvernement des hommes par l'administration des choses. Les brèches ouvertes par les Nuits de Mai 68 avaient lézardé l'édifice mais, semble-t-il, en substituant un discours critique tout aussi totalitaire que les propos lénifiants sur le développement communautaire. Désormais, seul le savant intronisé pouvait disposer d'un langage adapté pour analyser une réalité échappant au sens commun. Selon Bourdieu et ses enfants mineurs, la parole de l'acteur n'a aucun sens : il parle un langage mystifié par la classe dominante. Il n'a même pas à s'exprimer sur la manière dont il ressent sa chute. Il est vaincu d'avance par la puissance d'un verbe qui lui désigne sa place. "... *L'accès de la classe symbolique à l'Etre a pour contre-partie inévitable la chute de la classe complémentaire dans le Néant ou dans le moindre Etre*"⁵⁴.

Il s'agit là d'un effet de style, somme toute assez classique, assimilable à une variante ésotérique de la rupture épistémologique chère à Bachelard. L'obscur clarté émanant des sociologues critiques a conduit toute une génération d'animateurs à la morosité institutionnelle, à l'angoisse existentielle basée sur le sentiment de leur impuissance, face aux inégalités culturelles inéluctables.

⁵⁴ BOURDIEU (P.) - *Ce que parler veut dire*. Paris, Fayard, 1982, p. 134.

La réaction s'affirme aujourd'hui. Tout d'abord par une réhabilitation des sciences de synthèse, en l'occurrence l'histoire et la géographie. Non pas l'histoire figée des folkloristes réfugiés dans le culte d'un passé révolu, mais l'histoire instrumentale, révélatrice des identités fortes des groupes qui ont donné un sens au savoir, et créé des situations radicalement nouvelles porteuses des prophéties annonciatrices des mutations fondamentales. Non pas la géographie platement descriptive, mais la géographie de ceux qui considèrent l'espace rural comme un ensemble de fonctions économiques - sociales et culturelles - biologiques, au service d'une ambition politique. L'histoire et la géographie étant elles-mêmes inséparables de la réflexion philosophique, d'une conception du monde et de son avenir. "Il y a des philosophies... ou plutôt, en certaines circonstances, une philosophie se constitue pour donner son expression au mouvement général de la société"⁵⁵. La crise actuelle des sciences humaines nous invite à penser le monde en nous-même et pour nous-mêmes à partir de nos expériences, nos confrontations, nos lectures personnelles des œuvres fortes. Animer, c'est d'abord acquérir un système intellectuel de référence et, par-delà, une identité historique.

- L'apparition de nouvelles formes d'animation découle des deux déterminations précédentes. Ces nouvelles modalités d'action en direction des groupes sociaux mettent l'accent sur les continuités plutôt que sur les ruptures, sur la négociation et la recherche du consensus entre organisations plutôt que la provocation de crises institutionnelles, la clarification et la résolution de problèmes à partir d'une compétence technique plutôt que le culte inconsidéré de la production verbale de groupes informels. La crise a révélé la nécessité d'un type d'animation qu'il est possible d'appeler "structurante". Il s'agit, pour l'essentiel, de donner un contour nouveau à des professions exigeant une compétence technique, certes, mais également une grande aptitude à susciter de nouvelles formes de relations dans des structures nouvelles ou des structures anciennes en évolution : syndicats intercommunaux - contrats de plan centres polyvalents. La formation d'animateurs-aménageurs mise en place par l'I.N.P.S.A., en 1981, s'inspire très directement de ces orientations. L'expression "communication sociale" tend à s'imposer pour identifier cette nou-

⁵⁵ SARTRE (J. P.) - *Questions de méthode*. Paris, Gallimard, Coll. Idées, 1976.

velle modalité d'action. Par ailleurs, le renouveau des Universités Populaires de quartier ou rurales est symptomatique d'un retour à la tradition pour diffuser les acquis prodigieux des sciences et des technologies nouvelles. L'animation "neutre" des années 60 n'aurait été ainsi qu'une courte parenthèse technocratique dans l'histoire de l'éducation populaire, terreau fécondant des grandes confrontations idéologiques.

-
- •

Dans le secteur du Ministère de l'Agriculture, une démarche toujours aussi hésitante selon les uns, pragmatique selon les autres, se clarifie peu à peu. Sur les 270 animateurs recrutés, plus de 200 sont dans les établissements scolaires. Une cinquantaine d'entre eux - comme nous l'avons souligné - occupent des fonctions très diverses dans l'administration, ou sont détachés dans des associations volontaires et organismes para-publics.

Parlons tout d'abord des premiers : leur intégration ne soulève guère de problèmes auprès des diverses autorités. Les enfants de Mao et de Coca-Cola font partie du folklore, et les nouveaux ne connaissent l'histoire qu'à partir des légendes importées d'autres planètes. Une partie d'entre eux ont entrepris et réussi des opérations exemplaires d'animation du milieu rural, notamment à partir des établissements à faible effectif, implantés dans des régions naturelles où ils jouent un rôle important dans le développement culturel local. Mais, en fait, cette tendance est demeurée minoritaire. La majeure partie du corps se replie sur les "maxima de service" dévolus aux enseignants, et tend même à désertir le centre socio-culturel. La corporation arrive à l'heure du choix inéluctable et reculer l'échéance ne fera qu'accentuer les contradictions. Doivent-ils devenir des "professeurs d'animation" légitimés par l'apparition d'une épreuve d'examen mentionnant explicitement cette nouvelle matière ? La majorité réclame ce statut salvateur qui, enfin, favorisera l'accession à l'honorabilité. Il s'agira dès lors de lutter pour que ladite épreuve soit affectée d'un coefficient acceptable. L'intégration au modèle dominant aura enfin été accomplie, portée par les vents de la bureaucratie triomphante,

par les forces du conformisme social et la recherche du "cauchemar climatisé" cher à Antonin Artaud. Certes, cela n'empêche pas, et n'empêchera pas beaucoup d'entre eux d'effectuer un travail éducatif de bonne qualité mais, à tout prendre, il sera préférable à l'avenir de recruter des professeurs de musique, ou de dessin, ou de philosophie. Au moins, les contenus seront plus fermes et plus assurés que le prétendu enseignement d'une molle matière ouverte à tous les éclectismes et toutes les médiocrités. Certains d'entre eux ont carrément pris le virage : ils enseignent la philosophie ou le dessin. Une cinquantaine d'animateurs œuvrent dans d'autres structures. L'étude élémentaire des situations professionnelles des animateurs mis à disposition⁵⁶ tend à montrer l'originalité de l'action de ces personnels. Mais une perspective d'ensemble manque, chacun protégeant sa marge de latitude comme l'agriculteur s'abrite derrière ses pierres de bornage. En l'occurrence, les pierres commencent à édifier des chapelles et il est même arrivé qu'une réunion dite de coordination soit dominée par le silence volontaire d'une partie du groupe, marquant ainsi sa volonté de bénéficier des franchises administratives dans le cadre d'activités libérales. En bon français, cela s'appelle un retour aux féodalités, le secteur de l'animation secrétant des baronnies, élevant l'incommunicabilité au rang des vertus majeures. Il a certes été de bonne politique de féconder l'action publique par des "mises à disposition", mais le retour des hobereaux signifierait une étrange perversion du système.

Par ailleurs, il est significatif de constater que les nombreux groupes de travail n'ont jamais donné d'hypothèses fécondes, ni l'embryon d'une politique, ni même des monographies sérieusement charpentées. Le discours officiel sur l'animation balance toujours entre la mélancolie des origines, la nécessité de concilier les vertus de la contestation et de "l'establishment", la volonté de respecter l'autorité tout en agissant activement pour une humanité réconciliée, d'allier les qualités du bon serviteur de la hiérarchie et celles du conseiller du Prince... Le discours mou qui prévaut depuis vingt ans a, au moins, un avantage : il permet, par sa vacuité, de laisser libre cours aux expériences réussies. Les échecs peuvent toujours être imputés

⁵⁶ LOUPIAS (P.) -Analyse des situations professionnelles d'animateurs mis à disposition. Etude citée.

aux méthodes de formation ou au non-respect des tables de la Loi grise des circulaires ambiguës. Aujourd'hui, ce discours stéréotypé sur l'animation, usé jusqu'à l'écœurement, mais toujours renaissant, doit laisser place à une analyse lucide de la situation actuelle des établissements d'enseignement agricole permettant d'élaborer une politique cohérente. Cette politique étant issue d'une théorie de l'action concernant les relations entre les systèmes de formation et le milieu rural.

Partons d'une constatation élémentaire⁵⁷ sur l'ampleur de l'échec scolaire dans l'enseignement technique public agricole : 12 000 jeunes sortent prématurément, soit un jeune sur quatre ; 11 000, soit 23 %, n'acquièrent pas le diplôme de sortie. Par ailleurs, le succès quantitatif des effectifs de la formation professionnelle ne doit pas faire illusion. Si l'on est passé de 5 000 agriculteurs en 1968 à près de 140 000 en 1983, c'est essentiellement pour effectuer des actions de rattrapage. En effet, 85% des agriculteurs en formation sont de niveaux V et VI, les plus faibles selon les normes de la formation professionnelle. Dans la bataille économique impitoyable qui s'annonce, la France aborde le combat, pour le secteur agro-alimentaire, avec un niveau de technicité de ses agriculteurs la situant au 5^{ème} rang de la Communauté. L'enseignement agricole ne fait que refléter l'ampleur de l'échec scolaire dans l'ensemble du système éducatif. Fait plus grave : la crise des rapports à l'école s'accompagne d'une crise des rapports au savoir. Les élèves ne se reconnaissent pas dans les enseignements dispensés. Les parents et les responsables du secteur économique ne se sentent pas concernés par une institution où ils ne disposent d'aucun pouvoir réel. Les élèves attendent plus ou moins patiemment la sortie d'une filière qui n'est pas toujours porteuse d'espérance. Les enseignants s'interrogent sur leur fonction sociale, hors du monde et hors de la recherche.

L'analyse a souvent été faite, mais est-il possible de reculer les échéances ? En fait, le problème doit être pris de plus haut, dans une problématique élargie, selon une méthode déterminée.

⁵⁷ BOULET (M.) - Bâtir l'enseignement agricole. Paris, ministère de l'Agriculture, février 1983. Rapport non publié.

De plus haut : l'action de l'animateur s'inscrit dans la perspective plus vaste d'une réforme des contenus diffusés par l'école et d'une ouverture aux agents économiques et sociaux. En particulier, en analysant et en élargissant les expériences les plus significatives : quels sont les enseignants et formateurs d'adultes qui se sont attaqués avec un succès apparent au remembrement des disciplines, à la reconstruction critique des connaissances, aux liaisons à promouvoir entre les connaissances scientifiques et les connaissances issues de l'expérience des producteurs, entre le "mental collectif" des lycéens ou stagiaires et les modèles littéraires et scientifiques issus de la tradition au sens noble du terme ?

Une problématique élargie : celle de l'anthropologie culturelle conçue comme discipline de synthèse. Comment le stagiaire, l'élève construit-il son univers culturel et sa qualification par l'école, sa famille, sa pratique professionnelle, son expérience sociale ?⁵⁸

Une méthode déterminée : la mise en place d'une communauté scientifique étendue à tous ceux qui veulent contribuer à créer "l'école de la réussite". Au sein de cette communauté, les fonctions peuvent être différentes, mais la problématique d'ensemble doit être issue d'une réflexion collective et conduite avec rigueur.

La voie est ouverte.⁵⁹

Un document émanant du département "Animation" de l'I.N.P.S.A. propose des perspectives intéressantes. Outre les articles d'information générale, il contient trois entretiens avec des animateurs sur leur cheminement pour réorganiser leur champ de perception et déterminer une synthèse originale en fonction de leur public. Françoise et François Martin ont créé des structures nouvelles et déterminé des contenus originaux de formation en organisant des sessions par territoires (et non par publics) - en individualisant les parcours de formation et en suscitant les conditions favorables à l'installation dans les zones désertifiées - en mettant en place des actions d'animation en

⁵⁸ PHARO (P.) - *Introduction à l'étude Savoirs paysans et ordre social. L'apprentissage du métier d'agriculteur*. Paris, Ministère de l'Éducation Nationale, C.E.R.E.Q., octobre 1981.

⁵⁹ Collectif mémoires et perspectives de l'animation socio-culturelle. Dijon, Document Département "Animation" I. N.P.S.A., juin 1984.

collaboration avec les structures d'aménagement. Jean-Pierre Menu intègre la culture vécue des élèves - le chanteur Renaud - pour leur permettre d'accéder aux œuvres élaborées - Tristan Corbière ; il part de l'expression spontanée pour réaliser des formes collectives d'expression. Denise Menu organise des activités pluridisciplinaires - l'étude du milieu -en faisant en sorte que la dimension esthétique soit considérée comme partie intégrante de cette recherche commune.

Par rapport aux propos moralisants, lénifiants ou idéologiques sur l'animation, nous nous trouvons en fait en présence d'un véritable savoir professionnel. Surtout, ce savoir est connu dans sa genèse, dans la manière dont il s'est constitué en fonction des apprentissages, des expériences, des apports théoriques. Nous percevons implicitement la théorie de l'action et le sens attribué par les intéressés eux-mêmes aux connaissances ainsi acquises. Les contenus diffusés ne procèdent ni des universités ou instituts de formation d'animateurs, ni d'une attitude non-directive acceptant n'importe quel message venu d'ailleurs, ni d'une approche ethnologique réifiant toutes les manifestations symboliques, mais du rapport créatif établi entre ces trois modes d'approche. Il n'y a pas de synthèse sans imaginaire créateur apportant la cohérence d'ensemble. Il n'est pas indifférent d'apprendre que les quatre animateurs concernés étaient eux-mêmes des créateurs ayant, plus tard, suivi une formation méthodologique. Au départ était la création !... Le reste est littérature utile.

Le mot de recherche-action n'a que trop servi, mais peut-être convient-il de lui donner une nouvelle vitalité. Prenons-en notre parti : l'animateur socioculturel n'a jamais été, ne sera jamais le préposé au changement tel que l'auraient voulu les promoteurs. Provoquer des études exclusivement sur ce public ne peut que déboucher sur une liste d'obstacles. L'éternel lamento des déesses du remords des efforts inutiles. Par contre, une perspective à long terme d'ouverture de l'école sur de nouveaux savoirs et de nouveaux acteurs, en s'appuyant sur les expériences significatives, peut donner un élan neuf à une catégorie de personnel trop longtemps confinée derrière des barrières artificiellement dressées. La réforme actuelle du brevet de technicien agricole va dans ce sens. Certes, les problèmes posés ne sont pas simples, notamment pour maintenir la cohérence nationale du diplôme et, en même temps, permettre les adaptations locales en

fonction de la diversité des systèmes productifs. Mais la reconnaissance officielle de la nécessaire dialectique entre la maîtrise des langages fondamentaux et les connaissances de synthèses issues du développement local indique un tournant décisif dans l'insertion des établissements dans un milieu rural en expansion démographique. Le système d'animation y puise ainsi une nouvelle légitimité.

La prudente institution UNESCO elle-même (octobre 1982) recommande aux Etats membres une série de mesures tendant à élaborer des programmes d'inter-action entre l'éducation et le travail productif dans une perspective de formation permanente des travailleurs. Les nouvelles missions de l'animation socioculturelle sont à redéfinir en fonction des nouvelles finalités de l'enseignement agricole reposant sur trois hypothèses fondamentales. Développons.

1^{ERE} HYPOTHÈSE

LE MILIEU RURAL REMPLIT DES FONCTIONS ECONOMIQUES, SOCIALES, CULTURELLES, BIOLOGIQUES. CES FONCTIONS SONT PRODUCTRICES D'UN SAVOIR D'EXPERIENCE QUI DOIT ENRICHIR LES DISCIPLINES D'ENSEIGNEMENT ISSUES DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE.

La fonction économique. La production agricole est la plus connue. Les progrès de la productivité au cours de ces vingt dernières années ont été particulièrement étonnants. Le rapport du capital au travail a été multiplié par quatre en vingt ans, et la productivité du travail s'est élevée d'environ 5 % par an⁶⁰. Certes, d'autres modèles peuvent être expérimentés, mais le maintien d'une agriculture productive demeure toujours un impératif. L'espace rural est également un lieu d'implantation pour l'industrie, notamment agroalimentaire, l'artisanat et les activités de tourisme. Un milieu rural sans activités économiques productrices de valeur ajoutée est inéluctablement condamné à la désertification.

⁶⁰ KLATZMANN (L.) - La France dans la prospective de l'alimentation mondiale, in revue Economie Rurale. Paris, mai-juin 1983, pp. 9-13.

La fonction sociale. Le milieu rural est habité par plusieurs catégories de populations sédentaires dont la volonté peut s'exprimer par le canal des collectivités locales, des associations volontaires, par des réseaux informels de minorités actives, par exemple les néo-ruraux. A cela s'ajoutent les migrations hebdomadaires et saisonnières des urbains. Comment concevoir l'enseignement des sciences humaines sans confrontation avec la pratique sociale des acteurs ?

La fonction culturelle. Le milieu rural a ses paysages, son patrimoine bâti, ses traditions. Il faut les conserver et les faire connaître. Mais le milieu rural ne doit pas être un milieu clos, se complaisant dans la vision arcadienne d'une civilisation pré-industrielle où, certes, les habitants avaient leur propre culture et leur langage, mais aussi l'angoisse fondamentale de la pénible survie biologique, l'ignorance, l'extrême agressivité dans les rapports sociaux et même familiaux. Le milieu rural doit être un lieu de confrontation toujours vivant entre les identités locales et l'art vivant, l'art en devenir, le cosmopolitisme créateur, porteur des problèmes et des promesses des temps à venir.

La fonction biologique. La fonction de conservation de l'espace naturel a été prise en compte à partir des années 65, notamment sous la poussée des mouvements écologiques. Elle s'est affirmée par la création des Parcs naturels et des Centres d'initiation à l'environnement. Cette fonction ne doit pas devenir le refuge symbolique de ceux qui rêvent du retour à une civilisation préindustrielle basée sur les activités de cueillette et de tissage ; mais elle n'en demeure pas moins une fonction déterminante dont les impératifs doivent être pris en compte.⁶¹

L'espace rural est un enjeu entre ces différentes fonctions, dont les objectifs sont tantôt complémentaires, tantôt contradictoires. Il est producteur d'un savoir spécifique qui doit féconder, compléter, voire remettre en cause les enseignements fondamentaux.

⁶¹ Lire : Document préparatoire à la mise en place de la formation d'animateurs-aménageurs. Dijon, Département "Animation" I.N.P.S.A., avril 1981. Document ro-néoté.

2^{EME} HYPOTHÈSE

LES DIFFERENTES FONCTIONS DE L'ESPACE RURAL SONT PRISES EN CHARGE PAR DES ORGANISATIONS QUI ENTRETIENNENT DES RAPPORTS DE COOPERATION ET DE CONFLIT. LEUR LIEU PRIVILEGIE D'EXPRESSION EST LA PETITE REGION, MAIS ELLES DEPENDENT DE CENTRES DE DECISION QUI NE COÏNCIDENT PAS.

Les Etats Généraux des Pays (Mâcon, 1982), puis les Etats Généraux de Développement (Paris, 1983) ont popularisé la notion de "petite région" comme lieu d'expression privilégié porteur d'une identité forte. "Vivre et travailler au Pays"... Slogan mobilisateur correspondant à l'intérêt bien compris des populations et des aménageurs. Mais ce discours unanimiste ne doit pas celer les contradictions antagonistes. Et lorsque d'aucuns ajoutent "décider au Pays", le discours unanimiste devient mystificateur. Certes, des décisions peuvent être prises à l'échelon décentralisé, mais la politique d'aménagement se décide au département, les décisions économiques émanent de la Région, les industries dépendent de leurs investisseurs... et les prix agricoles sont fixés à Bruxelles. Il existe à l'heure actuelle tout un discours sur la "petite région", lieu symbolique où il serait possible de vivre au pays, enraciné dans un terroir, loin des technocrates et proche des nouvelles solidarités. Il importe d'analyser les contradictions afin que chacun puisse évaluer sa marge de manœuvre.

3^{EME} HYPOTHÈSE.

L'ANIMATEUR SOCIO-CULTUREL A POUR FONCTION D'ASSURER L'ARTICULATION ENTRE LE SYSTEME DE FORMATION DONT IL DEPEND ET LES DIFFERENTES FONCTIONS DE L'ESPACE RURAL

Il ne s'agit pas seulement d'organiser des stages ou des séances dans l'amphithéâtre du lycée, mais de structurer la circulation des hommes et des savoirs entre toutes les strates qui concourent à l'animation du milieu rural. Certains peuvent assurer qu'il s'agit là d'une fonction qui leur était dévolue au départ. Certes ! Mais à l'époque, la foi dans les vertus de l'institution scolaire pour exploiter le capital humain était totale et absolue. Par la suite, la quête de l'honorabilité enseignante a conduit la majorité du corps à s'identifier à un modèle discutable, sans même dispenser un contenu ferme et assuré. Aujourd'hui, les remises en cause sont favorisées par les

nouvelles finalités de l'enseignement public agricole qui, sous réserve d'un débat plus approfondi, peuvent s'organiser autour de trois options majeures :

- En premier lieu, le nouveau rôle imparti aux institutions de formation pour le contrôle des mutations technologiques et sociales dans un contexte de crise économique.
- En fonction de ce premier objectif, la qualification et la re-qualification de masse des jeunes et adultes.
- La construction de nouveaux savoirs résultant des apports de la recherche, des apports technologiques du milieu productif et de l'expérience des acteurs sociaux. Les contenus de la qualification étant au carrefour de ces trois apports.

L'animateur socio-culturel, par son mode atypique de recrutement et de formation, peut jouer le rôle de cheville ouvrière et retrouver, dans un nouveau contexte, sa vocation fondamentale telle que l'avait pressentie le promoteur dans l'année 64 :

- Tout d'abord, l'action de l'animateur doit être un élément d'une politique d'ensemble élaborée au plan national - régional - local. L'animateur n'est pas un "agent de changement" mais un acteur possédant une technicité spécifique, œuvrant dans le cadre d'une politique globale. Notamment, en fonction de la politique de décentralisation, tous les établissements seront amenés à conclure des conventions avec les autorités régionales et les organismes économiques. Selon l'expression d'un responsable administratif : "Il s'agira désormais de gagner de l'argent à l'américaine et de le dépenser à la française"... Le rôle et la qualité des ingénieurs et techniciens seront déterminants, mais l'animateur, notamment s'il est qualifié sur le plan de la diffusion imprimée ou audio-visuelle, pourra jouer un rôle fondamental pour faire connaître les potentialités de l'établissement en fonction des objectifs de développement régional.
- Deuxième fonction : créer les conditions d'une insertion de l'établissement dans le développement social et culturel de la région. Il suffira, dans un premier temps, de mieux formaliser, d'étendre, d'élargir les expériences les plus significatives

entreprises depuis vingt ans, et susceptibles de servir de modèles au sens sociologique du terme. Sans se substituer aux élus et responsables d'associations volontaires, le service public peut contribuer techniquement à la réalisation des projets portés par les groupes sociaux.

- Troisième fonction : enfin et surtout, cette mutation et cette fonction de l'action de l'animateur doit s'accompagner d'un intense effort de recherches sur les contenus comme sur les méthodes. Favoriser l'accès à des savoirs plus opérationnels ne signifie pas un affadissement des contenus. Bien au contraire. L'enseignant doit anticiper sur l'évolution et ne plus se couper de la recherche vivante. Le savoir n'est pas un capital qui se transmet de génération en génération, mais un corpus en fonction des progrès de la science et de la confrontation avec les pratiques. Il n'appartient pas à l'animateur de prétendre réformer les savoirs mais de créer de nouveaux modèles. Un exemple : celui des techniques d'expression. Comment, en partant de l'expression spontanée des élèves, de leur code, leur langage, les amener à utiliser une langue maîtrisée, selon les normes de communication reconnues ? Garder la vigueur de l'expression initiale en la rendant plus riche, plus complexe, plus élaborée par l'apport des règles formelles de la grammaire et de la rhétorique ? Et, par-delà, comment inventer de nouvelles formes de communication ?

Il en est de même pour les savoirs agronomiques. A l'heure actuelle, nous vivons une apparente dichotomie entre des formations initiales axées sur les disciplines fondamentales et un système de formation professionnelle valorisant l'expérience en anticipant sur les nouveaux créneaux porteurs de conventions. Les premiers compensant par des stages pratiques de plus en plus longs, les seconds par des interventions ponctuelles de spécialistes. Mais les relations entre les cadres intellectuels généraux et les savoirs liés à la production, à la pratique sociale, sont beaucoup plus complexes. Ils commencent seulement à faire l'objet de travaux de la part des anthropologues qui conçoivent leur discipline comme une articulation des différentes disciplines au service d'une connaissance des qualifications professionnelles. Il s'agit de déterminer les opérations mentales logiques mises en jeu dans les gestes professionnels, les conduites cognitives

spécifiques, les pratiques professionnelles pouvant être acquises par un apprentissage scolaire, par algorithmes, et celles qui sont acquises par intégration au milieu, en relation avec un modèle, par mimétisme⁶². Ces recherches doivent être popularisées mais, surtout, leurs méthodes mieux connues. N'y a-t-il pas une voie à explorer pour le corps d'animation dont une bonne partie possède une solide formation en sciences humaines ? Ils seront aisément remplacés dans leurs fonctions actuelles par des vacataires recrutés sur place, rétribués sur les conventions régionalisées, conclues grâce au nouveau dynamisme des établissements et à leur insertion désormais incontestée. Excellente occasion, au contraire, pour faire pénétrer en force des "formateurs à temps partiel" porteurs de nouveaux contenus, de nouveaux modèles relationnels, d'expériences différenciées. Le succès des Centres de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole (C.F.P.P.A.) n'est-il pas dû au fait que les agriculteurs ont eu le sentiment d'avoir une réelle influence sur les filières de formation et les contenus dispensés ? L'expérience de ces vingt années de formation professionnelle tend à démontrer que cela n'entraîne nullement une subordination des fonctionnaires mais, bien au contraire, une responsabilité accrue dans la mesure où ils dominent tensions et contradictions pour proposer, opportunément, des synthèses opératoires pour l'action, une nouvelle autorité, non pas assise sur un statut, mais sur la capacité stratégique à appuyer son action à partir des objectifs de groupes sociaux en continu mouvement⁶³.

Ici la réflexion philosophique prend tout son sens. La laïcité ne se résume pas à la défense des institutions scolaires, mais elle signifie aussi une ouverture active aux producteurs et acteurs sociaux, pour l'élaboration de contenus d'enseignement intégrant contradictoirement les apports de la recherche et la pratique sociale. Nous retrouvons ici le rôle de "l'intellectuel organique" défini par Gramsci. *"L'erreur de l'intellectuel consiste à croire qu'on peut vraiment être in-*

⁶² SALMONA (M.), BELTRAME (G.), HIGELE (P.) - *Jardins maraîchers. Travail du maraîchage sur le littoral Est et Ouest-Varois*. Paris, C.A.E.S.A.R., document CORDES, 1980. Ronéoté.

⁶³ CHOSSON (J. F.) - *L'Odyssée des Centres de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole* (1965-1985). Tome II.

*telle tout en demeurant détaché du peuple-nation, sans éprouver les passions élémentaires du peuple-nation, sans les expliquer dans une situation historique, sans les relier dialectiquement au "savoir". Or, il n'est pas possible d'être sujet de l'Histoire sans une telle passion, sans cette connexion sentimentale entre les intellectuels et le peuple-nation*⁶⁴. Ainsi conçue, la laïcité peut être considérée comme la capacité donnée à chaque individu de construire de nouveaux savoirs. Ne convient-il pas, dans cette perspective, de tirer parti de l'intense mouvement de réflexion active sur l'avenir du milieu rural, amplifié par les Etats Généraux du Développement ? Durant près de quinze années, les débats sur les politiques de rénovation rurale (1968), puis d'aménagement des massifs (1972), ou sur la vulgarisation, s'étaient déroulés indépendamment de la réflexion sur le devenir d'une animation trop centrée sur les loisirs pour le secteur associatif, ou enfermée dans les murs de l'école, pour le secteur d'État. Les Etats Généraux ont remis en cause les stratifications, les cloisonnements, les corporatismes. La vague n'est point retombée. Mais la ferveur bouillonnante a laissé place à une analyse lucide des contradictions⁶⁵ qui ne seront certes pas résolues par le parachutage de l'animateur charismatique des années 60, mais par la mise en place de structures de réflexion et de concertation entre le pouvoir politique, le secteur associatif, l'administration, les centres de recherches. Les Universités Rurales de Vernet-les-Bains (1983) et Vaison-la-Romaine (1985) ont marqué ce point de départ. Les Etats Généraux ont eu leur serment du Jeu de Paume. Les acteurs du développement rural, mis en mouvement dans les villages, les communes, les pays ont porté leurs revendications et leurs propositions jusqu'aux portes du pouvoir. Ils ont juré implicitement de ne point se séparer avant d'avoir donné une Constitution à une France rurale représentant 90 % du territoire, en l'occurrence les groupes régionaux et leurs universités. Peut-être cela donnera-t-il un sigle de plus ? Mais, dans notre pays de droit écrit, les prises de la Bastille se terminent toujours par la rédaction d'un code contribuant à clarifier provisoire-

⁶⁴ GRAMSCI (A.) - *Le matérialisme historique de Benedetto Croce*. Turin, Ed. Einaudi, 1954. Cité par LOMBARDI (F.) - *La pédagogie marxiste d'Antonio Gramsci*. Toulouse, Ed. Privat, Coll. Pensée, 1971, pp. 49-56.

⁶⁵ PATOURAUD (B.) - *Exposé introductif*. Journées d'étude sur la formation des agents de développement rural. Dijon, Document I.N.P.S.A., 1984. Non publié.

ment les relations entre force sociales, à charge pour les intéressés d'en faire un ordre vivant et non un ordre établi, générateur de nouvelles baronnies. Le nouveau serment du Jeu de Paume ne conduira pas à un jacobinisme porteur de sectarismes à base d'ordre moral ! La loi de décentralisation, en rapprochant les centres de décision, offre un appui sûr - à condition de ne plus considérer les décisions comme relevant du seul pouvoir central, mais comme un processus où les forces sociales joueront un rôle déterminant, où les centres de formation formelle et informelle sauront créer des lieux vivants d'échanges sur les objectifs régionaux et micro-régionaux de développement⁶⁶, même si, sur le plan national, le Ministère de l'Agriculture n'a pas franchi le Rubicon.

Les Girondins de l'Ancien Régime ont finalement échoué faute de doctrine claire, de continuité, de lyrisme dans l'action. Ils ont terminé leur épopée sous le couperet fatal, vaincus autant par leurs atermoiements que par la radicalisation des Jacobins. Le mouvement social qui s'étend, s'organise et s'amplifie, saura retenir les leçons de l'Histoire, porteuse de modèles inaliénables⁶⁷.

•
• •

Mais peut-être convient-il de placer ce débat sur le terrain plus large de la théorie de l'action. Nous l'avons dit : à partir de l'année 68, il s'est produit une Sainte-Alliance intellectuelle entre le petit monde des travailleurs sociaux et les spécialistes des sciences humaines pour situer leur action sous l'étendard - d'aucuns diraient le paradigme - du conflit. Seul le conflit aurait été, ou serait, porteur de changement social. Les animateurs partisans de la négociation entre acteurs et de la structuration patiente étaient certes bien vivants, mais sans Suprême-Théorie, ni figures de proue dans l'intelligentsia éducative. Ils cherchaient en vain leur Lapassade, leur Althusser, leur Bourdieu, la théorie du conflit étant systématisée par Touraine. "La société post-industrielle n'a pas d'autre nature que d'être le pro-

⁶⁶ LE BOTERF (G.) - *Métiers de formateurs*. Paris, Editions E.S.F., 1975.

⁶⁷ Collectif *Mémoires et perspectives de l'éducation socio-culturelle*. (Document cité).

duit de ses conflits internes, dont l'enjeu est le contrôle de la capacité d'action de la société sur elle-même⁶⁸. Aussi, lors des débats fondamentaux, étaient-ils facilement réduits au silence par leurs collègues porteurs des formules annonciatrices des changements essentiels, sacralisés par l'apport de la communauté scientifique dominante, y compris et surtout dans les organisations "molles" ayant depuis longtemps répudié tout modèle d'autorité.

Par opposition, d'emblée, le paradigme-clé de la formation professionnelle a été celui de la négociation entre forces sociales organisées. Depuis le conseil de gestion du Fonds de la Formation Professionnelle jusqu'au Fonds d'Assurance Formation et aux Comités d'Entreprise, la loi de 1971 a institutionnalisé le modèle de la politique contractuelle. Cette politique paritaire a très remarquablement fonctionné et a démontré que les organisations représentatives de salariés, le patronat et l'État pouvaient, à tous les échelons, inventer des règles de fonctionnement en fonction des rapports de forces et apporter des solutions adaptées aux problèmes conjoncturels. En novembre 1983, le débat sur l'important budget de la Formation Professionnelle a donné lieu, à l'Assemblée Nationale, à des propos exemplaires par leur qualité et leur tenue, aboutissement d'une politique tenace de concertation. Mais, fort curieusement, le modèle de la négociation, de la règle conçue comme une création collective, n'a guère suscité d'hypothèses fécondes, hormis quelques écrits confidentiels de Madame Van Bockstaële⁶⁹. Les seuls modèles accessibles ont été des modèles littéraires ou philosophiques qui n'étaient point portés par la modernité sociologique, en particulier l'admirable *Saint-Germain ou la négociation*⁷⁰, où l'auteur trace un portrait psychologique du négociateur reposant, semble-t-il, sur une expérience confirmée de la diplomatie dans les situations tendues. Est-il possible de traiter des vertus du "compromis historique" cher aux enfants de Gramsci, face au vocabulaire vengeur des tenants de l'Appareil Idéologique d'État, de la nécessité de négocier avec les organisa-

⁶⁸ TOURAINE (A.) - *Les nouveaux conflits sociaux*, in revue sociologie du Travail. Paris, janvier-mars 1975, pp. 1-17.

⁶⁹ VAN BOCKSTAELE (M.) - *Limites des négociations et négociation des limites*, in revue Sociologie du Travail. Paris, mars 1971, pp. 1-24.

⁷⁰ WALDER (F.) - *Saint-Germain ou la négociation*: Paris, Gallimard, 1959.

tions représentatives, face aux institutionnalistes désireux de démasquer les rapports de pouvoir pour que les masses populaires expriment leurs "vrais" besoins, dont ils seraient évidemment les porteurs ? Comment démontrer les vertus des alliances provisoires pour des changements limités, lorsque les plus illustres des sociologues s'arrogent le droit de définir les objectifs fondamentaux du prolétariat par l'implication des chercheurs dans les luttes des groupes marginaux ?⁷¹ Il est possible de se demander, après coup, si, au cours de cette période d'institutionnalisation de l'animation socioculturelle, il n'y a pas eu, de fait, alliance intellectuelle entre sociologues universitaires et animateurs majoritairement issus des classes moyennes, n'ayant pas fait leurs premières armes dans les mouvements d'éducation populaire, liés aux syndicats et partis de la classe ouvrière. Les deux parties prenantes ayant comme dénominateur commun d'être coupées des pratiques sociales et, par-delà, d'assimiler trop rapidement les modèles d'action portés par les minorités aux luttes fondamentales des classes sociales.

Cependant, très rapidement, la situation change. Il était possible de susciter des conflits coûteux (au sens étroit du terme) lorsque nous étions en période opulente, quand les citoyens étaient disposés à en payer le prix. Mais, lorsque des pans entiers des économies régionales s'effondrent, lorsqu'il convient de redonner une base productive et une identité culturelle aux régions déprimées, lorsqu'il s'agit d'organiser les modalités de concertation d'une charte intercommunale, le modèle du conflit n'est pas d'un très grand secours, sinon pour déstructurer un tissu social déjà fragile. Le modèle d'action dominant n'est plus celui de la transformation des mentalités par les minorités, mais le modèle des années 45, celui de la mobilisation collective des agents productifs en fonction d'objectifs explicites. Le rôle essentiel des animateurs étant alors de faire circuler l'information, de susciter les conditions de la négociation et, surtout dans le secteur d'État, de contribuer à découvrir de nouvelles formes d'action publique alliant mouvement social et technicité. Dans cette perspective, il convient, certes, de poursuivre la collaboration avec les spécialistes des sciences humaines. Toutefois, la construction de nouvelles hypothèses pour la recherche de modalités d'action adap-

⁷¹ TOURAINE (A.) - *La prophétie anti-nucléaire*. Paris, Editions du Seuil, 1980.

tées à une société en crise n'émanera pas seulement des laboratoires, mais également de l'analyse de modèles de coopération qui se sont révélés efficaces, l'invention de nouvelles formes institutionnelles de collaboration pour utiliser l'énergie du corps social, la création intellectuelle de nouvelles théories prenant en compte les mutations technologiques et sociologiques, et correspondant à la "conscience possible"⁷² des forces sociales organisées. Sans doute sera-t-il moins facile de mobiliser dans les forums ; peut-être les temps qui nous attendent exigent-ils moins de lyrisme et plus de lucidité. Personnellement, par un atavisme régionaliste issu des monts d'Auvergne, et une longue fréquentation des mouvements d'éducation populaire, j'étais beaucoup plus à l'aise dans l'univers intellectuel de la formation professionnelle. Aussi, hormis quelques philippiques dans Les cahiers de l'Animation, je n'ai guère contribué à faire évoluer la pensée en matière d'animation. Il est difficile de lutter à armes égales avec une sociologie critique dont les maîtres à penser siègent au Collège de France, disposent des médias et de la direction des revues. Les "intellocrates" ont des moyens autrement plus étendus que la revue Éducation permanente, ou les publications de l'I.N.P.S.A.

Mais les modèles dominants évoluent. Les changements politiques survenus en 1981 auront eu, pour le moins, le mérite de provoquer des glissements théoriques vers une analyse plus fine des contradictions issues des nouvelles formes d'intervention étatique et porteuses de nouveaux modèles d'action⁷³.

Sur le plan méthodologique, nous assistons à un retour de l'acteur par le canal de méthodes telles que l'utilisation systématique de l'analyse biographique, pour mettre en évidence la capacité des acteurs à déterminer des réponses individuelles et collectives aux contradictions historiques. Il s'agit, pour le secteur de l'animation, d'abandonner les théories vidées de leur sens, comme la marée de l'Histoire abandonne les coquilles vides sur les plages désertes. Il s'agit d'inventer de nouvelles théories patiemment construites entre

⁷² GOLDMANN (L.) - *Epistémologie de la sociologie*. Paris, Gallimard, Coll. La Pléiade, 1967.

⁷³ BERTHO (A.) - *États - Savoirs - Pratiques professionnelles*. Paris, Institut des Recherches marxistes, février 1984. Non publié.

chercheurs et hommes d'action, où chacun gardera son identité, où aucun ne prétendra au monopole de la réflexion. « *Cette nouvelle sociologie de la coopération est en friche sur le plan sociologique* »⁷⁴. Elle prend pour hypothèse fondamentale que, dans les années à venir, c'est la régression de la conflictualité qui sera porteuse de changement.

Mais comment prétendre "animer" la société française sans un système philosophique de référence ? L'animation des années 60 s'était voulue neutre et s'appuyait sur des méthodologies à base de sciences sociales prétendument objectives. Elle a vécu ce qu'ont vécu les fruits éphémères de l'expansion économique. Nous avons vu ensuite se développer l'animation irruptive, sauvage, culturelle, structurante, bureaucratique, sacrifiée et, pour finir, massivement "enseignante". Aujourd'hui, le retour à la tradition de l'éducation populaire nous invite à retrouver le sens et, en particulier, à contribuer au renouveau du débat philosophique fondamental sur le nouvel humanisme contemporain, à participer à la création de nouvelles formes de relations sociales dans un milieu rural non pas refuge d'un symbolisme abstrait, mais où chacun affrontera solidairement les contradictions fondamentales.

La politique d'animation du Ministère de l'Agriculture, et tout spécialement de son système de formation, doit désormais s'organiser autour de trois confrontations fondamentales :

- Confrontation au niveau des objectifs : il s'agit de concilier les objectifs nationaux des diplômes et l'adaptation aux objectifs de développement de la région d'implantation.
- Confrontation au niveau des contenus : les disciplines d'enseignement doivent évoluer au rythme de la recherche scientifique, mais aussi intégrer contradictoirement les savoirs issus du milieu productif et de la pratique sociale. La réforme du Brevet de Technicien Agricole va dans ce sens.

⁷⁴ MOTHE (D.) - *Conflit ou consensus*, in revue Esprit. Paris, décembre 1983, pp. 87-97.

- Confrontation au niveau des structures : le règne du primat du professeur d'active doit laisser place à l'expert qui organise une pluralité d'interventions.

Par son mode de recrutement et sa formation, l'animateur peut contribuer à organiser, à l'échelon décentralisé, le débat contradictoire et créateur, pour susciter une véritable mutation du système éducatif, à formaliser les actions en cours, à mettre en place des actions significatives. Sur un plan plus général, il s'agit de dépasser le stade infantile des multiples tendances de l'animation pour aboutir, non à une doctrine, mais à une théorie de l'action correspondant aux défis de notre temps. Il ne s'agit plus seulement de modernisation de l'agriculture dans un milieu rural désertifié, mais de contribuer à la recomposition d'une société rurale, aux structures sociales diversifiées⁷⁵, où la population globale a tendance à augmenter. Comment susciter de nouveaux rapports sociaux, de nouvelles identités, de nouvelles formes d'action collective pour disposer d'un véritable impact sur les centres de décision locaux, régionaux, nationaux ? ... Tel est le véritable enjeu.

Arrivé à ce stade, il est possible de se permettre un parallèle grandiloquent il y a quelques milliers d'années, les petites cités échelonnées le long de la côte du Péloponnèse avaient chacune leurs dieux, leurs règles, leurs coutumes, leur style de vie... Beaucoup d'années d'échanges, de vrai travail intellectuel ont été nécessaires pour que la Grèce donne au monde la plus admirable des cosmogonies, des auteurs tragiques révélant à l'humanité ses conflits fondamentaux, surtout les premiers modèles de relations rationnels entre les hommes. A travers de multiples vicissitudes et des médiocrités, l'animation a été une tentative tantôt dérisoire, tantôt de grande qualité pour générer de nouvelles modalités d'action à partir et auprès des groupes sociaux, en fonction des grandes mutations économiques.

Il n'y aura pas d'action sans une théorie de l'action, sans une synthèse historique qui donnera un sens et une cohérence. Dans un premier temps, il conviendra d'associer toutes les mémoires disponibles resti-

⁷⁵ KAYSER (B.) - *Subversion dans les villages français*, in Etudes rurales. Paris, janvier-juin 1984, pp.295-324.

tuant la chaleur du vécu et la labilité du réel, en les assortissant de tous les éléments de théorie, de toutes les théories possibles. Toute théorie actualisée élève le niveau du débat, et le choix de la théorie de référence dépend essentiellement de l'option philosophique de celui qui la porte. Toute théorie peut se révéler féconde si chaque interlocuteur accepte la rencontre des autres sans ostracisme, ni prétention impérialiste, si elle est utilisée avec rigueur et imagination. L'imagination qui nous donne des hypothèses utiles, la rigueur pour formaliser les actions productrices de nouveaux modèles, à partir des grands débats sur le développement des années 1982-83. La courte histoire de l'animation peut féconder la grande histoire de l'éducation populaire. Le mouvement social en cours, et les récentes formes d'intervention des systèmes de formation peuvent donner une cohérence nouvelle au développement des groupes et des individus. La double anticipation entre des connaissances hautement spécialisées, nécessaires pour l'accroissement de la compétitivité économique, et une pensée sociale orientée vers la maîtrise de la complexité peut être vécue comme une tension créatrice de synthèses renouvelées, aidée par une recherche basée sur l'alliance inaliénable et conflictuelle du savant et de l'acteur (au sens de la créativité), qui sauront nous restituer, outre les informations actualisées, la chaleur de la vie et l'imaginaire social. La connaissance n'est pas seulement affaire de rationalité et de langage formalisé.

"La trace d'un rêve n'est pas moins réelle que celle d'un pas..."⁷⁶. Les modalités de l'animation socio-culturelle telles que nous les avons rêvées dans les années 65, directement issues de la tradition utopique de l'éducation populaire, n'étaient pas transposables au secteur de la Fonction Publique, en particulier au Ministère de l'Agriculture, sans subir l'épreuve des faits. C'est seulement l'action qui pouvait révéler les modes d'intervention susceptibles de féconder l'action publique au service des catégories sociales dont le Ministère avait la charge... mais également ranger au magasin des accessoires les inévitables scories d'un "pédagogisme" borné aux horizons des groupes restreints, les impasses historiques des actions basées sur le culte de l'improvisation et de la spontanéité, les éminentes limites

⁷⁶ DUBY (G.) . Cité par WATZALAWICK (P.) - *Entretiens avec BESSIS PASTERNAK (G.)* . Paris, Journal Le Monde, 27 novembre 1983.

des faux savants prétendant délivrer les instruments pour gérer le changement social, comme le caractère mystificateur des sempiternels discours sur les appareils idéologiques... Mais le rêve n'en était pas moins nécessaire pour résister aux pressions de l'ordre moral ou, pire encore, éviter de sombrer dans les délices lénifiants de la routine bureaucratique. Le rêve était porteur des représentations et des symboles qui donnent un sens au travail patient et obstiné au sein d'un milieu rural où les grands rythmes cosmogoniques ordonnent les relations entre les êtres et les choses, nous invitant à une autre perception du temps. La connaissance est aussi affective, en particulier dans les métiers en relation avec le vivant les êtres, les plantes, les animaux... Comme nous sommes des femmes et des hommes sensibles à l'amitié, à la joie des corps et des esprits, il restera toujours de grands espaces de chaleur fraternelle au long des nouvelles routes pour évoquer ces vingt années. Et nous pourrons dire, tels Apollinaire à Picabia : *"Nous avons tellement rêvé, tellement parlé, que nos yeux ressemblaient à des étoiles"...*